

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

AOÛT 1930

SOMMAIRE

EDITORIAL L'élection de Belleville.

APRES LES ELECTIONS ALLEMANDES

ROMAN WELL Les élections au Landtag de Saxe.

KURT LANDAU Le danger fasciste.

DER KOMMUNIST .. La révolution prolétarienne et Versailles.
Communisme ou national-bolchévisme.
Appel aux ouvriers.

TH. DINGELSTEDT . Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti
Communiste Russe.

LETTRES D'U. R. S. S.

Qui soutient Staline?

La déclaration d'Avril et ses échos.

NOTES ET COMPTES RENDUS :

Les sources de Manouïlsky et Cie. — La délimitation idéologique
de l'Opposition de gauche. — Grinko : Le plan quinquennal. —
Victor Serge : L'an I de la Révolution russe.

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

a publie dans ses numéros 17 à 23 (Janvier - Juillet 1930)

LENINE, Discours au 4^e Congrès de l'Internationale Communiste. — L. TROTSKY, Les fautes fondamentales du syndicalisme. — P. SIZOFF, Avant la conférence navale de Londres. — A. ROSMER, Sept mois de gouvernement travailliste. — F. GERARD, Le problème de la Sarre. — A. ARIAT, Delaisi, ou les harmonies économiques. — L. SOSNOVSKY, Lettres d'exil. — L. TROTSKY, Qu'est-ce que la révolution permanente ? — A. NIN, La crise de la dictature militaire en Espagne. — K. LANDAU, La situation politique en Allemagne et la crise du P.C. Allemand. — P. SIZOFF, Grandeur et décadence du trade-unionisme. — H. LACROIX, La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol. — M. SHACHTMAN, La lutte des classes dans la révolution hindoue. — PROMETEO, Faenza - Milan. — L. TROTSKY, Du 3^e au 5^e Congrès de l'I.C. — J. GRAEF, La position de Marx dans la question syndicale et la Révolution Proletarienne. — L. TROTSKY, Lettre ouverte aux membres du P.C. Russe (bolchevik). — MINH-KIM, La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite. — H. LACROIX, La nouvelle orientation de la C.N.T. d'Espagne. — A. ARIAT, Le rôle et les tendances actuelles de la social-démocratie en France. — L. TROTSKY, Vers le capitalisme ou vers le socialisme ? — L. TROTSKY, Le suicide de Maïakowsky. — E. LAURENT, L'opposition unitaire dans la C.G.T.U. — MILITANT, Pour une juste politique syndicale aux Etats-Unis. — KOMMUNIST, La question syndicale et l'opposition de gauche. — A. ARIAT, La querelle de la participation dans le parti socialiste français. — K. LANDAU, Notes sur la situation en Autriche. — P. SIZOFF, Le militarisme et l'accumulation capitaliste. — NEL-SIH, Le déclin du P.C. Chinois. — L. TROTSKY, Craquements dans l'appareil. — BLASCO, Les problèmes de la révolution en Italie et nos divergences etc..., ainsi que de nombreuses notes, comptes-rendus de livres.

ABONNEMENTS : France et col. : 1 an 30 fr. ; 6 mois 15 fr.

Etranger : 1 an 40 fr. ; 6 mois 20 fr.

Compte-chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

45, BOULEVARD DE LA VILLETTE, PARIS (10^e).

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette. Paris X^e. Prix du numéro 3 frs.

ABONNEMENTS :

France et Colonies : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.
Etranger : 1 an : 40 fr. — 6 mois : 20 fr.
Compte chèque postal : Naville — 1333-80 — Paris.

Envoyer toute la correspondance à

Pierre Naville, Secrétaire de la rédaction.

3^e année. *Août 1930.* Numéro 24.

SOMMAIRE

EDITORIAL L'élection de Belleville 531

APRES LES ELECTIONS ALLEMANDES

ROMAN WELL Les élections au Landtag de Saxe ... 534

KURT LANDAU Le danger fasciste 543

DER KOMMUNIST .. La révolution prolétarienne et Ver-
sailles.

Communisme ou national-bolchévisme 551

Appel aux électeurs 555

TH. DINGELSTEDT . Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti
Communiste Russe 565

LETTRES D'U. R. S. S.

Qui soutient Staline?

La déclaration d'Avril et ses échos .. 583

NOTES ET COMPTES RENDUS :

Les sources de Manouïlsky et Cie. — La délimitation idéolo-
gique de l'Opposition internationale de gauche. — Grin-
ko : Le Plan quinquennal. — Victor Serge : L'an I de
la Révolution russe 597

LISEZ LES PUBLICATIONS INTERNATIONALES
DE L'OPPOSITION DE GAUCHE

Bulletin de l'Opposition (Bolcheviks-
Léninistes)

*Organe périodique de l'Opposition Communiste russe
(bolchevik-léniniste)*

entièrement en langue russe.

6, rue de Milan, Paris.

Contra la Corriente

*Bulletin bi-mensuel d'informations de
l'Opposition Communiste Espagnole*

J. Gonzalez, Sogueros, 19, 2^o derecha, Valence-Espagne.

Der Kommunist

*Organe bi-mensuel de l'Opposition de Gauche unifiée du
Parti Communiste Allemand.*

Wiesenstrasse 6. Berlin N 20. — Allemagne.

The Militant

*Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste d'Amérique (opposition).
25, Third Avenue, New-York, Etats-Unis.*

Le Communiste

Organe bi-mensuel du Groupe d'Opposition du P. C. Belge.

114, rue de l'Indépendance, Molenbeck Bruxelles, Belgique.

Die Klorkejt

*Bulletin mensuel de l'Opposition de gauche en langue yiddisch
45, Boulevard de La Villette, Paris 10^e.*

ADRESSEZ-VOUS A « LA VÉRITÉ »,
45, Bd DE LA VILLETTE. PARIS X^e.

EDITORIAL

L'élection de Belleville

L'élection législative partielle des quartiers Belleville-Saint-Fargeau a pris un certain relief. Elle s'est circonscrite à une lutte aiguë entre le parti socialiste et le parti communiste. Mais elle n'a par tiré son relief de l'arrière-plan sur lequel elle se détache : la situation politique internationale agitée, les événements d'Allemagne, les atteintes déjà sensibles portées aux conditions de vie des travailleurs français, les difficultés de la production nationale.

Le siège vacant appartenait au socialiste Luquet, personnalité représentative du personnel politique de la démocratie bourgeoise. Le nouveau candidat ne pouvait compter par avance sur tous les appuis, les investitures et les complaisances de Luquet. Le parti communiste pouvait engager une lutte pour prendre au parti socialiste le siège de Luquet.

De part et d'autre, l'effort a été considérable. Les orateurs, les parlementaires, les dirigeants ont participé à la lutte électorale. Mais, malgré la tradition historique, Belleville n'est pas Wedding. Et la campagne a surtout été une campagne électorale.

Au premier tour, les socialistes qui n'avaient pas de concurrent républicain de gauche, firent une campagne électorale républicaine : le progrès démocratique dans l'ordre et la paix. La campagne parlementaire, campagne arrondissementière assez terne, qui s'envenima immédiatement d'injures violentes envers les leaders communistes et d'une interminable exploitation du vote des députés communistes pour la loi des assurances sociales.

Le parti communiste jeta ses forces dans la lutte. La majeure partie de l'*Humanité* fut consacrée à l'élection. Deux secrétaires du parti, ses meilleurs orateurs, toutes les organisations à côté furent mises au service de la candidature du secrétaire général du parti. Celor avait donné au rayon pour directives de consacrer tous les efforts à la campagne.

Mais la campagne du parti se laissa canaliser aussi dans les cadres traditionnels des campagnes électorales. La campagne de

l'Humanité, caricatures et articles, soulignent surtout les collusions personnelles entre les leaders socialistes et les cadres de la bourgeoisie, dîners, réceptions, inaugurations. Alors que la social-démocratie entraîne de larges masses ouvrières dans les voies de la démocratie bourgeoise et désagrège dans l'époque historique des grands combats la capacité de lutte du bloc prolétarien, le parti communiste ne s'attaque pas à dénoncer de front son rôle en mettant en lumière devant les prolétaires ses manifestations capitales, nationales et internationales.

L'enjeu d'une campagne communiste n'est pas la conquête d'un siège électoral. La participation communiste aux campagnes électorales a pour but de fortifier et d'étendre l'influence dans les masses ouvrières, d'entraîner de plus larges masses dans l'action communiste. Le parti doit aborder les campagnes électorales avec des perspectives larges. Pour cela sa campagne doit avant tout être menée face aux prolétaires, pour le renforcement des organisations de classe, pour la préparation de luttes économiques et politiques.

C'est dans la campagne qu'il faut réaliser le tournant, avait dit Célor. En réalité, le tournant ne pouvait aucunement être réalisé dans la campagne. On n'y trouve pas les mots d'ordre de la troisième période — mais on les avait rarement trouvés dans les campagnes électorales. Mais elle ne s'appuya pas non plus sur la situation présente des travailleurs pour intéresser directement de larges masses et dans *l'Humanité* l'exposé de la position des communistes fut très discret.

Le premier tour donna les chiffres suivants : Thorez (S.F.I.C.) 4.200 voix contre 4.927 en 1928, Jardel (S.F.I.O.) 3.673 voix contre 5.563 en 1928, les candidats de réaction franche totalisaient 3.500 voix en progression très marquée. Malgré une campagne très vigoureuse, 31% des électeurs s'étaient abstenus.

Au second tour, le candidat socialiste se maintint et mena une campagne cynique faisant appel à toutes les forces démocratiques, à tous les républicains « même les plus pâles », à tous « les démocrates sincères de toutes nuances » pour barrer la route à la « dictature de Moscou », aux « agents d'un gouvernement étranger ». En plein Paris ouvrier les orateurs socialistes identifiaient « la Russie soviétique et la Russie tzariste ». Dans cet épisode électoral, le parti socialiste montrait en miniature comment il est content et décidé à faire front à l'avant-garde prolétarienne, *si nombreuse, si significative que soit la masse ouvrière qui la suit*, avec l'appui de toutes les forces de la bourgeoisie.

Au second tour Jardel était élu par 5.400 voix et Thorez ne recueillait que 4.900 voix. Les suffrages réactionnaires s'étaient

ralliés à la candidature Jardel, témoignant de la conscience de classe de la bourgeoisie.

La perte du siège n'est pas ce qui importe. La leçon plus grave c'est de voir le parti socialiste pouvoir impudemment réaliser dans Paris ouvrier la coalition anti-communiste. C'est de voir la majorité des travailleurs qui avaient suivi le candidat socialiste au premier tour, le suivre encore au second tour malgré sa déclaration de guerre cynique au communisme et à la révolution russe, malgré son appel à la complaisance des pires ennemis de la classe ouvrière.

Le parti socialiste considère sa victoire électorale comme une étape nouvelle de sa conquête de la région parisienne. Ses leaders se félicitent ouvertement d'avoir pu, devant des salles ouvrières, développer un programme brutalement contre-révolutionnaire. Le silence des auditoires, la fidélité d'une masse trop grande de travailleurs au second tour vont libérer plus encore l'activité anti-communiste des chefs socialistes. Ils peuvent avoir leur répercussion dans la répression gouvernementale.

Le scrutin permet aux communistes de mesurer toute la gravité du danger. Il faut reconquérir de larges masses ouvrières à l'influence socialiste qui reprend, même à Paris ouvrier, des positions importantes. Cela exige toute une politique, étudiée et mise en œuvre, qui permette d'approcher les masses, de ne plus faire le jeu des socialistes et de la bourgeoisie qui font tout pour isoler le parti communiste d'une partie du prolétariat, de conquérir la confiance des travailleurs en démontrant sans verbiage dans l'action et les luttes quotidiennes que le parti est le meilleur guide de la classe ouvrière, en entraînant de larges masses derrière leur avant-garde organisée dans la voie de l'émancipation révolutionnaire. Le mal que la philosophie de la « troisième période » — la théorie du social-fascisme, les perspectives immédiatement révolutionnaires, la mécanisation des organisations et des luttes économiques — a fait au parti est grand. Les campagnes électorales ne le panseront pas. Il faut réadapter tout le travail du parti et de l'Internationale aux besoins et aux intérêts de la classe ouvrière. Et la situation européenne n'autorise pas de longs retards. L'Opposition de gauche, qui a participé à la campagne électorale aux côtés de notre parti, persévérera à travailler dans ce sens, aux côtés de tous les communistes du parti conscients des tâches qui nous incombent.

Après les élections au Landtag de Saxe

ACCROISSEMENT CONSIDÉRABLE DES VOIX NATIONAL- SOCIALISTES. STAGNATION DU P.C.A.

Les élections au Landtag de Saxe ont eu lieu sous le signe du renforcement de la crise commerciale et économique, d'un vaste chômage (400.000 dans la seule Saxe), de la diminution des salaires et de l'offensive générale du capitalisme contre les droits de la classe ouvrière. Ces élections devaient apporter des enseignements sur le regroupement des forces sociales et politiques, ainsi que sur le rapport des forces entre les différentes classes. Elles ont permis de mesurer l'état d'esprit politique en Saxe, peuplée pour la plus grande partie d'ouvriers (sur 4 à 5 millions d'habitants, 2 millions et demi sont des prolétaires).

Tous les partis ont mobilisé toutes leurs forces. Le mécanisme parlementaire, instrument qui sert à leurrer les masses, fut mis fébrilement en action. Les plus grands dirigeants de tous les partis furent envoyés comme orateurs en Saxe. Hitler, Hugenberg, Wels, etc... ont fait des discours. L'argent coulait à larges flots pour la propagande électorale. Les partis se dépassaient les uns les autres dans l'édition des tracts, d'affiches, etc...

Pour l'opposition de gauche allemande, cette action électorale est devenue la pierre de touche de sa politique. C'est pour la première fois qu'elle se manifestait dans des élections parlementaires en tant que fraction du parti communiste. Après l'expérience néfaste de la politique du *Léninbund*, faire appel à la masse des militants du parti n'était pas, pour la jeune opposition allemande, une tâche facile. Car l'opposition de gauche considérait ces élections du Landtag d'abord comme une action qui devait lui permettre de développer auprès des militants du Parti, sur une large base, ses mots d'ordres politiques.

Quelle fut, au cours de cette action électorale, la tactique de l'opposition? Il ressortait de notre attitude générale qui est celle d'une fraction ayant pour but la réforme du parti, que notre action ne pouvait être que celle d'une fraction. C'est pourquoi la direction régionale de la Saxe ainsi que la direction nationale décidèrent unanimement de ne pas opposer de liste à elle aux élections du Landtag et de soutenir le Parti. Dans cette question il n'y a pas de divergences d'opinion dans toute l'opposition allemande. L'affirmation des Brandlériens, que l'opposition de gauche n'a pas de liste électorale à elle uniquement parce qu'elle est encore trop faible, est fautive. Cette question dépend uniquement de l'attitude de principe de l'opposition envers le parti, et n'a rien à voir avec la question de notre importance. (D'ailleurs si c'était là le

problème, les camarades de Saxe auraient bien été à même de dresser des listes à eux).

Dans la période actuelle il n'y a pas de possibilité pour la création d'un second parti. Il ne faut pas oublier dans quelles conditions le parti communiste s'est créé. Il a fallu tout d'abord la trahison de la social-démocratie le 4 août 1914.

La question : parti ou fraction, listes autonomes ou soutien du parti dans les élections (tout en se délimitant très nettement et en critiquant sévèrement les dirigeants du P. C.) a cependant joué un grand rôle dans les discussions avec le Léninbund. Pour la Gauche allemande, la question est résolue.

Le soutien du parti pendant les élections est lié à l'application de la *tactique de front unique envers le parti*. La tactique de l'opposition pendant les élections du Landtag de Saxe n'est à considérer que de ce point de vue. Et c'est pourquoi l'opposition de gauche avait pour mot d'ordre : « Toutes les forces au service du parti ! ». « Prolétaires, votez pour la liste du parti communiste ! ».

Bien que les dirigeants actuels de l'I. C. annonçaient une situation fortement révolutionnaire, basée sur l'invention de la « 3^e période », nous assistons aujourd'hui en Allemagne à une forte croissance du fascisme. La tâche essentielle de l'opposition de gauche dans ces élections, fut, d'attirer l'attention des membres du parti et de la classe ouvrière allemande sur ce danger. Il allait de soi que l'opposition devait avertir les masses ouvrières des dangers qui résident dans les illusions parlementaires, en démontrant le rôle de traître des politiciens de la coalition social-démocrate, qui préparent le terrain au fascisme. Dans le tract que l'opposition de gauche a fait paraître à l'occasion des élections, sous le titre : « Aux prolétaires de la Saxe », nous avons pris position non seulement envers le national-socialisme, la bourgeoisie et la trahison social-démocrate, mais aussi envers les défaitistes, les scissionnistes du front ouvrier, la droite.

Que dit l'opposition dans son appel au sujet du P. C. ? On y lit :

« Malgré toutes ses lourdes fautes, notre parti est resté un parti communiste révolutionnaire. Malgré toutes ses lourdes fautes, il essaye, loyalement, d'aider le prolétariat, il n'a en vue que l'intérêt du prolétariat. C'est pourquoi il ne peut y avoir, le 22 juin, d'autre mot d'ordre pour un ouvrier conscient que : Pour le P. C. »

Voilà comment l'opposition de gauche parle du *parti*. Est-ce que cela signifie que cette appréciation du parti vaut aussi pour ses *dirigeants* centristes actuels ? Non. Ce serait là non pas une tactique de front unique envers la masse du parti, mais l'abandon complet des positions politiques de gauche, une lamentable capitulation.

Dans le même tract la politique des dirigeants centristes est soumise à une critique des plus sévères. On y dit aux membres du parti, que leurs chefs actuels, Staline et Thälmann sont responsables de l'isolement du Parti des masses, de l'impuissance du parti à tirer profit des situations favorables, à détacher les ouvriers social-démocrates de leurs chefs traîtres, à arrêter la poussée fasciste. Il est dit dans le tract :

« Cependant, le fait que les masses, déçues par le parti socialiste, ne viennent pas à nous mais au fascisme, que ce n'est pas nous, mais le fascisme qui se renforce aux dépens du réformisme — ce fait équivaut à un arrêt de mort pour notre parti. Notre devoir ainsi que celui de tout militant révolution-

naire est de travailler à l'élargissement, au renforcement du parti communiste. Nous savons que toutes les conditions de la victoire sur l'ordre capitaliste, sur le fascisme, les conditions de la libération de la classe ouvrière, doivent amener le parti communiste à une direction léniniste, ayant une ligne politique claire et consciente des buts à atteindre. Tout communiste, tout ouvrier loyal doit avoir pour but la constitution d'une telle direction ». (Appel aux prolétaires de la Saxe).

Dans ce tract on parle clairement et sans équivoque de la fausse ligne du parti, de la politique criminelle de la direction centriste et ultra-gauchiste. Le fait qu'à la place de la situation fortement révolutionnaire annoncée par le P. C., nous avons vu le danger fasciste menacer le prolétariat allemand, signifie la banqueroute complète du centrisme. Si les membres du Parti n'en finissent pas radicalement avec cette politique en mettant à la tête de leur parti une direction léniniste, le communisme subira les pires défaites.

Critiquer très sévèrement la direction du parti en épaulant les membres du parti, considérer l'opposition de gauche comme une *fraction intérieure du parti*, voilà quelle était essentiellement notre ligne tactique dans les élections. Démontrer aux militants la politique superficielle et criminelle des chefs centristes, réaliser avec la masse des adhérents au Parti l'action pour le *renforcement du communisme*, c'était là la forme de tactique de front unique qu'a appliqué l'opposition de gauche dans les élections du Landtag.

L'opposition de gauche ne pouvait se contenter de critiquer les dirigeants du parti et leur politique, mais elle a aussi fait des propositions positives pour aider le parti à sortir de l'impasse dans laquelle ses chefs l'avaient mis.

Le mot d'ordre central du parti était : « Prolétaires, votez pour une Saxe rouge ». Ce mot d'ordre fut émis d'une façon purement abstraite. Aucun ouvrier ne savait ce qu'il voulait dire. Est-ce que cela signifiait une Saxe soviétique ou une majorité communiste au Parlement saxon ? Une Saxe rouge signifiait autrefois pour les prolétaires une majorité communiste-social-démocrate au Landtag. Mais le parti étant forcé par les décisions du 6^e Congrès mondial et celles du Congrès de Wedding d'abandonner la tactique du front unique, ce mot d'ordre devint une phrase creuse et rien de plus. En partant de ce mot d'ordre l'opposition de gauche déclara dans son appel au parti :

« Ce mot d'ordre va de soi. Tout ouvrier révolutionnaire peut l'adopter. Mais il devient une phrase creuse si le parti ne dit pas en même temps ce qu'il pense faire concrètement au cas où le P. C. A. et le parti socialiste obtiendraient la majorité. Voilà la question que pose chaque ouvrier et à laquelle notre parti doit répondre clairement et à fond.

« Si le parti veut vraiment dévoiler aux yeux des masses le caractère bourgeois et contre-révolutionnaire de la direction social-démocrate, il doit déclarer en toute netteté en face du prolétariat saxon, qu'il est prêt à soutenir un gouvernement de minorité social-démocrate, si celui-ci s'engage à soutenir ou à réaliser, sous le contrôle de l'ensemble du prolétariat, toute une série de revendications essentielles du prolétariat ».

Il ne faut naturellement pas comparer cette politique avec celle que poursuivaient en 1923 les Brandler-Zinoviev-Staline en Saxe. A cette époque, il y avait un gouvernement social-démocrate-communiste qui était responsable devant le Landtag. Tandis que maintenant le parti devait s'engager à soutenir un gouvernement de minorité, si celui-ci réalisait certaines revendications prolétariennes dont il serait responsable devant le prolétariat. On soutiendrait le

gouvernement social-démocrate à condition que les revendications suivantes soient satisfaites :

1) Renforcement des organisations de défense prolétarienne. Retrait de l'interdiction de l'Union des Combattants Rouges. Armement du prolétariat. Dissolution des organisations fascistes.

2) Journée de sept heures obligatoire et maintien des salaires.

Allocation de l'Etat pour la construction d'appartements. Augmentation de l'assurance-chômage payable par les riches.

3) Elargissement des relations commerciales avec l'Union Soviétique. Crédits accordés par l'Etat pour l'exportation de marchandises à destination de l'Etat Soviétique.

Afin de réaliser ces revendications et d'exercer sur le gouvernement de minorité une pression extra-parlementaire, l'opposition de gauche proposait la formation de *comités de lutte* envers lesquels le gouvernement serait responsable et sous le contrôle desquels il travaillerait. Ces comités devaient se composer de conseils d'usines, de conseils de chômeurs et de représentants des syndicats et des organisations de défense prolétarienne.

Voilà la méthode et la tactique du front unique vis-à-vis de la social-démocratie et surtout ici, en Saxe, envers les chefs social-démocrates de « gauche », qui affirment sans cesse démagogiquement que seul le P.C.A. les empêchait de poursuivre une politique prolétarienne. Cette tactique devait montrer aux ouvriers social-démocrates que leurs chefs n'avaient pas d'intentions loyales à l'égard de la cause prolétarienne, que ces chefs étaient traîtres de la même façon que les chefs droitiers de la social-démocratie dans le reste du pays. Cette tactique devait arracher le voile dont se couvrent les démagogues de gauche et les démasquer aux yeux de la classe ouvrière.

LES RESULTATS DES ELECTIONS

Quels ont été les résultats électoraux dans lesquels beaucoup de partis avaient mis tant d'espoir? Les résultats dont nous donnons les chiffres ci-dessous, ont surpris non seulement la classe ouvrière mais aussi la bourgeoisie. Pour permettre de mieux juger du regroupement qui s'est opéré, nous donnons aussi les résultats électoraux des années précédentes :

Landtag 1930. Landtag 1929. Reichstag 1928.

Communistes	355.552	354.530	381.568
Social-démocrates	871.327	922.932	999.421
Oppos. Communiste (Brandler) ..	14.827	22.129	—
Anciens soc.-dem.	19.147	39.568	84.869
National-socialistes	376.724	133.958	74.343
Nationalistes	124.300	218.309	254.488
Parti populiste	227.319	363.382	316.017
Wirtschaftspartei	276.702	304.884	232.052
Christl. soz. Volksdienst	57.408	—	23.519
Landvolk	120.497	140.611	145.467
Démocrates	83.671	115.289	147.356
Volksnat. Reichsver.	39.351	—	—
Volksrechtspartei	44.142	70.131	87.545

En comparant ces chiffres on peut constater :

- 1) L'accroissement énorme des national-socialistes.
- 2) Les pertes très grandes subies par les partis bourgeois.
- 3) Petites pertes subies par le parti socialiste.
- 4) Stagnation du P. C. A.
- 5) Défaite écrasante de l'opposition de droite (groupe Brandler).

Les *national-socialistes* qui ont été le parti le plus actif dans la campagne électorale et qui se sont donnés la tâche de tenir en Saxe cent assemblées électorales par jour, ont poursuivi un but bien déterminé. Ils ont voulu faire de la Saxe une cellule fasciste, exactement comme l'est la Thuringe du fasciste Frick.

Actuellement ils ont en vue la conquête des ministères de l'Intérieur dans les différents pays, pour renforcer de cette manière leurs positions dans l'appareil d'Etat (police, etc...). La Thuringe et la Saxe doivent devenir des forteresses fascistes, placées au cœur de l'Allemagne, et leur but serait, ensuite, la conquête de la Prusse. Dans cet ordre d'idées ils furent parfaitement secourus par le chef nationaliste, Hugenberg, qui voudrait voir le front « national » fortifié pour la lutte contre la Prusse « marxiste ».

Les fascistes ont presque triplé le nombre des voix obtenues en 1929 et quintuplé celui des élections au Reichstag de 1928. Cela veut dire que les fascistes ont réussi à entraîner dans leurs voies le radicalisme des travailleurs perceptible dès 1928. Le fait que les fascistes aient dépassé les communistes dans la Saxe rouge et que leur parti vient en seconde place, ce fait montre le mieux l'importance du danger fasciste. Les fascistes n'ont-ils obtenu que les voix de la petite bourgeoisie désespérée? Ce serait tromper le parti que d'affirmer cela. En Saxe, pays des travailleurs, dans lequel il y avait autrefois et pendant des années une majorité ouvrière au Parlement, de grandes masses ouvrières ont été déçues par la trahison systématique des socialistes et par l'incapacité dont a fait preuve le parti en 1923 et dans les années suivantes; elles cherchent maintenant leur salut auprès des nationaux-socialistes. Des milliers de chômeurs se sont laissé prendre à la démagogie trompeuse des fascistes auxquels ils ont donné leurs voix.

Le parti n'a pas prévu ce développement. Pas plus tard que le 9 mai, la presse du parti disait encore qu'il n'y avait pas de possibilité pour un plus ample développement du fascisme en Allemagne. Le parti fut complètement surpris par la victoire fasciste. Pour avoir prévu le danger, nous fûmes traités de « pessimistes » et de « paniquards ». Aujourd'hui le P.C.A. doit reconnaître lui-même qu'il avait sous-estimé le danger fasciste. A nouveau, comme toujours, nous sommes en face du même spectacle lamentable; les dirigeants du P. C. ne savent constater des processus politiques, qu'une fois que les faits parlent clairement pour tout le monde. Mais ils sont incapables de prévoir le développement des choses, à plus forte raison d'influer sur lui.

La Volkspartei *nationaliste*, le parti des Junkers, pour l'enrichissement desquels le gouvernement Muller a introduit de nouveaux droits de douanes sur les produits agricoles, n'a pas eu non plus à se réjouir des résultats de ces élections. Les spéculateurs qui, par leurs prix élevés pour les produits agricoles, abaissent au minimum la ration alimentaire de la population allemande, sont aujourd'hui délaissés par leurs plus fidèles adhérents. La jeunesse de ce parti afflue vers le national-socialisme. (Le nombre de ses voix est tombé de 218.000 à 124.000).

La *Deutsche Volkspartei* (parti populiste allemand), parti des unions d'exploiteurs, désirait un gouvernement bourgeois en Saxe, à l'image du gouvernement Brüning-Moldenhauer, ou du gouvernement national-socialiste en Thuringe, afin de mieux pouvoir réaliser l'offensive de la bourgeoisie financière contre la classe ouvrière, tout en allégeant les charges des industriels saxons « appauvris ». La politique de la *Deutsche Volkspartei*, visant ostensiblement à la diminution des salaires et des droits sociaux acquis par la classe ouvrière, à l'augmentation des charges des classes laborieuses, à une législation fiscale en faveur de la bourgeoisie, devait mener à la défaite de ce parti. Les masses petites-bourgeoises, ne connurent par cette politique aucune amélioration de leur situation économique, mais, au contraire, une situation de pire en pire, causée par la concentration et la rationalisation continues, et quittèrent ce parti. Comme les chiffres le montrent très clairement, les pertes de la *Deutsche Volkspartei* sont très fortes. (De 363.000 à 277.000).

Cela est encore plus vrai pour les *démocrates* qui, depuis 1919, se trouvent être en déclin.

Les *partis des classes moyennes* sont, au premier chef, un produit du désespoir de la population à l'égard de la social-démocratie et de la bourgeoisie libérale. La petite-bourgeoisie cherche son salut dans la création de partis à elle et de représentations à elle au Parlement. Quelques années de politique devaient amener ces partis à de nouvelles déceptions. *Les partis des classes moyennes ne pouvaient pas poursuivre une politique propre et se trouvaient à la remorque des partis de la bourgeoisie financière.* Ces partis aussi ont donné une partie de leurs adhérents aux nationaux-socialistes.

Néanmoins certaines couches de la petite bourgeoisie désespérée ont encore cherché à se sauver par de nouveaux regroupements.

Le « *Christlich-sozialer Volksdienst* » (service populaire chrétien social) et la « *Volksnationale Reichsvereinigung* » (Union nationale populaire) ont pu obtenir chacun deux mandats.

Ces résultats dénotent un *regroupement puissant de la bourgeoisie.* Ils se déroulent, dans le camp bourgeois, des processus très importants.

Les *social-démocrates* n'ont pu lutter que pour la conservation de leurs positions. Après la dernière trahison des intérêts vitaux du prolétariat de la part de ses chefs au sein du gouvernement Müller, et la « gauche » social-démocrate ayant, pour la première fois depuis 1918, osé mener des pourparlers dans la Saxe rouge, avec les populistes, qui n'ont échoué que par suite du refus de ces derniers, la situation du parti socialiste était des plus difficiles. Dans l'ensemble, la social-démocratie a maintenu ses positions. Après la trahison du gouvernement Müller et le consentement de la « gauche » social-démocrate de Saxe à participer à une coalition bourgeoise, ce parti s'en est relativement bien tiré, dans l'ensemble. On se souvient que c'est justement la *question d'un gouvernement de coalition* en Saxe, qui amena, après 1923, la scission de la social-démocratie saxonne, la création du parti dit « *Ancien parti social-démocrate* ». Les ouvriers social-démocrates de gauche se défendaient contre la formation d'un gouvernement de coalition et obtinrent la scission par la force. Dans ces élections le parti social-démocrate subit une perte d'à peu près 50.000 voix. La presse de notre parti se réjouit du fait que ces voix perdues pour la social-démocratie profitent aux fascistes. Elle voit en cela la preuve de la justesse de l'affirmation de la direction du P. C., selon laquelle les adhérents de la social-démocratie s'en vont dans le camp fasciste. La presse du Parti ne com-

prend pas qu'elle exprime par là la *condamnation définitive de la politique de Thaelmann-Remmele*. C'est-à-dire que le P. C. A. n'a pas su, malgré la situation favorable, gagner les adhérents du parti socialiste.

Les *Brandlériens* sont battus. Leur espoir d'obtenir pour le moins un mandat au Landtag a complètement échoué. Ils ont subi une *défaite désastreuse*. La fraction des opportunistes qui ont mis leur *intérêt de fraction au-dessus de l'intérêt de classe du prolétariat*, ont reçu de la part de celui-ci un désaveu de plus. Cette défaite prouve aussi que le prolétariat de la Saxe n'a pas oublié la débâcle de 1923 et les stratèges de la défaite. Malgré leur énorme activité dans ces élections ils ont perdu plus d'un tiers de leurs électeurs (à peu près 8.000 voix) qui ont voté pour le parti. La *Arbeiterpolitik* (journal de Brandler) dont le cafard fut énorme au lendemain des élections, chercha à rendre leur tactique plus acceptable à ses adhérents en déclarant : si l'opposition du P. C. A. n'avait pas mené une action autonome, le parti aurait certainement subi des pertes. Voilà la démagogie des Boettcher-Lieberasch. Il faut dire le contraire, les membres du P. C. peuvent dire à bon droit que c'est justement l'opposition de droite, par son action autonome dans les élections, qui a causé un grand dommage au P. C. A. et à la classe ouvrière et qui a objectivement rendu service au national-socialisme.

La direction actuelle du parti communiste, a mené, après le 6^e Congrès mondial et après le congrès de Wedding, une politique basée sur la méconnaissance de la situation politique de l'Allemagne; au lieu de constater l'offensive bourgeoise on constatait celle du prolétariat. Ces dirigeants qui n'ont pas su utiliser le processus de radicalisation des masses ouvrières allemandes qui commença au début de 1928, n'ont pas été capables de pousser le parti en avant au cours de cette campagne électorale. Le refus de s'occuper des *revendications partielles*, afin de se rattacher ainsi aux préoccupations quotidiennes des travailleurs, afin de les défendre contre les répercussions du plan Young et la rationalisation capitaliste, ce refus désarme le parti dans la lutte pour la conquête des masses. Le rejet de la *tactique de front unique*, l'impuissance complète à exploiter la trahison des Müller-Hilferding, à expliquer aux ouvriers l'essence du parti socialiste de « gauche », le fait de ne pas avoir prévu le danger fasciste, tout cela a paralysé les forces du parti. Le parti a été incapable d'étendre sur une large base la lutte contre l'offensive capitaliste-fasciste (1).

Le parti communiste n'a pas de progrès à son actif. En comparant les chiffres donnés plus haut on constate que le parti, bien qu'ayant obtenu une augmentation de 10.000 voix par rapport à l'ancienne élection du Landtag, n'a cependant pas pu atteindre le chiffre des élections du Reichstag de 1928. Il lui manquait pour cela 26.000 voix en chiffres ronds. Il est

(1) Les dirigeants du parti entrèrent dans la campagne électorale avec le mot d'ordre de la Saxe soviétique, non pas comme mot d'ordre final, mais comme but immédiat. A l'avant-veille de l'élection la presse du parti mit en avant une série de revendications partielles. Ces propositions du parti ne purent être discutées ni dans les usines, ni dans les organisations de masse. Au lieu de déployer à temps une grande action dans les usines sur la base de revendications partielles, ces propositions eurent plutôt l'effet d'un battage électoral analogue à celui dont se servent les partis bourgeois et social-démocrates à la veille de l'élection.

indiscutable que cette augmentation s'est faite presque exclusivement aux dépens des Brandlériens. Les résultats révèlent clairement une *stagnation du P. C.*

Dans quelques régions prolétariennes, telles que Chemnitz, Auerbach et surtout dans le Erzgebirge-Vogtland, le parti a même subi de lourdes pertes, tandis que les fascistes y ont multiplié de 4 ou 5 fois le nombre de leurs voix.

La crise économique accentuée, les contradictions de classes renforcées, la nouvelle trahison du parti socialiste, tout cela, les chefs actuels du P. C. A. n'ont pas su l'exploiter au profit du communisme. Seuls les nationaux-socialistes ont su le faire. Le P. C. A. n'a pas réussi à se tailler une brèche dans la social-démocratie, à plus forte raison il n'a pu gagner du terrain au sein des masses petites-bourgeoises appauvries. Son mot d'ordre du « social-fascisme » a, d'une part, fortifié la social-démocratie, effacé le contraste entre ses chefs et sa base, d'autre part, il a détourné les masses du véritable danger fasciste. La direction du parti n'a pas su, dans la campagne électorale, démontrer aux masses et à une large échelle de front unique, les dangers du fascisme et mener la lutte contre lui. Par l'action publique : démonstrations, affiches, tracts, etc., de la social-démocratie contre le fascisme, le parti fut plutôt poussé à l'arrière-plan sur ce terrain comme sur les autres. Avec le seul mot d'ordre « Battez les fascistes partout où vous les rencontrez », le parti ne pouvait lutter efficacement contre la démagogie sociale du national-socialisme. Les chefs du parti se réjouissent du fait que les fascistes n'aient pas encore réussi à gagner *beaucoup* de terrain auprès de la classe ouvrière; cet optimisme bureaucratique peut devenir un danger immense pour le Parti et pour la classe ouvrière. La victoire ne sert au fascisme que comme tremplin afin de pouvoir mener avec encore plus de succès l'offensive contre la classe ouvrière et contre ses organisations. Les résultats des élections du Landtag montrent les ravages que la politique ultra-fauchiste du centrisme a pour effet. C'est la conséquence directe de la politique néfaste des Staline et des Thaelmann qui ont quitté la voie du marxisme et du léninisme. Le résultat des élections a provoqué une espèce de panique auprès des bureaucrates du parti. C'est ce que la presse du parti a nettement exprimé. La « *Sächsische Arbeiter Zeitung* » elle-même dut convenir de la faillite :

« Nous le disons ici ouvertement; nous avons longtemps sous-estimé le danger du mouvement national-socialiste. Il est grandement temps de rattraper le temps perdu, d'effacer les faiblesses et de former le véritable front unique prolétarien, en lutte contre le fascisme, un front de tous les ouvriers sans distinction de parti, sous notre direction ». (*Sächsische Arbeiter Zeitung*, journal du P. C. A. à Leipzig, le 23 juin).

Est-ce là l'indice d'un véritable tournant, de la cessation de la politique ultra-gauchiste? L'histoire du centrisme depuis 1923 nous enseigne que de semblables tournants brusques se changent en leur contraire — en opportunisme Brandlérien.

Le parti doit tirer des leçons des résultats de ces élections. Si les militants du parti ne réussissent pas à ramener le parti dans la voie de Marx et de Lénine, alors il subira d'autres défaites encore. Si on ne réussit pas à faire de la *tactique de front unique* le point central de toute la politique du parti, afin d'organiser la lutte contre l'énorme exploitation capitaliste, contre le fascisme, contre les socialistes, valets du Capital, en s'attachant aux intérêts

vitaux des masses, alors le fascisme fera encore plus de progrès. Maintenant que les élections sont passées, les dirigeants social-démocrates de gauche chercheront, en face du danger fasciste, à démontrer aux ouvriers le besoin d'un gouvernement de coalition. Le parti a pour tâche de montrer aux ouvriers social-démocrates de Saxe, qui ont toujours été contre la coalition avec la bourgeoisie, que ce sont justement ces négociations continuelles avec la bourgeoisie qui ont permis l'avance du national-socialisme. La défaite des Brandlériens ainsi que celle du « parti des anciens social-démocrates », dont les chefs passent ouvertement au camp fasciste, prouvent en même temps que la classe ouvrière veut se débarrasser des débris et cherche l'unité.

Les résultats électoraux ont donné la preuve de la justesse de notre ligne politique et de notre tactique. Une partie de nos propositions est mise aujourd'hui en avant par le parti lui-même. Ce qui est réjouissant, c'est la façon dont les militants ont accueilli nos tracts, distribués à des milliers d'exemplaires dans les usines et les assemblées. Partout nos camarades ont discuté avec les membres du parti et on a pu constater une grande sympathie pour les idées de l'opposition de gauche. Les membres de l'opposition de droite n'ont pas pu entamer une discussion avec les militants du parti et n'ont pas osé se montrer dans les assemblées publiques. Ils ont très souvent été assaillis par les camarades du parti et, dans le meilleur des cas, on leur arrachait leurs tracts. Nos camarades à nous ont réussi dans leurs voyages de propagande à travers la Saxe, à nouer de nouvelles relations avec des militants du parti. Nous avons pu effacer en grande partie les effets désastreux qu'avait produit le Léninbund par sa propagande pour un second parti. Les militants du parti savent aujourd'hui que nous ne sommes pas un second parti, que nous ne représentons qu'une fraction du parti et que nous mettons nos forces au service du renforcement et de l'extension du parti communiste mondial. Ils savent aussi que cette tâche ne peut être réalisée que si la direction actuelle est éliminée et si le parti reprend la voie du marxisme-léninisme.

Notre tâche, la tâche de l'opposition de gauche, consiste à aider le parti à renforcer l'influence communiste dans la classe ouvrière et de mener le communisme à la victoire. Exactement de même que nous avons soutenu le parti dans sa campagne électorale en appelant la classe ouvrière à voter pour le parti, nous continuerons dans l'avenir à mettre nos forces au service de cette cause. De même que nous avons critiqué sévèrement la politique des Thaelmann-Remmele et que nous avons de notre côté fait des propositions positives pour aider le parti, nous continuerons dans l'avenir à remplir cette tâche.

Nous savons qu'une politique marxiste-léniniste ne pourra être poursuivie que lorsqu'il y aura à la tête du parti une direction léniniste.

Vu la gravité de l'heure, il s'agit de lutter :

Pour l'unité du parti léniniste.

Pour la réadmission de l'opposition léniniste (bolcheviks-léninistes) dans l'Internationale Communiste.

Leipzig, fin juin.

R. WELL.

Le danger fasciste en Allemagne

L'extension du fascisme a mis le prolétariat en état d'alarme. Dans toutes les usines, aux permanences de pointage, partout où il y a des ouvriers on discute âprement les résultats des élections en Saxe.

Mais ce ne sont pas seulement les élections en Saxe qui ont donné tort aux dirigeants aveugles de notre parti. Le développement de la situation dans la Thuringe le fait dans une plus large mesure encore. L'article de tête de la *Rote Fahne* du 9 mai traitait de la politique réactionnaire de Frick en Thuringe, de l'attitude hostile des socialistes-nationaux à l'égard des ouvriers et arrivait à la conclusion suivante :

« Rien d'étonnant à ce que tout cela agisse comme une douche froide sur les éléments ouvriers à tendance national-socialiste. Ils commencent à en avoir assez des *Hugenberg* et des *Hitler*.. »

« De même à la campagne, et surtout là où le prolétariat agricole a trouvé dans le parti communiste un guide énergique, l'extension de la croix gammée a été arrêtée ces derniers mois. »

Deux jours après les élections à *Gotha* (Thuringe) donnèrent le résultat suivant :

Les fascistes dépassèrent le P. C. A. et augmentèrent — malgré Frick — le nombre de leurs voix depuis décembre 1929, passant de 5.193 à 6.136.

Le 22 juin il y eut également des élections dans la ville industrielle de *Zella-Mehlis* (Thuringe). Là les fascistes arrivèrent à passer de 573 voix à 1.314.

QUELLES SONT LES FORCES MOTRICES DU FASCISME?

Pendant les années 1927-1928 nous avons pu constater nettement dans les masses un développement vers la gauche. Le nombre des grèves monta de 330 (1926) à 751 (1927) et à 687 (1928); le nombre des grévistes passa de 54.399 (1926) à 224.131 (1927) et à 271.473 (1928).

En même temps les masses commencèrent à affluer dans les syn-

dicats, dont les adhérents passèrent de 3.977.309 (1926) à 4 millions 150.160 (1927) et à 4.653.581 (1928).

L'activité croissante du prolétariat s'accompagna d'un développement vers la gauche dans les masses en général. La politique réactionnaire du gouvernement de bloc bourgeois alarma les masses. Des masses puissantes qui avaient été jusqu'ici à la remorque des partis bourgeois s'éveillèrent, se tournèrent vers le réformisme. Aux élections du Reichstag de 1928 le nombre de voix du parti socialiste monta d'un bond de 7.881.000 (1924) à 9.151.100, tandis que le P. C. A. gagna plus de 500.000 nouveaux électeurs.

L'accentuation de la crise économique durant l'année écoulée, a placé les masses du camp bourgeois dans une contradiction encore plus forte avec les anciens partis bourgeois. Mais une chose a fondamentalement changé. *Les espoirs que depuis 1928 les masses ont mis dans le réformisme furent amèrement déçus.*

C'est ainsi que la direction que prirent les masses en se détournant des anciens partis bourgeois devait changer aussi, surtout parce que le P. C. A., sous sa direction actuelle, n'a pas su indiquer à ces masses une orientation concrète, pour la lutte à mener contre leur misère croissante.

Les masses semi-prolétariennes et petites bourgeoises, secouées par la politique de la bourgeoisie monopolisatrice, sont déçues par la trahison du réformisme et l'incapacité du P. C. A. à leur venir en aide; voilà la véritable force motrice du fascisme.

En ce moment les masses semi-prolétariennes, petites-bourgeoises qui suivaient autrefois les partis bourgeois (surtout le parti nationaliste et le parti populiste (parti de la grande industrie nationale), se concentrent pour la plupart dans le camp du fascisme. Ce sont des fonctionnaires, des rentiers, des intellectuels, d'anciens officiers, et, surtout, la jeunesse petite-bourgeoise nationaliste. Mais il est certain que le fascisme a déjà commencé à faire des brèches dans des bastions prolétariens, surtout en Saxe, en Thuringe et dans le nord de la Bavière.

Dès à présent le fascisme exerce une influence évidente et dangereuse sur de grandes masses prolétariennes qui, politiquement, sont loin de lui. Beaucoup d'ouvriers ont un sentiment d'impuissance en face de la montée impétueuse du fascisme; on observe une attitude fataliste.

Ce sont justement ces phénomènes-là qui sont particulièrement dangereux chez le prolétariat, et c'est justement ce dont le fascisme a besoin pour triompher.

La direction du parti s'approche elle aussi de cette position, lorsqu'elle ramène la croissance du fascisme à « une série de causes objectives ».

Ces « causes objectives » — la misère des masses, le fait qu'elles

désespèrent des anciens partis bourgeois, leur déception à l'égard du réformisme, leur recherche d'une issue plus radicale — toutes ces causes devraient, avec une stratégie juste de notre parti, amener en premier lieu une puissante croissance du mouvement communiste.

Mais ce n'est justement pas le cas, ni en ce qui concerne les chiffres, ni en ce qui concerne l'élan, l'activité et la capacité d'offensive de notre parti.

LES FAIBLESSES DE LA DIRECTION COMMUNISTE FORCE DU FASCISME

A l'époque où le fascisme se préparait à un puissant assaut, pendant la période du gouvernement de coalition, le C. C. de notre parti ne vit absolument pas la croissance du fascisme, mais se grisa de sa propre force, qui s'effritait lentement. Le 21 janvier 1930 la *Rote Fahne* annonçait :

« *Le prolétariat allemand marche à l'assaut sous le mot d'ordre de : Dictature du Proletariat!* »

Dix jours plus tard, le 1^{er} février, toute la faiblesse du parti se manifesta, ce qui n'empêcha pas la *Rote Fahne* d'annoncer pathétiquement :

« *Car encore et toujours : tout ce que les communistes veulent, ils le font.* »

Cette façon insensée de se griser de soi-même, ainsi que la théorie idiote du « social-fascisme », ont paralysé le parti. A présent que la direction cherche un tournant, on a déjà pu oublier que tout récemment encore elle a constaté le début de la dictature fasciste, en disant :

« Les bonzes et les goinfres, les damnés secrétaires et fonctionnaires de l'appareil social-fasciste veulent la guerre civile et un massacre qui dépasserait tous les scandales de Noske et de Zoergel qu'on a vus jusqu'ici. »

« *Ce n'est plus là la préparation, mais le commencement du pouvoir fasciste en Allemagne établi par les mains ensanglantées du parti social-démocrate.* » (*Rote Fahne* du 17 janvier 1930).

On peut difficilement s'imaginer une méconnaissance plus grotesque de la différence entre le fascisme et le réformisme.

Dans la mesure où la direction du parti a vu le fascisme, la lutte s'est épuisée en paroles. « Frappez les fascistes partout où vous les rencontrez », ou bien la mémorable proclamation :

« Nous voulons un pouvoir d'Etat révolutionnaire, qui ne laisse vivre aucun fasciste... » (*Rote Fahne* du 28 janvier 1930).

Comment le fascisme n'aurait-il pas grandi, alors que la direction portait des coups pareils au parti révolutionnaire!

Alors que le fascisme se mettait de plus en plus à mêler sa propagande pour le « troisième Etat » à des considérations journalières des plus précises et des plus démagogiques, tandis qu'il réalisait le système des cellules dans les usines, la direction du parti essaya de battre le fascisme en mettant à la sauce bolchéviste l'idéologie fasciste des « chefs »; lorsque le *Völkische Beobachter* parlait du « grand chef Hitler », la *Rote Fahne* répondait en sortant le « plus grand chef Thaelmann ».

Faut-il s'étonner que de cette façon le fascisme n'ait pas rencontré d'obstacle pour devenir un mouvement de masse?

DIFFERENCIATIONS DU FASCISME

Pour le parti, la possibilité d'une contre-offensive est favorable en ce moment, à cause de la différenciation notable qui s'effectue maintenant dans le camp fasciste.

L'affluence de grandes masses venant du camp bourgeois a fortement modifié la tactique du fascisme. Des centaines de milliers d'électeurs bourgeois, jadis adhérents des nationalistes et du parti populiste, qui se sont tournés vers Hitler, ne veulent pas se contenter de la perspective de la « révolution nationale », des prophéties du futur « troisième état », mais ils exigent des mesures immédiates pour la défense de leurs intérêts, et surtout des avantages dans le domaine de la politique douanière, du droit fiscal, etc... Sous la pression de ces couches, Hitler s'est provisoirement décidé pour le bloc avec les autres partis bourgeois et pour la participation au pouvoir.

Contre cette nouvelle ligne, conçue par Hitler comme une tactique transitoire en attendant que le mouvement de masse fasciste soit assez puissant surtout dans le prolétariat, pour accomplir un renversement, les fascistes de Berlin (groupe Strasser) montent à l'assaut. Les fascistes de Berlin connaissent l'état d'esprit des ouvriers berlinois, dont 50 0/0 ont une tendance vers le P. C. A. (voir les élections communales du 27 novembre 1929). Ils craignent à juste titre, qu'une politique gouvernementale telle qu'Hitler et Göbbels la préconisent pour la Saxe et la réalisent déjà en Thuringe, repousse les masses prolétariennes. A côté de ces différends tactiques, qui ont une grande importance dans la lutte fasciste pour la conquête des ouvriers, il y en a d'autres; par exemple l'orientation de la politique extérieure. Tandis que Hitler, en politique extérieure, demande des emprunts à l'Angleterre et à l'Italie, et aborde toutes les questions sous cet angle, les fascistes de Berlin défendent la ligne de 1923 du comte Reventlov, c'est-à-dire celle qui s'appuie sur la Russie.

Ces différends ont maintenant amené une scission dans le fascisme; le groupe berlinois relativement restreint, groupé autour du Dr. Strasser (la majorité est avec Göbbels et Hitler) a formé « l'As-

sociation de lutte des socialistes-nationaux révolutionnaires », qui s'est assigné la tâche de rassembler les éléments mécontents de la politique de bloc bourgeois du fascisme et de les maintenir dans le fascisme par des phrases plus radicales, « socialistes » et « anti-capitalistes ».

ILLUSIONS ET DANGERS DU TOURNANT TACTIQUE DE LA DIRECTION DU PARTI

Le C. C. du P. C. A. espère que ce processus de différenciation amènera la décomposition du fascisme.

C'est une illusion de penser que le fascisme se brisera *de lui-même*, par suite de ses contradictions internes. Ces contradictions n'aboutiront pas à un sérieux affaiblissement du camp fasciste, à une séparation de ses éléments prolétariens et semi-prolétariens, si le P. C. A. ne réussit pas, par une politique juste dans la lutte pour les revendications immédiates du prolétariat, à démasquer du même coup le fascisme et le réformisme devant les masses.

Nous ne voulons pas aborder ici la tactique générale de la direction du Parti pendant ces dernières semaines, qui constitue le complément de l'aventurisme par le crétinisme parlementaire. Prochainement nous traiterons en détail cette question-là.

Nous avons donné au début de cet article un aperçu de la lutte contre le fascisme dans le passé, c'est-à-dire jusqu'au début du mois de juin. Depuis le 4 juin (Bureau politique : résolutions au sujet du danger fasciste) la direction a effectué un tournant brusque. Le mot d'ordre « frappez les fascistes partout où vous les rencontrez ! » a été remplacé par la tactique de front unique avec les ouvriers fascistes. La direction du Parti ainsi que sa presse engagent les ouvriers révolutionnaires à éclairer les « ouvriers socialistes-nationaux », à les emmener aux assemblées communistes, etc... En un mot : la façon dont *devraient* agir des communistes envers des ouvriers social-démocrates, est préconisée maintenant envers les ouvriers fascistes. En même temps l'attitude envers les « ouvriers social-fascistes » reste, au fond, la même!

Cette nouvelle tactique à l'égard des ouvriers fascistes est encore bien plus dangereuse que la tactique ancienne. Il est évident qu'il faut essayer de détacher les ouvriers fascistes de leurs dirigeants. Mais si cela ne réussit pas, si ces ouvriers persistent à rester dans le camp de l'ennemi de classe, alors il faut les traiter comme des traîtres à leur classe, il faut qu'ils soient chassés des usines à tout prix.

Toute illusion, toute faiblesse dans la lutte contre le fascisme coûtera cher dans la lutte pour la conquête de l'ouvrier social-démocrate. Peu de fautes ont, dans le passé, autant nui au parti communiste allemand, dans sa lutte pour la conquête des ouvriers réfor-

mistes, que la tactique « Schlageter » (1) de 1923, lorsque la droite (Fröhlich, Brandler), le centre (Remmele) et la gauche zinoviéviste (Ruth Fischer, Arthur Rosenberg) organisaient des scènes de fraternisation avec les fascistes autour de Reventlov, lorsque le comte Reventlov et M. Fröhlich discutaient dans la *Rote Fahne* de Berlin, sous le protectorat de Karl Radek, pour savoir *si et comment* on pourrait faire « un bout de chemin » ENSEMBLE.

Nous avons nettement l'impression que des éléments de cette tactique « Schlageter » sont à la base de la nouvelle attitude à l'égard du fascisme. La différenciation du fascisme, la création de « l'Association de lutte des socialistes-nationaux révolutionnaires » qui demande, en politique extérieure, à s'appuyer sur la Russie, facilite aux aventuriers malhonnêtes du sommet du Parti le glissement vers la tactique « Schlageter ».

UN « 1923 » RENVERSÉ

Jusqu'ici les socialistes-nationaux ont eu des scrupules et ont évité dans les luttes ouvrières de se mettre ouvertement du côté des patrons. L'accentuation des luttes de classes en Allemagne rendra cette façon de manœuvrer du fascisme beaucoup plus difficile. Actuellement surtout, étant devenu un mouvement de masse qui possède ses assises même dans les usines, le fascisme sera forcé de prendre une position *concrète* dans les prochaines luttes ouvrières. Le capital « créateur » des industriels de la Rhénanie et de la Westphalie, que les fascistes reconnaissent même en théorie et qu'ils opposent au capital bancaire, bien qu'ils connaissent très bien la fusion entre le capital industriel et le capital bancaire qui constitue le capitalisme financier moderne — ce capital « national » se prépare à porter au prolétariat des coups décisifs. Les financiers du fascisme, les seigneurs du Rhin et de la Ruhr, les princes des mines et de l'industrie s'offriront-ils le luxe de renoncer au soutien matériel de leurs mercenaires fascistes? Tout semble indiquer que dans ces luttes les socialistes-nationaux assumeront le rôle de brigade d'assaut contre les syndicats libres. Ils essayeront de transformer le profond mécontentement des ouvriers à l'égard de la bureaucratie, en un assaut contre les syndicats en général.

Mais si la collision se produit entre les masses qui utilisent leurs syndicats comme instrument de lutte et veulent les défendre, et le

(1) Schlageter était un nationaliste allemand exécuté par les autorités militaires françaises pendant la période critique de l'occupation de la Ruhr, à la suite d'un attentat terroriste. Karl Radek prononça à cette occasion des paroles empreintes du plus pur chauvinisme allemand qui avaient le sens d'une invitation ouverte au front unique avec les nationalistes. — N. D. L. R.

fascisme, cette collision peut rapidement et sans transition donner lieu à une situation révolutionnaire, qui exigera toute la capacité de manœuvre et toute l'audace du parti révolutionnaire, pour faire de cette lutte un combat décisif entre la Révolution et la Contre-Révolution.

Cette perspective, n'a rien à voir avec la théorie de « l'essor révolutionnaire » qui, depuis 1928, grandit d'une façon « impétueuse et incessante », comme l'affirment les Manouïlsky, Molotov et Thaelmann.

Une telle perspective n'a rien non plus à voir avec l'analogie superficielle avec l'année 1923, qui est à la mode dans le Parti, et qui a donné naissance à la conception selon laquelle l'ère du gouvernement Müller était l'équivalent de la « période kérenskyste ».

Si on veut comparer le développement actuel à 1923, alors on pourrait plutôt dire que la situation actuelle est un 1923 renversé. Le trait significatif de 1923 fut la croissance des forces révolutionnaires par bonds. L'activité du prolétariat croissait par assauts fougueux, les masses petites-bourgeoises se concentraient dans le camp de la révolution — et en 1930 c'est exactement le contraire. En 1923 le fascisme se rassemblait en arrière de la révolution approchante, il grandissait, il se développait; mais l'allure de son développement ne se comparait nullement à celui de la révolution.

Si en 1930 notre parti est resté un parti de masses, malgré les fautes catastrophiques des dernières années, s'il grandit extérieurement — c'est là le signe que le prolétariat espère et tente de toutes ses forces de faire de son parti un instrument de lutte vraiment utilisable dans cette grave situation. Le sort du prolétariat allemand dépendra, pour les prochaines années, de la voie que prendra le parti. D'un 1923 renversé peut aussi résulter une situation dans laquelle la question du pouvoir se posera d'une façon plus accentuée, plus concrète et plus vivante qu'elle ne se posa jamais depuis 1923.

Hitler est devant les portes des forteresses prolétariennes. Ses cellules d'usines lèvent la tête dans les entreprises. Ses agitateurs parcourent les syndicats, ses bandes traversent les misérables quartiers prolétariens. *Le combat décisif entre le communisme et le fascisme mûrit.* L'enjeu de la lutte est actuellement l'ouvrier réformiste. Ou bien notre parti réussira, en changeant la tactique poursuivie jusqu'ici, à abattre le mur qui sépare les masses communistes des masses réformistes, à attirer dans la lutte les masses qui suivent encore actuellement le réformisme, et alors il abattra la direction social-démocrate, et démolira le fascisme à la tête de la classe ouvrière.

Ce qu'il faut, c'est qu'on revienne des équipées dans les champs de l'aventurisme. Pendant des années on a grisé le parti de phrases et de mensonges. Il est temps qu'il se réveille et qu'il voie l'abîme devant lequel il se trouve.

Nous, communistes de gauche, qu'une direction aveugle et incapable traite d'« ennemis du parti » et de « rénégats », nous travaillons systématiquement à remédier à la décomposition intérieure du Parti, c'est nous qui sommes présents lorsque le parti fait défaut, nous qui servons le parti comme ses dirigeants *devraient* le faire.

De même que pendant la guerre les petits groupes révolutionnaires autour de Rosa Luxembourg, Liebknecht et Mehring, de même que Spartakus conserva la fidélité envers le drapeau de la révolution prolétarienne, — ainsi l'Opposition, à une époque où la direction du parti est vacillante et défaillante, reste fidèle. Une seule chose différencie *foncièrement* notre époque de celle de la guerre : l'ancien parti ouvrier sombra le 4 août 1914. Spartakus dut redresser le drapeau qui avait été traîné dans la boue ; il dut rassembler sur une nouvelle base les masses du prolétariat trahi — *contre* le parti de la trahison, du social-impérialisme, de la guerre.

Le drapeau de notre parti n'a *pas* traîné dans la boue ; notre parti a commis de lourdes fautes, une bureaucratie incapable et dénuée de scrupules lui fait violence ; mais il est le parti de la classe ouvrière, il est resté le parti communiste. Notre devoir consiste à préserver le parti de la chute, à en séparer ce qui est pourri, à le rendre capable de lutter et de vaincre.

Nous devons remplir cette tâche persécutés et pourchassés, et même en partie exclus ; c'est là une de ces contradictions dans le développement de notre parti, dont l'histoire est riche d'exemples.

Indissolublement liée au parti et à son noyau prolétarien, dont l'appareil dirigeant ne parviendra pas à nous arracher, la gauche continue inlassablement la lutte, pour faire du parti de Thaelmann le parti de Lénine.

KURT LANDAU.

La révolution prolétarienne et Versailles Communisme ou national-bolchévisme ?

Une sombre vague de nationalisme traverse l'Allemagne. Les hordes fascistes ont donné le mot de ralliement; aux affamés, aux chômeurs, aux couches moyennes désespérées, aux petits paysans ruinés, les Hitler et Goebbels disent : « La France vous écrase et vous tire jusqu'au dernier sou. » Au cours de la dernière année, le fascisme est devenu un véritable mouvement de masse. Le combat prolétarien révolutionnaire contre le plan Young ne s'est pas déclenché en 1929; sous sa direction actuelle notre parti n'a pas su organiser la résistance des masses laborieuses contre la bourgeoisie allemande et le plan Young, plan dont la bourgeoisie fait automatiquement supporter les charges à la classe ouvrière, et le fascisme n'a pas été gêné pour rendre le plan Young responsable de toutes les infamies du capital allemand; il a pu ainsi détourner les masses de la lutte contre le capital. Il a réussi, auprès d'innombrables éléments petits-bourgeois et semi-prolétariens, à inculquer la fausse conception que ce ne sont pas les barons de la Ruhr, les seigneurs de l'acier et du charbon, qui sont les véritables ennemis des masses laborieuses en Allemagne, mais le peuple français, bien que la classe ouvrière française ait à payer tout aussi chèrement la victoire de sa bourgeoisie sur la bourgeoisie allemande, que la classe ouvrière allemande, qui paye pour les conséquences de la guerre impérialiste perdue. Sous le talon de fer de l'impérialisme français triomphant, qui fait subir aux jeunes ouvriers et paysans français tantôt la guerre du Maroc, tantôt les boucheries indochinoises, le prolétariat français verse son sang et, tout en grinçant des dents, il paye les dépenses formidables de la plus forte puissance militaire de l'Europe.

Cependant le chauvinisme fasciste en délire roule à travers l'Allemagne en hurlant : « De la place, de la terre, des colonies, la guerre! A bas la France! A bas la Pologne! »

Les anciens et « honorables » partis de la bourgeoisie pâlisent de jalousie à la vue des succès extraordinaires du fascisme, qui, en toute sérénité, propose des ministres pour l'application du plan

Young et, dans la rue, appelle les foules à la guerre de revanche. Treviranus est entré dans la lutte; ses discours dominicaux résonnent de grandiloquence sur la « plaie ouverte dans le pays de la Vistule », les « frères non délivrés de la Sarre ». Et de l'autre côté Hoersing, chef du Reichsbanner et du parti socialiste, demande la liquidation du bolchévisme et « l'ouverture du marché russe ». Tout cela n'est pas dû au hasard, mais résulte, par voie de conséquence, de l'accentuation de la crise; la classe dominante sait qu'en dernière analyse, il n'y a pas, pour elle, d'autre moyen de sortir de la crise qu'une guerre victorieuse. Donc ses domestiques crient d'un côté : « A bas la France, à bas la Pologne! », tandis que de l'autre côté le parti socialiste poursuit systématiquement l'excitation contre la Russie soviétique.

**

*

Notre parti devrait s'élever avec une grande vigueur contre les gaz asphyxiants du national-socialisme dont le néo-impérialisme allemand fait précéder sa « politique extérieure active ». Il ne s'agit pas de proclamer, d'une façon générale, l'internationalisme, mais d'agir dans toutes les situations concrètes comme il convient à des communistes internationalistes de le faire.

La réponse de la direction du Parti à l'offensive fasciste a pour titre :

« Déclaration et programme pour la libération nationale et sociale du peuple allemand ».

Nous ne nous occuperons ici que du caractère général de cette « déclaration ».

Il est absolument hors de doute qu'à la première tentative de lutte idéologique sérieuse avec le fascisme, la direction centriste de notre parti a succombé. Comment faut-il juger le fait que le « programme » se fasse l'accusateur du parti socialiste, en le dénonçant comme agent de « l'impérialisme français et polonais » et en le chargeant du crime de « haute trahison des intérêts vitaux des masses laborieuses d'Allemagne »? Ce sont là, presque textuellement, les accusations fascistes formulées contre le parti socialiste, mais ce ne sont pas celles que le prolétariat doit formuler contre le réformisme. Nous accusons les socialistes non pas de « haute trahison envers le pays »; nous les accusons de *trahir la classe*, nous voyons en eux non pas un agent de l'impérialisme français ou polonais, mais de l'impérialisme allemand.

Les communistes n'ont jamais reconnu et ne reconnaîtront jamais la paix de rapine de Versailles. Mais notre lutte contre l'impérialisme, contre la paix de Versailles n'a rien à voir avec la lutte des Treviranus et des Hitler, avec l'impérialisme allemand.

Nous luttons contre Versailles en nous adressant à nos camarades de classe français et polonais, en faisant avec eux un front de lutte contre Hindenburg, Briand et Pilsudsky.

Communistes, nous savons que c'est seulement avec l'aide du prolétariat des pays vainqueurs, seulement en affirmant notre volonté en tant que prolétariat international sur le terrain allemand, français et polonais, que nous déchirerons le traité de Versailles.

Il est possible que notre révolution, qui, par chaque pas fait en avant, poussera en avant la classe ouvrière française et polonaise dans leur lutte libératrice, triomphe plus tôt chez nous qu'en Pologne ou en France. Prendrons-nous alors à tout prix les armes pour déchirer le traité de Versailles? Seul un national-bolchévik répondra affirmativement à cette question. Or, la déclaration-programme de nos dirigeants fait la même chose en affirmant solennellement « devant tous les peuples de la terre » qu'ils ne rempliront à aucun prix les engagements de Versailles.

Nous avouons n'avoir pour de tels serments qu'un sourire méprisant. Nous ne reconnaissons pas le traité de Versailles. Mais si nous renversons le capitalisme en Allemagne, le but essentiel de notre révolution sera non pas Versailles, mais le *développement de la révolution!* La question de savoir si le pouvoir soviétique allemand remplira les engagements de Versailles, cela dépendra essentiellement du développement de la révolution française.

Si la possibilité existe que le pouvoir soviétique allemand ne soit pas immédiatement assailli par l'impérialisme, alors nous ne paierons pas un sou. Mais s'il y a danger que le refus du paiement des réparations provoque une attaque des forces militaires impérialistes, et si le développement de la révolution en France et dans les pays du centre de l'Europe n'a pas encore atteint un degré tel que la classe ouvrière allemande victorieuse puisse compter sur une résistance énergique du prolétariat des pays vainqueurs contre l'intervention militaire — alors nous n'éviterons pas un Brest-Litovsk allemand.

Lénine nous a enseigné que : « Mettre le traité de Versailles absolument, à tout prix, et immédiatement à la première place, et avant la question de la délivrance des autres pays impérialistes du joug impérialiste, n'est que du nationalisme petit-bourgeois ».

Dix ans après que Lénine a écrit ces lignes, ce nationalisme petit-bourgeois est le dernier mot de la sagesse de nos dirigeants.

**

Les erreurs néfastes et les déviations opportunistes de la direction centriste fournissent à la droite l'occasion de se donner de l'importance et de montrer du doigt toutes les plaies dont souffre le

pauvre corps du parti. Les Brandler et Thalheimer spéculent sur le manque de mémoire des cadres.

Qui est-ce donc qui apporta en 1923 la « tactique Schlageter » et la phrase nationaliste dans le parti? Qui est donc le père spirituel de l'acoquinage avec le fascisme? Devons-nous rappeler à ces messieurs, ce qu'ils faisaient et ce qu'ils écrivaient à cette époque?

« Nous marcherons même avec des gens qui ont assassiné Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg, s'ils veulent entrer dans nos rangs », écrivit la *Rote Fahne* du 18 août 1923, donc sous la Centrale brandlérienne.

Mais à ce moment « nos rangs » furent poussés bien près de « leurs rangs »! Et Paul Fröhlich écrivait :

« C'est un devoir envers nous-mêmes et envers le peuple allemand d'éclairer la jeunesse allemande militante qui s'est ralliée aux populistes, sur ses propres buts, ses moyens, ses possibilités et ses nécessités. » (*Rote Fahne* du 3 août 1923).

Mais quelle était la « nécessité » sur laquelle Fröhlich voulait éclairer la jeunesse populiste?

« Ce qui est décisif dans la situation actuelle, c'est que la question nationale est devenue la question de la révolution. » (*Rote Fahne* du 3 août 1923).

Le fait que Ruth Fischer dépassa encore, si possible, ces phrases nationalistes, ne pourra pas servir d'excuse pour les droitiers. Ou peut-être veulent-ils nous enseigner qu'en 1923 l'Allemagne était un Etat d'un type différent de celui d'aujourd'hui? Qu'ils essaient donc de rompre une lance pour cette théorie.

**

Dans l'I.C. et dans le P.C.A. ce sont les droitiers qui sont les pères de l'opportunisme. Mais malgré tous les cris hystériques, les centristes ne peuvent pas nier leur origine : après quelques écarts aventuristes ils abordent dans le marécage paternel. Le centrisme est incapable d'une politique indépendante, sans parler d'un véritable cours de gauche.

Il nous incombe à nous, Opposition de gauche, de mener la lutte contre l'infect opportunisme du centrisme. Il nous incombe d'empêcher que la lutte opportuniste contre Versailles devienne — le Versailles du communisme en Allemagne, son effondrement idéologique.

DER KOMMUNIST.

A tous les communistes d'Allemagne !

Camarades,

Vous voterez le 14 septembre. Un nouveau Reichstag va être élu — mais l'ancienne politique du régime de dictature sera poursuivie.

Aucune majorité parlementaire ne pourra empêcher l'application du programme Hindenburg,

voilà le sens de la dictature ouverte que le « cabinet de l'ancien combattant » de M. *Hindenburg* a érigée le 18 juillet (article 48). C'est là le sens de la déclaration faite par les ministres du régime de dictature, des *Treviranus* et des *Schiele* qui menacent d'un coup de pied la majorité parlementaire désobéissante.

Qu'est-ce que le programme Hindenburg ?

Economiquement, il est une tentative d'abaisser les salaires actuels, de prolonger le temps de travail, d'abolir en grande partie les assurances sociales, de manière que la bourgeoisie allemande puisse mener avec succès sa lutte de conquête sur le marché mondial, malgré ses engagements relatifs aux réparations. *Politiquement*, cette offensive capitaliste de grande envergure qui a pour but l'abolition d'une bonne partie de ces réformes que la bourgeoisie jeta comme une aumône au prolétariat après 1918, afin de le détourner de la révolution sociale, exige un régime de bloc bourgeois solide et homogène. Le régime de dictature, accentué par les fascistes, doit appliquer le programme Hindenburg.

Le danger fasciste menace.

Les chefs fascistes, les Hitler, Goebbels, Frick et consorts brûlent d'envie de participer au gouvernement et à la coalition. Mais s'en contenteront-ils, ne passeront-ils pas très vite au *coup décisif*, au bouleversement, à l'établissement de la dictature fasciste ? Cela dépendra des masses qui les suivent. Si la crise, en continuant à s'accroître, met les masses fascistes dans un état d'excitation grandissante, alors le fascisme descendra dans la rue — avec ses anciens ou avec de nouveaux chefs — pour tenter le renversement politique contre-révolutionnaire, duquel les masses fascistes dupées se promettent une amélioration foncière de leur situation économique insupportable.

Où est le prolétariat, où sommes nous ? Ne nous faisons pas

d'illusions, camarades; les derniers mois, les dernières semaines font prévoir de grands dangers.

Quelle a été la réponse du prolétariat à l'offensive patronale? S'est-il énergiquement défendu contre la baisse des salaires? A-t-il essayé, par une grande lutte défensive, d'empêcher que ses conditions de vie deviennent de plus en plus mauvaises, comme l'ont fait *les ouvriers du Nord de la France*?

Non, camarades, cela ne s'est pas produit, les faibles tentatives du Nord-Ouest, la petite grève courageuse de Mansfeld n'ont pas eu d'écho, l'offensive contre les salaires n'a pas rencontré de résistance.

Lorsque le 18 juillet le gouvernement Brüning — en contradiction ouverte avec la constitution de Weimar elle-même — institua le régime de dictature, appliqua par un coup de force l'article 48 et prouva ainsi à la classe ouvrière dans la mesure où celle-ci était encore sous l'emprise d'illusions démocratiques, que la classe dominante se moque de sa propre légalité si celle-ci ne lui permet pas de réaliser complètement et sans heurts son programme, lorsque le régime de dictature instaura de nouveaux impôts — quelle fut alors la réponse du prolétariat?

Pas un ouvrier ne quitta l'usine pour protester dans la rue contre la domination brutale de la bourgeoisie. Consciemment, le parti social-démocrate maintint de toutes ses forces les masses ouvrières dans la passivité et la direction de notre parti, qui annonçant hystériquement que le fascisme était au pouvoir, ne sut pas montrer à un seul ouvrier, concrètement, la voie de la résistance.

Nous laissons à une bureaucratie irresponsable le soin de se taire devant ces faits alarmants — cette bureaucratie qui bavarde sur la révolution tout en étant incapable de faire avancer d'un seul pas le P. C. A. sur la voie de la victoire.

LA SOCIAL-DEMOCRATIE — FOSSOYEUSE DU PROLETARIAT

Le gouvernement Muller, le gouvernement sanglant de la grande coalition, a fait le lit de la réaction sociale et politique, il a réprimé chaque tentative de résistance de la classe ouvrière avec une brutalité inouïe et, en démontrant que sa politique gouvernementale (construction du croiseur cuirassé, diminution de l'assurance contre le chômage, programme d'impôts de Hilferding, plan Young, loi de la protection de la république) est la

politique d'un parti bourgeois,

il a poussé de larges masses dans les bras du fascisme. C'est par cette politique que le parti social-démocrate a répondu à l'offensive du capital; par ce bâillonnement de la classe ouvrière, il a facilité l'avance du fascisme!

Et pourtant il fut brutalement repoussé.

après avoir fait tout cela pour la bourgeoisie. C'est que la bourgeoisie ne peut plus se servir du P.S.A. pour la *nouvelle étape de l'offensive* du capital qui vient de commencer, c'est que dans cette étape de la lutte il y va des réformes que la bourgeoisie a jetées jadis au P.S.A. pour que celui-ci détourne les masses de la révolution, il y va des organisations réformistes de masses elles-mêmes, il y va des *syndicats*.

La bourgeoisie ne craint pas les fossoyeurs de la révolution prolétarienne, les réformistes, qui dominent les syndicats aujourd'hui plus fortement que jamais. Mais la bourgeoisie sait que les millions de prolétaires conscients, organisés dans les syndicats ne se tairont pas lorsqu'on abolira leurs droits fondamentaux. Elle craint, avec raison, qu'au cours ultérieur de la lutte de classes le prolétariat révolutionnaire n'apprenne à mettre

les syndicats au service de la lutte de classes révolutionnaire, au service de la lutte politique de la classe ouvrière.

La destruction des syndicats par le fascisme doit rendre impossible à la classe ouvrière révolutionnaire de faire, à travers la lutte avec le réformisme, de ses organisations de classe des remparts de la résistance de masse prolétarienne.

Les réformistes, en excluant les éléments révolutionnaires des syndicats, se font les serviteurs de l'offensive fasciste, s'avèrent comme traîtres à la classe ouvrière dont ils ont depuis longtemps sacrifié les intérêts. Au lieu de mener le prolétariat au socialisme, le réformisme l'a conduit au seuil du fascisme. A la place des « bienfaits du plan Young », c'est la poussée formidable de la crise, c'est le chômage de masse qui frappe la classe ouvrière.

La politique du P.S.A. a fait faillite sur toute la ligne, dans toutes les questions.

Mais l'influence du P.S.A. sur la classe ouvrière ne s'est pas écroulée ;

malgré sa trahison de classe sans exemple, elle règne encore aujourd'hui dans les entreprises, dans les syndicats. Les élections prouvent que le P.S.A., malgré tous ses crimes contre le prolétariat a toujours

la majorité de la classe ouvrière

derrière lui. Les événements de la bataille de classes l'ont déjà prouvé, les élections ne feront que le confirmer.

Les camarades du parti qui en doutent, qui, atteints de la psychose électorale, sont véritablement grisés par la victoire et

espèrent des élections ce qui ne peut être atteint que dans la lutte de classes quotidienne

à savoir un refoulement *décisif* du P.S.A. de sa position prépon-

dérante dans le prolétariat, ces camarades ne poseront qu'après les élections la question :

COMMENT EST-CE POSSIBLE ?

Ils verront que notre parti n'a pas réussi — malgré la trahison sans exemple du P.S.A. depuis les élections de Mai — à briser la position prépondérante du P.S.A. dans la classe ouvrière, ils verront que les promesses du congrès de Wedding — où fut affirmé le passage des masses du P.S.A. au P.C.A. — étaient illusoires. Ils devront poser la question :

Où se manifestait jusqu'ici dans la lutte de classes la force des millions de prolétaires qui ont voté pour notre parti ?

Où et quand a-t-on jamais réussi — malgré les conditions favorables, particulièrement à l'époque de la coalition — à mobiliser ces masses, ne serait-ce que partiellement, dans la lutte quotidienne, pour résister sous la direction du P.C. à l'offensive du capital, à la réaction qui avance ?

Avez-vous oublié le 1^{er} mai 1929,

qui vous prouva que dans toute l'Allemagne il n'y avait pas 40.000 ouvriers pour suivre votre appel, c'est-à-dire qui répondirent au massacre de Zoergiebel par la grève de protestation ?

Nous réussissons à rassembler des voix de mécontents en grand nombre. Mais la direction de notre parti s'est avérée incapable de faire de ces mécontents des *combattants de classe révolutionnaires*.

Mais pourquoi le parti ne put-il pas conquérir jusqu'à présent la direction de la classe ouvrière,

briser l'influence du réformisme, établir l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière et l'opposer avec succès à l'offensive du capital et à la réaction ?

BOLCHEVISME OU CENTRISME ?

Le *bolchévisme*, c'est la lutte hardie, tenace et réfléchie pour la direction de la classe ouvrière, c'est la renonciation à toute illusion sur des situations directement révolutionnaires qui n'existent pas, c'est la lutte persévérante et tenace pour mettre les masses en mouvement au moyen de revendications partielles, pour démasquer le réformisme par la tactique du front unique, le *bolchévisme* c'est l'unité révolutionnaire de la théorie et de la pratique qui a mené à l'Octobre rouge.

Ce n'est que sous le signe du bolchévisme que notre parti pourra vaincre !

Mais notre parti, l'I.C., la dictature prolétarienne sont-ils dirigés maintenant à la manière bolchévik, comme au temps où les

héros de la révolution d'Octobre,

LENINE ET TROTSKY

étaient à la pointe du parti mondial, à la pointe du pouvoir soviétique?

Non, camarades, il n'en est pas ainsi !

Ce n'est pas du bolchévisme que la politique de notre parti sous la direction glorieuse de Thaelmann-Neumann, ce n'est pas du bolchévisme que la direction de l'I.C. par Molotov, ce n'est pas l'esprit léniniste qui inspire la politique du régime stalinien dans la République soviétique.

REGARDEZ LA RUSSIE SOVIETIQUE

nous disent les chefs de notre parti et ils vous promettent que l'Etat soviétique prolétarien édifiera la société socialiste avec ses propres forces et dépassera le capitalisme mondial. C'est une utopie dangereuse. Ce que démontre la Russie soviétique malgré son isolement, malgré sa situation de pays agraro-petit bourgeois, c'est

la supériorité énorme des méthodes socialistes de production

sur les méthodes capitalistes de développement des forces productives.

L'EDIFICATION SOCIALISTE AVANCE

mais elle est menacée des dangers les plus sérieux qui proviennent de la tentative fantaisiste de construire dans l'Etat soviétique isolé la société socialiste sans classes, but qui ne peut être atteint pleinement dans un seul pays. *L'industrialisation* qui fut accélérée beaucoup trop tard, est actuellement poussée à un rythme tel qu'il s'ensuit une forte baisse de qualité. Cela signifie une menace contre la production ultérieure; car le client principal de l'industrie est l'industrie elle-même, dont la base doit être constamment élargie. Des moyens de production d'une valeur inférieure, fabriqués aujourd'hui à une vitesse brusquée — le plan quinquennal en 4 ans — engendreront des troubles sérieux dans le processus de la production. La *collectivisation* des paysans qui se fait à une folle allure et qui a renversé toutes les évaluations du plan quinquennal, contient de grands dangers. C'est qu'elle se réalise, dans sa partie décisive, par la simple mise en commun de la terre paysanne, sans l'outillage agricole moderne, ce qui rend impossible toute exploitation rationnelle de la commune collectivisée. Dans les communes collectivisées réunies brusquement, les différences de classes et luttes de classes du village ne cessent nullement, mais dans les communes où la question de la part individuelle au produit total n'est pas encore résolue, la différenciation sociale continue, le koulak renaît.

Le « plan quinquennal en 4 ans » représente la tentative pratique de réaliser la théorie du socialisme dans un seul pays — utopie petite-bourgeoise qui s'oppose à tout ce qu'enseignèrent Marx et Lénine.

DE GRAVES DANGERS S'APPROCHENT,

dont les bureaucrates irresponsables tentent de détourner l'attention de l'avant-garde révolutionnaire. La réalité commence déjà à corriger le rythme de l'industrialisation déterminé bureaucratiquement; dans une partie de la production, les chiffres de production décrétés au plan quinquennal ne peuvent pas être observés.

Dans le domaine de la collectivisation, Staline a déjà dû procéder, le 15 mars, à la retraite devenue nécessaire, et abandonner les méthodes bureaucratiques de la collectivisation forcée et de la fermeture des marchés.

LA POLITIQUE DE STALINE N'EST PAS LA POLITIQUE DU BOLCHEVISME,

mais elle est centrisme dans son essence, c'est-à-dire qu'elle oscille entre la ligne *prolétarienne révolutionnaire* que représente

l'opposition léniniste, dirigée par Trotsky et Rakovsky,

et la *pression de droite* (Rykov-Boukharine), qui reflète dans le parti les influences des classes non-prolétariennes du pays. En 1928 Staline a glissé du cours *droitier* (avantages accordés aux koulaks, négligence apportée à l'industrie) à *l'aventurisme ultra-gauche* (industrialisation à une allure rapide, collectivisation de toute l'économie paysanne en quelques années, liquidation des koulaks en tant que classe).

Pour pouvoir exécuter cette politique sans être gêné, politique qui — aussi bien que le cours droitier qui l'a précédée —

ébranle la dictature prolétarienne,

Staline, s'appuyant sur l'appareil bureaucratique, brise

le parti de la révolution d'Octobre, le parti de Lénine, le P.C. de l'U.R.S.S.,

il étrangle le droit de libre détermination des adhérents, il détruit la démocratie ouvrière dans le parti et fait emprisonner, bannir les bolchéviks-léninistes oppositionnels, et même les

EXECUTER,

comme nos camarades Blumkine, Siloff et Rabinovitch.

La destruction et l'étouffement du parti est le plus grand de tous les dangers, car

le parti est l'arme la plus décisive dans la lutte du prolétariat.

Le centrisme oscillant, le régime stalinien mènent la Révolution d'Octobre à de profonds ébranlements.

LE BOLCHEVISME INCARNE EN L'OPPOSITION LENINISTE

et qui a conduit le parti victorieusement à Octobre, ne peut être réduit par les méthodes de la violence. C'est sans hésitation et avec cette force qui fut forgée dans trois révolutions que l'opposition russe continue sa lutte

Pour le renforcement de la dictature prolétarienne

par l'élargissement de la base industrielle en augmentant en même temps le niveau de vie de la classe ouvrière, pour la collectivisation à un rythme s'accordant avec la fourniture de tracteurs et l'électrification.

Pour la défense de l'Union Soviétique

à travers la lutte implacable contre l'impérialisme et ses serviteurs social-démocrates.

Pour le parti de Lénine — pour l'I.C.

à travers la lutte implacable contre le régime centriste dominant qui, par des théories petites-bourgeoises (socialisme dans un seul pays) profane les idées révolutionnaires du marxisme-léninisme, régime qui détruit et garrotte le parti, et s'est avéré incapable dans toutes les questions décisives de la révolution internationale, depuis l'Octobre allemand (1923) jusqu'à la révolution chinoise, de conduire l'I.C. à la victoire.

CAMARADES DU PARTI ! COMMUNISTES D'ALLEMAGNE !

Le 14 septembre vous irez voter. Vous vous tournez aujourd'hui vers le scrutin qui vous captive comme si le 14 septembre pouvait apporter une décision véritable dans la lutte de classes... Vous allez choisir entre

l'Allemagne Soviétique ou le 3^e Empire,

d'après ce que crient les Neumann, Thaelmann et Remmele aux masses ouvrières.

Il est certain que cette alternative se trouve posée par la crise profonde de la société bourgeoise, il est certain qu'au cours d'une aggravation ultérieure de la crise c'est ou bien le prolétariat qui devra commencer la lutte pour le pouvoir, ou bien c'est la dictature fasciste qui relèvera la démocratie bourgeoise décomposée.

Mais la question : *qui* recueillera l'héritage de la démocratie bourgeoise?, cette question ne se décidera pas dans la lutte électorale, mais dans ces luttes de masses montantes, exaspérées, extra-parlementaires, où l'avant-garde révolutionnaire devra gagner les

masses des ouvriers social-démocrates pour inaugurer avec succès la lutte pour le pouvoir.

Sous la direction du centrisme, l'alternative historique

COMMUNISME OU FASCISME

est devenue dans notre parti une sensation électorale dont on parle et écrit beaucoup, mais dont le parti s'éloigne de plus en plus dans cette lutte électorale menée d'une façon purement parlementariste.

Dans votre majorité écrasante vous gardez le silence sur la

honteuse déclaration de phrases nationales,

qu'ont lancée les dirigeants de notre parti. Cette déclaration qui met au premier plan la question « nationale », qui se plaint de l'Allemagne « désarmée et isolée », qui parle de la « haute trahison du pays par le P.S.A. » au lieu de sa *trahison de classe* du prolétariat — ce programme, que représente-t-il donc d'autre que la pression de l'idéologie fasciste sur les centristes chancelants, les Neumann, Thaelmann et Remmele?

Au lieu de dire à la classe ouvrière comment elle doit arrêter l'offensive générale de la bourgeoisie, comment elle doit organiser la lutte pour la victoire, le centrisme fanfaron proclame un programme qu'il se propose de réaliser après la victoire!

Au lieu de se tourner vers les millions d'ouvriers qui restent encore aujourd'hui

illusionnés par le réformisme,

la direction du parti centriste se grise de l'espoir opportuniste d'attirer à elle des petits-bourgeois par des phrases nationalistes.

Le programme de la révolution nationale,

que l'appareil du parti jette dans les masses, est un coup porté au communisme qui sait que la paix de Versailles ne peut être déchirée que par la lutte commune du prolétariat.

Le programme de la « libération nationale et sociale du peuple allemand » est le fruit de l'étroitesse d'esprit nationale qui a trouvé son expression théorique dans le socialisme national de Staline.

Nous, l'opposition de gauche du P.C.A.,

vous disons : Camarades, qui croyez encore aux phrases du centrisme, qui allez pleins de confiance dans l'avenir :

Le chemin du centrisme est le chemin de la catastrophe,

c'est le chemin qui, en 1923 à travers les coquetteries malpropres avec le fascisme, a conduit directement

à la capitulation sans combat d'Octobre,

de laquelle Brandler et Thalheimer, les droitiers, ne sont pas moins coupables que Staline, Zinoviev, Remmele, Heckert et Cie.

Celui qui veut servir la cause de la révolution internationale, la cause du communisme, doit combattre inexorablement cette politique de l'opportunisme, la politique des Thaelmann, Neumann, Remmele.

Celui qui est dévoué au parti, celui qui veut le rendre capable de combattre et de vaincre, doit s'opposer au régime actuel avec une fermeté implacable.

Ce n'est pas sur le terrain du *programme du bolchévisme national*, le programme de Thaelmann, qu'on peut organiser en Allemagne la lutte de libération prolétarienne, conjurer le danger fasciste et surmonter l'influence du réformisme sur la majorité de la classe ouvrière.

Nous devons préparer le chemin vers la victoire et non pas rêver du chemin après la victoire

voici ce que les intérêts de la révolution exigent de nous, communistes.

Comment préparer le chemin à la victoire ?

Ce n'est pas sur le terrain de l'illusion selon laquelle la classe ouvrière est déjà décidée aujourd'hui au règlement de comptes révolutionnaire, que nous pouvons déterminer la tactique juste. Il faut avoir le courage de voir la situation telle qu'elle est, il ne faut s'adonner à aucune illusion sur sa propre force, ni sur celles de l'adversaire.

LE PROBLEME CENTRAL EST LE CHOMAGE DE MASSE

C'est sous sa pression que la classe ouvrière ne se dresse dans les entreprises qu'en hésitant pour résister à l'offensive pour l'abaissement des salaires, c'est du chômage que se servent les employeurs pour rendre les ouvriers dociles à une exploitation renforcée, et c'est sur le désespoir croissant des chômeurs que compte le fascisme.

Si on ne réussit pas à mener dans la lutte les chômeurs et ouvriers d'usine pour des

revendications communes,

alors la force de la classe ouvrière dans son ensemble sera ébranlée de la façon la plus redoutable par cette séparation en ouvriers d'usine et chômeurs.

Y a-t-il de telles revendications communes ?

La revendication la plus importante est la lutte pour *la journée de 7 heures avec une entière compensation de salaire* et pour la *collaboration économique avec l'Union Soviétique*. Dans une telle action de masse, ouvriers et chômeurs se retrouveront, ils verront par leur propre expérience, que le réformisme est l'ennemi des travailleurs, ils apprendront à dominer la contre-révolution fasciste dans les entreprises et les bureaux de chômeurs. Dans de telles actions, les masses apprendront que même ces revendications modestes ne pourront être réalisées que si la classe ouvrière brise la

domination du capital, s'empare du pouvoir politique et érige sa propre dictature de classe.

**Tel est le chemin de la lutte qui commence
par le pain et finit par la prise du pouvoir,**

tel est le chemin du bolchévisme. Croyez-vous donc qu'un parti révolutionnaire puisse s'approcher, ne serait-ce que d'un centimètre, de la victoire, en criant à la classe ouvrière : « Venez à Thaelmann! », quand un Neumann proclame tout ce que réalisera le « chef du gouvernement soviétique allemand » Ernest Thaelmann? De telles phrases petites-bourgeoises ne font que discréditer le parti.

Retournons à Lénine !

tel est le mot d'ordre de l'opposition de gauche qui refuse les stupides mots d'ordre du « social-fascisme » aussi bien que le jeu avec le national-bolchévisme.

La classe ouvrière ne peut vaincre autrement que sous la direction d'un parti communiste. Notre parti communiste a été ébranlé sous le régime stalinien jusque dans ses fondements. De profonds phénomènes de dégénérescence deviennent visibles précisément dans la lutte électorale qui dans sa forme est menée d'une manière purement parlementariste et dans son contenu d'une façon national-bolchéviste.

**Sauver le parti de la décomposition intérieure,
c'est le plus grand service que nous
puissions rendre au prolétariat.**

Dans ce sens, communistes d'Allemagne, ouvriers révolutionnaires, l'opposition de gauche vous appelle à voter pour le parti, sans illusions sur sa direction, sans illusions sur la politique du centrisme, mais pleinement consciente qu'il faut libérer notre parti communiste d'Allemagne du poison décomposant de l'opportunisme.

VOTEZ POUR LA LISTE DU P.C.A. !

et manifestez par là votre décision d'opposer à l'adversaire de classe, le fascisme, et à la trahison de classe, le réformisme, le front de classe révolutionnaire.

Pour le P.C.A. — contre le centrisme !

**Pour des actions de masses révolutionnaires — contre
le crétinisme parlementaire !**

**Pour l'I.C. — contre le système centriste — bureau-
cratique !**

**Pour la république soviétique — contre le régime
stalinien !**

**Pour la révolution prolétarienne internationale —
contre le national-bolchévisme petit-bourgeois !**

LA DIRECTION NATIONALE DE L'OPPOSITION
DE GAUCHE DU P.C.A. (BOLCHEVIKS-LENINISTES).

Entre le 15^e et le 16^e Congrès du Parti Communiste Russe

Note de la rédaction du Bulletin de l'Opposition russe.

L'article du camarade Dingelstedt que nous publions ci-dessous, n'est pas une œuvre parachevée. Le manuscrit ne nous est malheureusement parvenu qu'en troisième ou quatrième copie, et il est plein de lacunes et d'erreurs, inévitables en pareil cas. En dépit du fait que le marxisme continue à être proclamé comme la doctrine officielle de l'Etat soviétique, les travaux vraiment marxistes consacrés aux problèmes d'actualité ne peuvent, hélas, circuler en URSS qu'illégalement et sous forme de manuscrits.

Comme nous l'avons déjà dit, l'auteur de cet article, le camarade F. Dingelstedt, est membre du parti depuis 1910. C'est un des rares « professeurs rouges », qui joignent à leur passé révolutionnaire une haine profonde contre l'esprit de servilité et d'opportunisme, propre à la majeure partie de cette caste peu honorable. Le camarade Dingelstedt est l'auteur d'un livre sur les relations agraires aux Indes; envoyé en mission scientifique, il l'a écrit après avoir travaillé au British Museum à Londres (F. Dingelstedt : *Le problème agraire aux Indes*. « Priboï », 1928).

Le camarade Dingelstedt fait partie de l'opposition communiste de gauche depuis le jour de sa fondation. Le travail du parti lui ayant été interdit par « l'appareil », F. Dingelstedt remplit pendant plusieurs années les fonctions de recteur de l'Institut polytechnique de Lesnoï, près de Léningrad. Pendant la grande « liquidation » de l'aile gauche du parti, le camarade Dingelstedt fut arrêté et exilé en Sibérie, où il se trouve actuellement (à Kansk).

Le camarade qui nous a envoyé ce manuscrit, nous communique qu'il s'agit probablement du brouillon d'une lettre adressée au XVI^e Congrès du parti. Le contenu du manuscrit ne nous autorise pas cependant à l'affirmer avec certitude. Le travail du camarade Dingelstedt ou, pour être plus exact, la partie qui nous est parvenue, étant de grandes dimensions, nous sommes obligés de n'en publier que des extraits. Nous assumons la responsabilité de publier le manuscrit sans le consentement de l'auteur : les intérêts de la

cause prévalent sur les considérations d'ordre formel. Nous ne doutons pas que nos lecteurs nous approuveront après avoir pris connaissance de l'article précieux du camarade Dingelstedt.

L'approche du XVI^e Congrès nous oblige à examiner de près la politique officielle de la direction du parti et d'en tirer le bilan, pour la période écoulée depuis le XV^e Congrès.

Les événements de ces deux dernières années et demie ont-ils donné raison à la politique de la direction du parti, ou, au contraire, ont-ils confirmé la justesse des opinions de l'opposition? Fallait-il, partant du point de vue des intérêts bien compris du prolétariat, chasser du parti les membres de l'opposition, les exiler, les enfermer dans les cellules isolées des prisons, les forcer à renier leurs convictions au moyen de repréailles?

S'adressant au Parti à l'occasion du XVI^e Congrès, l'opposition ne peut pas passer sous silence tous les problèmes qui ont été la cause de discordes et qui demandent une réponse, contenant l'analyse de l'expérience faite pendant les dernières années. J'essaierai de donner une réponse à certaines de ces questions, sans avoir cependant la prétention d'en épuiser toute la complexité, car, me trouvant en exil lointain et ne disposant sur place d'autres matériaux que des journaux, il me serait souvent impossible de soumettre certaines questions particulières à l'examen approfondi qu'elles méritent.

1. LE PROBLEME DE L'INDUSTRIALISATION

Bien avant le XV^e Congrès la discorde régnait déjà entre la direction du parti et l'opposition sur la question de la rapidité du rythme de l'industrialisation ainsi que sur les méthodes de sa réalisation. Il n'y a qu'une seule solution raisonnable à ce problème : l'industrialisation doit s'effectuer de manière à assurer le mieux possible la marche au socialisme; les conditions de vie de la classe ouvrière doivent s'améliorer constamment et l'union avec les grandes masses paysannes doit être conservée.

D'après l'opposition, la situation à la veille du XV^e Congrès, témoignait de la lenteur du rythme de l'industrialisation; une grave crise économique menaçait le pays : le manque de produits manufacturés, les difficultés dans l'approvisionnement du blé, le déséquilibre général du marché intérieur, la diminution de l'exportation et l'ébranlement de tout le système économique, ayant pour résultat l'abaissement du niveau de vie des masses ouvrières et l'aggravation des relations normales avec les paysans.

Par contre, les chefs de la majorité du Comité Central et les

dirigeants de la politique économique officielle affirmaient que le manque de produits manufacturés diminuait peu à peu, « assurant les rythmes calmes de l'évolution économique progressive », que l'approvisionnement de blé se ferait d'une manière plus régulière en comparaison avec les années précédentes, etc...

Les promesses d'une « évolution sans crises » berçaient l'opinion publique du parti. Toute l'attention du XV^e Congrès se concentra sur les repréailles contre l'opposition, la crise terrible qui s'abattit sur la tête du parti et qui, déjà en janvier 1928, mit la classe ouvrière en face de la famine qui approchait, sembla d'autant plus mopinée.

La fraction dirigeante commençant à analyser la situation, ses premières et timides conclusions se rapprochèrent d'une juste évaluation de la crise. On attachait une importance capitale au fait que « l'augmentation du revenu des paysans, accompagnée par le retard relatif dans l'offre de produits industriels, permit au paysan en général et au « koulak » en particulier de conserver les produits agricoles afin d'en faire monter les prix ». Ces principes fondamentaux étaient approfondis et détaillés dans la résolution bien connue de la session plénière du Comité Central en avril 1928 : elle parlait de l'aggravation de la disproportion sur le marché intérieur, de la nécessité de relever le montant des impôts pour les couches aisées des campagnes, etc..., mais elle n'essayait pas de soulever la question essentielle de l'insuffisance de l'investissement des capitaux dans l'industrie. Dans son rapport sur la session plénière d'avril, Staline n'a abordé ce sujet qu'en passant : il dit que le rythme lent de l'industrialisation constitue la cause principale des difficultés économiques, mais il s'abstient d'en tirer des conclusions pratiques. Comme on le sait, la conférence de juillet n'ajouta rien aux résolutions d'avril. Les résolutions les plus importantes furent écrites par Rykov et Boukharine, et selon la déclaration compétente de Staline (faite à la session plénière de novembre) une *unanimité complète* régnait au Bureau Politique.

La discussion sur le rythme de l'industrialisation a sa longue histoire. Le point de vue de l'opposition a été très largement exposé et expliqué dans le discours du camarade Trotsky à la XV^e Conférence du parti en 1926. D'une manière insistante il soulignait alors que le fait que l'industrie d'Etat restait en arrière, avait des répercussions fâcheuses sur l'agriculture et en empêchait le développement. « L'accélération de l'industrialisation — disait-il — basée en particulier sur l'augmentation de l'impôt pour le « koulak », donnera une grande masse de produits qui feront baisser les prix sur le marché et cela correspond à l'intérêt des ouvriers et de la majorité des paysans ». Le camarade Trotsky expliquait cette devise de l'opposition par cette image célèbre : « avoir la face tournée vers le village

ne signifie point tourner le dos à l'industrie, cela signifie que l'industrie tourne sa face vers le village, car ce dernier n'a pas besoin du visage de l'Etat en lui-même, si l'Etat ne possède pas d'industrie ».

Boukharine s'opposait à ce point de vue et prêchait ceci au parti : « Le problème de l'investissement des fonds dans l'industrie lourde et dans l'industrie légère trouve deux solutions différentes; l'une est la nôtre, l'autre est celle de l'opposition. Nous considérons comme pas tout à fait juste, ou plutôt comme tout à fait erronée la formule qui demande le maximum des capitaux pour l'industrie lourde ». (*Rapport à la réunion des militants de Léningrad*, le 26 octobre 1927). « Et quant au « retard » de l'industrie, écrivait-il dans les feuilles de discussion de la *Pravda*, combattant les principes de l'opposition, — non seulement les ouvriers, mais même les moineaux se moquent de cette affirmation ». Les « jeunes » disciples de Boukharine ne brodaient que des variations sur le même thème. « Nous ne pouvons pas dépenser toutes nos ressources financières rien que pour le développement de la grosse industrie », énonçait Stetsky : « le paysan a besoin des produits de large consommation ». « La thèse de l'opposition sur le « retard » de l'industrie, déclarait Goldenberg, se trouve en contradiction frappante avec les faits qui sont aussi indiscutables qu'évidents ». Le secrétaire général Staline lui-même tonnait contre « les plans fantastiques », essayant de prouver que l'industrie « ne doit pas se porter en avant, se détachant de l'agriculture, et rompant de cette façon le rythme de l'accumulation des biens dans notre pays » (cf. son *Rapport sur La situation économique de l'Union Soviétique*, Edition d'Etat, 1926, p. 15). Les résolutions des Congrès, des conférences et des sessions plénières du Comité Central ne faisaient que répéter avec soumission les formules myopes de l'école de Boukharine. Le XIV^e Congrès formula ainsi les lignes directrices : « Il faut développer et faire croître notre industrie socialiste en stricte corrélation avec les capacités du marché ». Et le XV^e Congrès prévenait du « danger d'un trop grand investissement des capitaux d'Etat pour l'équipement de la grosse industrie ».

Même après la grève du blé des koulaks, malgré la forte pression du secteur prolétarien du parti et malgré la déclaration forcée de la guerre contre la menace de l'aile droite, la direction du parti n'abandonna point les vieilles positions du XIV^e et du XV^e Congrès. C'est ainsi, par exemple, que la session plénière du Comité Central de novembre 1928, partant du principe des néo- « narodniks » qui considéraient « l'agriculture comme la base de l'industrie », voyait dans « le grand investissement des capitaux dans l'industrie la cause de la sous-production relative des produits manufacturés, incapable de satisfaire la demande solvable ». Répétant la résolu-

tion du XV^e Congrès sur le « danger d'un trop grand investissement des capitaux pour l'équipement de la grande industrie », le C. C. proposait la revision de certains chiffres des investissements afin de *diminuer* les assignations correspondantes du budget ».

Cependant, en dépit de la grêle de représailles sévères qui s'abattirent sur l'opposition, le prolétariat se rendait compte du danger qui menaçait la cause de la révolution. Affaiblie et opprimée par le système de pression qui règne dans les usines et dans les cellules, la masse ouvrière n'avait pas la force de changer radicalement la situation au moyen des réformes du régime et de la direction du parti. Mais tout de même, sous la pression des revendications précises quoique étouffées du prolétariat, l'appareil autocrate fut obligé de faire quelques concessions; il craignait la croissance du mécontentement des masses et prévoyait la possibilité d'une explosion qui aurait pu changer le groupement des forces dans le parti à l'avantage de l'opposition persécutée.

Sous l'influence de ces raisons, les centristes s'arrêtèrent dans leur dégringolade à droite; ils rompirent leur alliance avec les « thermidoriens » de droite et occupèrent les positions de la gauche, accompagnant assez souvent ce changement de gestes et d'acrobaties ultra-gauches. (Le manque d'une réelle démocratie ouvrière crée une situation telle, que toute mesure vitale et nécessaire, dictée par la volonté et les intérêts du prolétariat, est effectuée d'une façon dégénérée et corrompue qui cause parfois plus de mal que de bien).

Encore en février 1928 un article de fond de la *Pravda* faisait comme par hasard une découverte : le marché intérieur, loin d'être en arrière sur l'augmentation de 20.0/0 de la production de l'industrie d'Etat, la dépassait sensiblement (*Pravda* du 12 février 1928). Ce fait contrastait radicalement avec les déclarations précédentes sur la « diminution progressive du manque des produits » etc... Le journal convenait que les projets précédents du plan quinquennal n'escomptaient ni les besoins, ni les possibilités du développement industriel, et qu'ils portaient l'empreinte « de la situation économique de l'année ou même du trimestre où ces projets étaient élaborés ». (*Pravda* du 21 décembre 1928). Mais ni les articles des journaux, ni les déclarations plus autorisées de Staline et des autres dirigeants qui ne faisaient que répéter l'a. b. c. de l'opposition, ne se retrouvent dans les résolutions de la session plénière de novembre : elles ne furent autre chose que le résultat d'un compromis visible avec la tendance thermidorienne de droite, et c'est elle qui restait en réalité à la tête de la direction du parti.

Dans ses *Notes d'un économiste* Boukharine affirmait que la « cause essentielle de toutes les difficultés résidait dans la politique erronée des prix »; polémiquant avec Trotsky qui « prétendait que l'industrie restait en arrière sur l'augmentation de la demande des

campagnes », Boukharine essayait de prouver que Trotsky avait tort, car le parti avait reconnu ce fait. Au point de vue formel Boukharine disait la vérité, en tant qu'il s'appuyait sur les résolutions « prudentes » du XV^e Congrès qui condamna « la rapidité folle du rythme du développement » : en effet, jusqu'à la XVI^e Conférence aucun organe suprême du parti n'avait voté de résolutions sur la nécessité de l'accélération du rythme de l'industrialisation. La chose n'a jamais dépassé les limites d'une simple discussion. La lutte contre l'aile droite existait, mais elle n'allait pas trop loin, car on ne prenait pas de mesures pour faire disparaître le déséquilibre. L'unité pratique régnait en effet dans le Bureau Politique.

Il avait fallu une pression d'en bas, conséquence du fait que les mesures extraordinaires dans les campagnes devinrent la méthode normale d'acquisition du blé, pour qu'un nouveau programme de construction industrielle fût, enfin, élaboré au prix d'une rupture avec la droite, qui, cette fois-ci, assumait une forme décisive. Ce moment, au printemps de 1929, pendant la XVI^e Conférence, marqua la crise de transition pour certains oppositionnels qui, séduits par les promesses alléchantes du nouveau plan quinquennal crurent que le centrisme s'était transformé et avait passé à gauche. Si le plan quinquennal de la XVI^e conférence semblait satisfaire aux exigences de l'opposition et même, sur certains points, allait encore plus loin, — en réalité, cependant, par son essence et par les méthodes de réalisation, ce plan ne représentait qu'un produit typique d'un bureaucratisme centriste, dont le caractère de classe était profondément opposé au but cherché.

2. L'INDUSTRIALISATION ET LES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS

Le rythme de l'industrialisation de la période du XIV^e Congrès et de la XV^e Conférence dépendait principalement de la proportion des fonds accumulés par l'industrie socialisée elle-même, et ordinairement les sommes destinées à l'investissement venaient d'être diminuées pendant l'année budgétaire. Mais l'industrialisation de la XVI^e conférence, avec son rythme accéléré ne puisait qu'à la même source, c'est-à-dire qu'elle était basée aussi sur l'exploitation intense des masses ouvrières.

Depuis longtemps, dans une de ses revendications capitales, l'opposition demandait la révision de la répartition du revenu national au profit de l'industrie et de la classe ouvrière, tandis que la politique du groupe dirigeant, correspondant parfaitement aux principes de son programme, n'aboutissait qu'à la transmission des fonds de la ville à la campagne.

La politique des prix (la diminution grossière et bureaucratique

des prix industriels et l'augmentation des prix des produits agricoles) agissait dans le même sens. L'opposition, contrairement aux accusations fausses, ne défendait nullement la politique de la « spoliation » des paysans au moyen de l'appareil des prix (« les prix des produits industriels, — disait le camarade Trotsky, — engloutissent les énormes avantages que la révolution d'Octobre avait donnés aux paysans »). L'opposition demandait une diminution des prix industriels qui découlait organiquement du progrès technique, de la reconstruction de l'industrie sur la base de l'industrialisation, et des conditions du marché : une pareille diminution serait profitable aussi bien à la classe ouvrière qu'au paysan pauvre. Par contre, la politique du groupe dirigeant se réduisait à la diminution mécanique des prix, qui entraînait inévitablement la diminution du salaire réel des travailleurs et l'abaissement de la qualité des produits fabriqués. Pendant les 3 ou 4 ans derniers les prix des produits agricoles ont monté, tandis que les prix industriels ont baissé continuellement en proportion. En février 1928 encore, la proportion de l'index commercial des produits industriels par rapport à l'index général se traduisait par le chiffre 101; le même pour les produits agricoles — 98. Mais déjà en mai 1929 les chiffres correspondants étaient 92 et 115; c'est-à-dire qu'il y avait une énorme disproportion de 23 points au profit des produits agricoles. (A cause de l'adoption d'une nouvelle méthode pour le calcul de l'index, je ne dispose pas, à mon grand regret, des chiffres pour les mois successifs). Cela signifie qu'à travers les prix les profits de l'industrie passent à la campagne. Le même phénomène s'observe dans le domaine fiscal. La commission du Conseil des Commissaires du Peuple pour l'étude du fardeau fiscal en URSS, constata que « tandis que le revenu moyen individuel des ouvriers est de 2,6 ou 3 fois plus grand que celui de la population rurale, cette dernière est imposée de 4, ou 4,2 fois moins que les ouvriers ». En d'autres termes, la part des ouvriers dans le financement de l'économie nationale est beaucoup plus grande que celle des paysans.

Le trait caractéristique de la politique centrisme était d'alléger le fardeau fiscal pour l'économie rurale en le transférant sur la ville. Jusqu'à présent le surplus de ressources monétaires de la campagne exerçait une influence négative sur les échanges commerciaux entre la ville et le village, et le Conseil des Commissaires du Peuple l'a reconnu en octobre 1929. L'impôt agricole en Sibérie se montait à 31 millions de roubles pour l'année 1928-29. Le commissaire du peuple Mikoïan qui a fait une étude sur la Sibérie, constata que l'augmentation des prix du blé a rapporté aux paysans un excédent de 25 millions de roubles; si on tient compte de l'augmentation des prix sur les autres produits agricoles, on arrive à la conclusion que les paysans avaient gagné presque la totalité de la somme repré-

sentée par l'impôt agricole (c'était là la raison de l'accumulation des réserves de blé).

Pendant l'année 1928-29 un excédent de plus de 500 millions de roubles se constitua dans la campagne de toute l'URSS. La répartition de ces fonds se fit au profit des couches paysannes aisées; le paysan pauvre ou moyen ne gagna qu'une somme infime (cf. à ce sujet une série d'articles dans la *Vie économique*, août-octobre 1929). Le nouvel exercice économique nous apprendra, probablement, des résultats semblables et aussi peu satisfaisants. Si on étudie la courbe du revenu de la population durant les dernières années, on voit que le revenu du prolétariat s'était accru en 1925-26 de 48 0/0 par rapport à l'année précédente, et de 15,5 0/0 en 1929-30. Les chiffres correspondants pour les paysans sont 24,8 0/0 et 17,2 0/0. On voit ainsi que le revenu monétaire des paysans s'accroît plus vite que celui des prolétaires de la ville. Les paysans, surtout la couche des koulaks, avaient à leur disposition des fonds d'achat sensiblement augmentés, tandis que toute l'augmentation du revenu du prolétariat était engloutie par de fortes dépenses (le loyer, les versements pour les actions des coopératives et pour les emprunts, etc...). L'envoi intensifié des produits fabriqués au village y créait parfois même l'excédent de l'offre sur la demande, tandis que la ville, en dépit de la diminution de la demande, souffrait de l'insuffisance de certaines marchandises. A cela s'ajoutait la baisse de la qualité des produits et l'augmentation considérable de tous les prix que même le changement continu des méthodes pour le calcul des index n'a pu cacher. Le pire est que la coopération n'est pas capable de procurer aux ouvriers la quantité suffisante des produits les plus importants, et les travailleurs sont forcés de les chercher sur le marché privé. La coopération en outre augmente les prix de ces marchandises qui, quoique exclues officiellement de la liste budgétaire, constituent de fait des éléments de la consommation ouvrière, car les produits marqués dans la liste manquent ordinairement.

Tout cela prouve assez clairement que la réalité commerciale dément toutes les belles promesses des « chiffres de contrôle » sur l'augmentation effective du salaire. En effet, « cette augmentation — comme le remarquent modestement nos journaux économiques — est en retard sur la croissance du salaire nominal à cause de la croissance simultanée de l'index budgétaire ». Quant à ce dernier, les changements fréquents de la méthode de calcul empêchent la définition exacte et objective de la diminution réelle du salaire effectif. Une chose est claire : cette diminution est très considérable.

Un autre moyen de pression sur les conditions matérielles de la classe ouvrière consiste dans l'extraction directe de la plus-value,

réalisée par l'abaissement du salaire nominal (révision des tarifs, etc...). Dans ce domaine nos organisations dans les usines ont obtenu un certain succès. En dépit du fait que *le rendement du travail en URSS est de beaucoup supérieur à celui d'avant la révolution* (c'est un fait reconnu — cf. les déclarations faites l'année passée par le commissaire au travail Ouglanov), on exerce une pression sur les muscles et sur la santé de l'ouvrier sous forme de la « lutte pour la discipline du travail ». Toute une série des résolutions du Conseil des Commissaires du Peuple et des organes économiques et syndicaux ne visait qu'à compenser le relèvement des prix du blé, la diminution de l'impôt agraire et l'augmentation des assignations budgétaires pour l'économie rurale, par « l'intensification et l'assouplissement du travail industriel » (c'est-à-dire de la classe ouvrière), effectuées par voie administrative et bureaucratique. L'élargissement des droits des « gens d'affaires », l'introduction de la gestion individuelle dans les entreprises ainsi que les autres mesures de même caractère n'avaient d'autre but que « d'abaisser le prix de revient par le relèvement de la discipline du travail ».

Les résultats auxquels aboutit cette politique sont tout naturels : les syndicats sont obligés de constater *le manque de l'approvisionnement du ravitaillement des ouvriers*, l'abaissement du contrôle technique dans les usines (*le nombre croissant d'accidents*), *l'abaissement des conditions générales d'existence*, la croissance des absences au travail pour des raisons sérieuses (à cause de *l'augmentation des maladies* parmi les ouvriers).

En résumant, nous arrivons à la conclusion qu'il y a industrialisation et industrialisation.

Et ne nous laissons pas séduire par les douces paroles des capitalistes qui parlent de l'accomplissement de nos exigences, à moins qu'il ne nous soit prouvé que l'industrialisation est pratiquement impossible sans une violente pression exercée sur la classe ouvrière, sans des bacchanales bureaucratiques et sans la suppression de la véritable activité autonome du prolétariat.

3. LE PROBLEME DE L'ECONOMIE RURALE

Si nous passons maintenant à la politique du groupe dirigeant dans les campagnes, nous y retrouvons le même phénomène : l'expérience pratique donne pleinement raison aux principes de l'opposition, et prouve que le groupe centriste dirigeant est forcé de capituler devant elle dans le domaine des idées. Ne sachant ou ne voulant pas suivre une vraie politique léniniste, les dirigeants l'appliquent sous une forme tellement défigurée, qu'il en résulte plus d'erreurs que de réels accomplissements, et cela compromet souvent tout le travail du parti communiste et du pouvoir soviétique.

Dans ce sens, on pourrait diviser l'histoire des dernières années en trois périodes.

La première va de 1923 jusqu'au XV^e Congrès. Le groupe dirigeant, entièrement inspiré et guidé par la droite, est tout à fait convaincu qu'il a raison; obligé cependant de tenir compte de la croissance dans le parti des groupements oppositionnels de gauche, il cache hypocritement sa politique de droite par des mots d'ordre gauches. Pendant cette période on a pris pas mal de résolutions au sujet du soutien de la construction des kolkhoz, sur l'organisation des éléments pauvres des campagnes et sur la lutte contre les koulaks. Mais en y ajoutait à chaque pas tant d'alinéas et de notes explicatives qu'on en dénaturait le sens en le rendant obscur.

La seconde période commence après le XV^e Congrès, ou plutôt après les premiers coups portés par le sabotage des koulaks. On comprend déjà le danger, mais on ne prend pas encore des mesures énergiques pour remédier aux erreurs commises; les « centristes » n'osent pas encore rompre avec la droite. Toute leur politique s'agit entre les demi-mesures « gauche » et les nouvelles concessions aux koulaks (la révocation des mesures extraordinaires au village, l'augmentation des prix du blé, la révision de la méthode d'imposition individuelle, etc...).

La troisième période s'ouvre à peu près au moment de la convocation de la XVI^e conférence du parti, lorsque l'appareil centriste, cédant à la pression des masses ouvrières (une pression qui se réfractait, passant par les nombreuses marches de la hiérarchie bureaucratique), rompt, finalement, avec la droite et se décide à prendre une série de mesures pour l'intensification de l'industrialisation et pour la construction du secteur socialiste dans les campagnes. Ici le centrisme est rejeté à l'extrémité opposée : comme un joueur de hasard, il est entraîné par la course de l'industrialisation et de la collectivisation, sans prendre garde ni aux ressources matérielles, ni à la préparation du personnel technique.

Nous allons marquer quelques jalons de cette évolution.

Le XIV^e Congrès. Molotov accuse l'opposition d'être contre le paysan moyen, parce qu'elle défend la formule « vieillie » de Lénine : s'appuyer sur le paysan pauvre, conclure l'accord avec le paysan moyen, lutter contre le « koulak ». Au même congrès Staline accuse l'opposition de cacher cette tendance « contre le paysan moyen ». Au mois de mai 1928 le groupe dirigeant est obligé d'accepter intégralement la formule de Lénine, rejetée par Molotov, ainsi que la devise « feu contre la droite », proclamée depuis longtemps par l'opposition.

XV^e Conférence du parti. Boukharine défend sa fameuse théorie de l'incorporation simultanée du « koulak » et du paysan pauvre dans le système socialiste.

La discussion à la veille du XV^e Congrès. Boukharine et son école, et ensuite les centristes, essayent de prouver que « l'influence du capitalisme au village, personnifié par le koulak, commence à être surmontée », et que, par conséquent, il serait inutile de faire augmenter l'imposition du koulak, d'autant plus que « chaque mesure qui frappe le koulak, atteint aussi le paysan moyen ». (A la lumière de ces « explications » les paroles de Boukharine sur « l'offensive accélérée contre le « koulak », apparaissaient comme une simple bouffonnerie). A côté de cela l'alinéa 7 du texte des principes fondamentaux présenté par le Comité Central au XV^e Congrès reconnaissait « qu'il y avait encore (!) une certaine croissance du groupe des koulaks ». A ce propos il n'est pas inutile de rappeler que Rykov, Boukharine et les autres chefs du groupe dirigeant essayaient de prouver que « nous sommes arrivés à la limite de l'imposition des groupes de koulaks; l'augmentation de l'imposition provoquerait la menace d'une stagnation de l'économie rurale ».

Après le XV^e Congrès. Les résolutions des sessions plénières établissent le fait « que trois ans de bonne récolte n'ont pas passé sans donner des résultats. Il serait absurde de nier l'augmentation du revenu de la couche aisée et « koulak » du village, qui n'est pas contrebalancée par l'augmentation de l'imposition fiscale ».

Toutes ces confrontations nous montrent assez clairement que la politique du groupe dirigeant avant le XV^e Congrès se réduisait à la protection et à la défense du « koulak » contre l'offensive du prolétariat, et que cette politique était dictée par l'école de Boukharine qui n'était qu'une agence de l'ennemi de classe dans les rangs du parti.

La politique erronée des années précédentes a déterminé le fait que le parti et la classe ouvrière étaient entrés affaiblis et désorganisés dans la troisième période, celle de la collectivisation forcée.

La campagne pour le stockage du blé avait démontré que « le point le plus faible de l'application des mesures de contrainte sociale consistait dans le manque d'un sérieux travail de masse et d'organisation parmi les éléments pauvres et moyens du village » (souligné dans l'original, cf. l'article de fond dans la *Pravda* du 9 mars 1929).

Le groupe dirigeant avait terriblement peur que la droite ne l'accuse de « glissement » vers le « trotskysme » dans la question de l'organisation des paysans pauvres. Même dans les régions où on avait jeté les bases de véritables et fortes organisations des paysans pauvres (comme, par exemple, « l'union Kochtchi » des ouvriers agricoles et des paysans pauvres dans les républiques de l'Asie moyenne), on décida de les transformer en groupements et unions ayant un caractère imprécis, et sans l'épine dorsale d'une organisation permanente.

Les journaux ainsi que les renseignements directs reçus de maints endroits, donnaient un très sombre tableau de la situation de la plupart des kolkhoz, qui ont été fondés entre 1920 et 1928 et qui se trouvaient sous la tutelle des organes du Commissariat de l'agriculture et de la Centrale des « kolkhoz », administrés par les partisans de Kondratiev et en général par les agents des koulaks. La *Pravda* elle-même reconnaissait que la plupart de kolkhoz n'étaient autre chose que « des fermes ou des métairies » et que beaucoup d'entre eux constituaient « le parfait type d'unions de koulaks ». Cela se vérifiait aussi bien dans la région où s'étaient déroulés les événements de Loudorvaj, qu'en Ukraine, en Sibérie ou dans le Caucase de Nord. Partout on constatait que le paysan pauvre n'avait pas le pouvoir administratif entre ses mains.

C'est dans ces conditions que s'effectuait le passage à la nouvelle politique de collectivisation intégrale.

Non seulement les masses et le village étaient mal préparés et désorientés à la veille de cette période très complexe et grosse des plus graves responsabilités; mais le groupe dirigeant lui-même ne se mettait à la nouvelle tâche « face au mouvement des kolkhoz » qu'après une longue période de doute et d'hésitations.

Sans parler de la période qui précédait le XV^e Congrès où Molotov déclarait que « dans les conditions actuelles on ne peut plus dégringoler (!) vers les illusions relatives à la collectivisation de larges masses paysannes, illusions nourries par les paysans pauvres », le XV^e Congrès lui-même n'aborda ce problème qu'avec indécision et ne s'en occupa que sommairement.

Ayant approuvé la résolution du Comité Central du 30 décembre 1926 (depuis laquelle rien n'a été fait), le Congrès proposait d'intensifier « l'aide à l'œuvre de construction des « kolkhoz » et de renforcer les « sovkhos » les transformant en pratique en grandes exploitations modèles ». Et c'était tout! Et on se permet de dire maintenant que cette résolution fut un « événement » dans l'œuvre de construction des kolkhoz!

Il suffit de relire les résolutions, les rapports et les articles de 1928 et 1929 pour arriver à la conclusion que le « centrisme » ne devenait plus intelligent qu'avec une lenteur bien timide.

Au mois de juin 1928, Staline (*Sur le front du blé*, p. 13), avait eu l'audace de dire que « l'issue consiste avant tout dans la transformation de l'exploitation rurale individuelle, petite et morcelée, en grandes exploitations collectives ». Mais après la résistance que Slepkov, Astrov et les autres « jeunes » de l'école de Boukharine lui avaient opposé (indirectement, car ils le frappaient par dessus les têtes de Kauffman, Karpinsky et des autres partisans de la « dégradation de l'exploitation individuelle »), Staline fut de nouveau obligé de capituler devant la droite, et à la session plénière

de juillet, il fit voter « à l'unanimité » une résolution qui considérait le relèvement de l'exploitation individuelle comme le principal moyen de combattre les difficultés sur le front du blé.

Rykov était à la tête de tous, déclarant qu'il serait erroné de croire que le parti ne consacre pas assez d'attention aux exploitations individuelles; au contraire, « une des tâches les plus importantes du parti est le développement des exploitations rurales individuelles ». Staline se trainait assez maladroitement derrière Rykov. « Quelle serait l'issue de la situation? demandait-il, et il répondait : « l'issue consiste avant tout dans le relèvement de l'exploitation rurale petite et moyenne ». Plus loin, il confirmait les paroles de Rykov : « il y a des gens qui croient que l'exploitation individuelle a vécu et qu'il ne faut point la soutenir. Ce n'est pas juste, camarades. Ces gens-là n'ont rien de commun avec la ligne générale de notre parti ». (*Le bilan de la session plénière de juillet* p.p. 16-17). Pour ne pas laisser de doute sur son point de vue, Staline souligne ensuite, d'une manière précise et définitive : « l'accomplissement de la première tâche, du relèvement de l'exploitation rurale individuelle, représente encore la tâche principale de notre œuvre » (mais c'était insuffisant, car cette tâche demandait deux nouveaux « suppléments » pratiques — le relèvement des « kolkhoz » et l'amélioration des « sovkhoz » — *ibid.*, p. 19). Ce n'est qu'à la session plénière de novembre qu'on enregistre un faible revirement à gauche. Staline commence à démontrer que « les deux points de vue sont également acceptables » (*Sur l'industrialisation du pays*, p. 28).

Le changement des opinions officielles du groupe dirigeant ne s'était manifesté que beaucoup plus tard (sous la pression croissante d'en bas, bien entendu).

A la XVI^e conférence du parti un certain nombre de délégués avaient déclaré dans leurs discours que miser sur le relèvement de l'exploitation individuelle signifiait « favoriser le développement de l'exploitation rurale des koulaks ». La résolution de la conférence dit d'une façon décisive que « pendant l'achèvement de la période reconstructive se sont avérées des possibilités limitées pour la croissance de la petite exploitation individuelle ». Conformément à cette constatation, la résolution fait un déplacement dans l'ordre précédemment approuvé : au premier plan elle met l'organisation de nouveaux sovkhoz et l'amélioration du travail dans les sovkhoz existants; au second plan nous avons la création de nouveaux kolkhoz et le développement de ceux qui existent, puis on recommande la création d'un large système de centre de machines et des tracteurs d'Etat, et de coopératives, ainsi que la création d'autres formes de coopération de production. Ce n'est qu'en dernier lieu qu'on mentionne le travail pour le relèvement du rendement des petites exploitations individuelles.

Il est vrai que, ne présentant pas encore le cours des événements futurs, ou, plus exactement, les résolutions futures, qui abandonneront définitivement l'exploitation individuelle, la résolution continuait encore à dire que « l'exploitation individuelle n'épuisera pas si vite toutes les ressources dont elle dispose ». Mais le grand pas décisif était fait, la résolution de principe était adoptée. Il ne restait qu'une « petite chose » : il fallait, enfin, se mettre à réaliser les mesures pratiques pour ouvrir le chemin à l'évolution socialiste du village.

Au mois de novembre 1929 Staline proclamait solennellement la fin de l'exploitation rurale individuelle et découvrait un nouveau trait caractéristique du mouvement de la collectivisation dans le fait que « des villages, des communes et même des districts entiers se ralliaient aux kolkhoz. Polémiquant contre les « libéraux petits-bourgeois dans le genre d'Aïchenvald et de Slepkov », Staline démontrait que le mouvement des « kolkhoz » était devenu la voie principale qui mène au socialisme. « Opposer dans ce sens les kolkhoz à la coopération — ajoutait-il, — signifie se moquer du léninisme ». Il oubliait, cependant, que dans un passé pas très lointain tout le groupe dirigeant suivait docilement dans cette question l'école de Boukharine.

Au premier abord la nouvelle phase du mouvement des kolkhoz n'était guère différente de l'étape précédente. « Les sections du parti n'ont pas organisé les paysans pauvres et ne les ont pas préparés au rôle d'avant-garde ». (*Pravda*, du 29 octobre 1929). La grande vague des koulaks déferla sur la « voie principale ».

« Le parti doit sonner l'alarme », clamait la *Pravda* en octobre, soulignant ainsi que personne jusqu'alors ne s'était inquiété de la domination des koulaks dans les kolkhoz. La campagne de collectivisation battait son plein, mais les organisations de masse n'y étaient pas préparées et leur activité se trouvait coincée par les limites étroites du bureaucratisme. On n'avait pas touché les masses, tout le travail se faisait au moyen de l'appareil du parti, contaminé par le bureaucratisme, ce même appareil qui pendant plusieurs années s'apparentait aux groupements koulaks du village et qui, au lieu des réformes, n'a subi que quelques changements et déplacements personnels en guise de « rajeunissement ».

Les directives se suivaient comme pendant une incendie. Le plan de la construction de nouveaux kolkhoz n'a pas été élaboré. Il ne restait qu'à suivre les vieilles méthodes ou à laisser la barque aller au gré du vent, ou bien à agir selon les directives non officielles mais sous entendues, appliquant la contrainte.

« Pendant trente jours le nombre d'exploitations incorporées dans les kolkhoz a dépassé celui de toute la période précédente de la révolution », se vantait l'article semi-officiel du Commissariat à

l'agriculture, signé par Feighine dans la *Pravda* du 5 mars 1930. En premier lieu on attachait une grande importance à la quantité. La chasse au nombre faisait oublier la question de la qualité. Les résolutions du Comité Central du 17 novembre 1929 et du 6 janvier 1930 mentionnent les défauts du mouvement des kolkhoz qui prend des proportions énormes, mais elles ne donnent point de directives d'organisation pour prévenir les déformations et les déviations, inévitables dans les conditions présentes de l'appareil d'Etat et du parti. On comprend facilement que la campagne pour la collectivisation intégrale devait provoquer un grand pourcentage d'effets négatifs.

Il est vrai que même dans les rangs de l'opposition s'étaient trouvés des camarades qui saluaient « la nouvelle politique des kolkhoz » et les méthodes administratives de sa réalisation. Mais la grande masse des bolchéviks-léninistes avait résolument rejeté la proposition des capitulards, tendant à la réconciliation avec le groupe dirigeant *sur ce terrain*. Elle a condamné catégoriquement la violence administrative qui ne mène qu'à la rupture avec le paysan moyen.

Déjà au mois de janvier et de février certaines sections du parti entamèrent timidement la lutte contre les « déviations ». Ainsi, par exemple, le comité régional du Volga moyen publia une circulaire, grâce à laquelle il espérait mettre fin « au chaos inadmissible qui règne sur place ». Dans d'autres régions on avait recours aux mêmes méthodes bureaucratiques. Le commissariat à l'agriculture avait envoyé dans plusieurs districts des instructeurs, qui avaient relevé un tas de déformations de la collectivisation et de la lutte contre le koulak. Les méthodes appliquées eurent pour résultat la sortie en masse des kolkhoz. Encore une fois le groupe dirigeant se trouva en arrière par rapport aux événements. Il se décida à rebrousser chemin lorsque « la compromission de l'idée du mouvement des kolkhoz » (Staline) s'était largement répandue. *C'est alors que Staline publia son article*, c'est alors qu'on publia finalement le statut-modèle des associations rurales. Et c'est alors que, grâce à la justice et autres institutions, on a découvert toute une série de « cas » criminels et contre-révolutionnaires. Tels sont les « cas » d'Oirat et de Kansk en Sibérie et surtout dans les républiques nationales. Les comités régionaux et les comités départementaux se sont mis à se faire concurrence dans la découverte des « déviations ». Comme sur un ordre donné (et, probablement, l'ordre avait été effectivement donné), toutes les grandes et les petites institutions du parti ont commencé à se « critiquer » elles-mêmes, se compromettant et se couvrant de honte aux yeux des masses et enregistrant le moindre signe de l'affaiblissement de cette « auto-critique » chez les autres. Puis vinrent les sanctions, les révocations et les déplacements des secrétaires, des présidents des comités exécutifs, des procureurs etc... Seul, le Comité Central du parti conserve son imperturbabilité olympienne. Il est

fermement convaincu de sa propre infaillibilité et fait retomber la responsabilité des échecs sur les représentants moyens et inférieurs de l'appareil du parti. Mais il oublie que si les « déviations » deviennent générales — il n'y a pas un comité régional qui n'ait avoué ses erreurs! — la responsabilité en incombe à la direction centrale qui devrait guider et contrôler chaque pas de tous les organes inférieurs du parti. Peut-on en effet considérer comme bolchéviste la conception d'une direction qui ne ferait que voter les résolutions et punir si on ne les exécute pas? Une vraie direction léniniste devrait, avant tout, diriger le travail et parer à l'éventualité des déviations. Telles sont, en tout cas, les traditions du parti, qui semblent être complètement oubliées de nos jours. Et comment ne pas les oublier, si le régime dans le parti se résume en « coordination bureaucratique » et en soumission des inférieurs aux supérieurs, si l'initiative des masses est enchaînée et leur volonté paralysée!

Dans ses sermons, consacrés au triste bilan de la collectivisation, Staline exprime d'une façon violente son mécontentement du zèle bureaucratique de certains fonctionnaires du parti en province. Mais pourquoi ne s'était-il pas demandé d'où venait ce zèle et s'il ne représentait pas la conséquence inévitable du régime actuel? Le mal est qu'aux moments de crise aiguë ce régime cloche toujours; car le zèle des fonctionnaires de l'appareil est aveugle; pour une orientation indépendante il est nécessaire d'avoir non le zèle d'un employé, mais bien l'instinct de classe d'un révolutionnaire.

Quel est le bilan de toutes ces mesures énergiques que les comités régionaux, départementaux et de district appliquaient dans leur page administrative, pendant que le centre laissait faire?

« Une leçon sérieuse, mais provisoire », dit Staline. Une bien maigre constatation : si la leçon n'était pas « provisoire », ce serait le vrai Thermidor, la ruine de la révolution, le recul de dix ans! Oui, c'est une forte perte, mais réparable : que ça nous console un peu.

La collectivisation intégrale, appliquée par les méthodes de Prichebejev, précipita l'économie nationale dans un désarroi extraordinaire : on dirait qu'une guerre de trois ans passa à travers les villages, les districts et les régions (les pertes du cheptel, par exemple, atteignent les proportions de 20 à 50 0/0). En effet, les événements de l'hiver passé sont pareils au premier acte d'une véritable guerre civile où le prolétariat, guidé par la direction incapable des centristes, avait subi une défaite considérable.

Outre cela, comme conséquence de ces événements, le parti pourrait inscrire à son « actif » la désagrégation de l'appareil qui est désorienté par les changements fréquents des directives, par le kaléidoscope des idées et le va-et-vient des personnes. Pour un certain temps encore cette situation est cachée sous l'apparence des flatteries habituelles et de la servilité à l'égard des supérieurs.

4. LA SITUATION DANS LE PARTI

De même qu'au sujet des questions économiques, l'opposition avait raison dans tout ce qui concernait la situation intérieure du parti. L'exemple de la lutte contre le « glissement de droite » le prouve d'une manière frappante.

Trotsky écrivait en 1926 : « Dans les rangs de notre parti il s'était formé, sous la protection de Boukharine, une école théorique qui reflète d'une manière évidente la pression des éléments petit-bourgeois ».

En réponse à cela le groupe dirigeant prit la défense de l'école de Boukharine. « *Nous pensons — déclara Yaroslavsky — que le camarade Boukharine n'a aucune école particulière : l'école de Boukharine est l'école léniniste.* Le mérite du camarade Boukharine est d'avoir effectivement élevé un grand nombre de jeunes camarades dans l'esprit léniniste ». (*Pravda* du 24 juillet 1927). Mais déjà en automne 1929 la même « école des jeunes » de Boukharine était qualifiée de : « groupe des libéraux petits-bourgeois qui propose de capituler devant le koulak », c'est-à-dire qu'on répétait les déclarations précédentes de l'opposition. Et c'est ce groupe qui, pendant plusieurs années, fut le détenteur des plus importants organes de presse du parti. Le même groupe était à la tête de différentes institutions soviétiques et économiques, sans compter que ses représentants donnaient le ton dans les institutions scientifiques et dans les publications doctrinales du parti.

A la lumière des révélations ultérieures, les fausses déclarations que Staline répétait souvent dans ses rapports, apparaissent particulièrement troublantes : « il faut rejeter les rumeurs que les opportunistes de toute sorte font circuler, prétendant qu'au Bureau Politique de notre Comité Central il existe une tendance de droite ou un esprit conciliateur à son égard ». (*Discours à la session plénière du Comité de Moscou*, le 19 octobre 1928, p. 17).

Toute la politique précédente de la direction centrisme jusqu'à la XVI^e conférence du parti s'explique par le fait définitivement établi de la collaboration pacifique avec les gens de droite, de la protection de leurs attaques, de l'attitude conciliatrice en face de leur point de vue thermidorien.

Au mois de novembre 1927 l'opposition avait exigé « qu'on comprît et qu'on déclarât que le danger vient de droite, c'est-à-dire de la part des classes bourgeoises croissantes des villes et des campagnes et des partisans d'Oustrialov qui leur prêtent l'appui aussi bien en dehors qu'en dedans du parti ».

Avec un grand retard, cédant à la pression de la lutte de classe et de la masse ouvrière, le groupe dirigeant commença à satisfaire

cette demande, mais il le fit d'une manière incomplète et incohérente et après avoir donné la preuve palpable de son instabilité de classe.

« La pression de la part de la gauche, — constate Oustrialov avec regret — porta ses fruits ».

La période du bloc centre-droite nous laissa un triste héritage : le parti est infecté par un nombre infini d'éléments qui lui sont étrangers. Il suffirait de rappeler que, par exemple, dans l'organisation de Novosibirsk il y avait en 1928 plus de *koulaks* (7-8 0/0) que de paysans pauvres (5-6 0/0). N'oublions pas la large propagation du sabotage de toute sorte au sein de l'appareil soviétique et du parti, qui va des membres du parti dégénérés et pourris (les affaires de Smolensk, d'Astrakhan, de Léninegrad, etc.) jusqu'aux chefs responsables de l'industrie, du transport et de l'agriculture qui entretenaient des rapports clandestins avec la contre-révolution à l'étranger. Les ingénieurs qui ruinaient l'équipement des usines et des chemins de fer, les agronomes qui protégeaient les exploitations des « koulaks » et les communistes qui ne faisaient dans leur bureau qu'apposer leur cachet sur les papiers — tout cela ne sont que différents aspects du même état de choses qui s'établit dans l'appareil par suite du rôle prépondérant de la droite dans la direction du parti.

La préparation au XVI^e Congrès du parti nous montre assez clairement où en est l'auto-critique. Il n'existe pas de vraie préparation des masses. Cela nous rappelle que l'année passée, au moment où la rédaction de la *Komsomolskaya Pravda* tournait radicalement à gauche (elle fut transformée ensuite), elle avait publié dans son journal une série d'articles qui demandaient au Conseil Central des Syndicats de l'URSS de préparer les masses pour le VIII^e Congrès syndical. « Une large discussion des problèmes posés devant le Congrès! » clamait alors le journal, constatant que la préparation du Congrès se passait « en dehors des masses ouvrières ».

Le XVI^e Congrès du parti sera probablement organisé d'une manière encore plus confidentielle que le Congrès syndical de l'an passé. Les violations de la démocratie du parti ne font par là que suivre un chemin battu.

Une chose est claire : seule la participation de larges couches prolétariennes dans la construction de l'œuvre du parti pourrait aider à liquider les grosses erreurs qui ont été commises, mais qui n'ont pas été jusqu'ici corrigées.

THEODORE DINGELSTEDT, Membre du Parti
Communiste de l'URSS (bolchévik) depuis 1910.

LETTRES D'U.R.S.S.

QUI SOUTIENT STALINE ?

DECLARATION DE LA COLONIE DES DEPORTES BOLCHEVIKS-LENINISTES DE KAMENSK

Au C. C. du P. C. R. (B.) et au G. P. Ou. à Moscou. Au C. R. du P. C. R. et du G. P. Ou. à Novo-Sibirsk.

L'un des maillons de la préparation bureaucratique du présent Congrès du parti (le 16^e) est le développement de la répression policière contre l'Opposition bolchévique de gauche. A Moscou, à Léninegrad, ainsi que dans d'autres centres industriels ce ne sont qu'arrestations ininterrompues, pour la moindre participation au travail de l'Opposition.

Les prisons sont surpeuplées de bolchéviks. Les meilleurs, les plus actifs d'entre les révolutionnaires, sont arrachés des rangs de la classe ouvrière et soumis au régime de l'isolateur.

Le feu à gauche devient d'autant plus nourri que les politiciens petits-bourgeois s'embourbent et reculent sur des positions de droite, en plaçant le pays devant une crise économique inconnue jusqu'à ce jour.

La banqueroute du cours stalinien se couvre jésuitiquement avec des « déviations gauchistes » ou... « trotskystes ». Ce ne sont là que des mensonges et calomnies éhontées des monopolisateurs staliniens de la presse et du droit de parole. L'Opposition bolchévique de gauche (dite « trotskyste », « déciste »), n'a jamais eu, dans aucun de ses écrits, une position telle qu'on puisse lui imputer, aujourd'hui, toutes les déviations. Les déviations qui sont nées — ce n'est pas là un courant dû au hasard — ont un caractère continu et sont de nature criante du cours stalinien. Perdant tout sens politique, ces banqueroutiers tentent, utilisant pour leur buts fractionnels l'énorme appareil étatique de coercition, de rejeter sur les autres leurs lourdes fautes et leurs crimes commis envers la révolution prolétarienne.

Mais, si d'autres mesures ne réussissent pas, alors ils appellent à leur aide jusqu'à la répression au sein même des prisons et des lieux de déportation.

Dans les prisons règne un régime de baigne qui pousse les détenus à des grèves de la faim déprimantes et même mortelles, ou

à des reconnaissances *extorquées* de la « ligne générale ». En déportation, l'oppression, l'emprisonnement, les outrages, se doublent du blocus postal, de perquisitions, d'arrestations, de renvois, d'envois dans des trous perdus, d'encellulement, afin de contraindre ou, mieux d'ARRACHER par la pression policière, le repentir. Les fougueux exécutants des *directives dégénérées* d'en-haut, les organes locaux, s'exercent aussi, contre deniers comptant, à ce qui est un sport en son genre, la capture des consciences égarées.

Mais qui sont donc ces exécutants? la composition des cadres de l'organisation du parti à Kamensk est brillamment illustrée par ce qui suit.

Conformément aux directives reçues, il y eut, à la colonie des déportés oppositionnels des perquisitions et des déplacements de résidence. Le 3 avril, tous les hauts dignitaires et responsables du G. P. Ou. se livrèrent, dans les logements des bolcheviks oppositionnels, durant 6 à 7 heures, à des recherches de documents séditieux, et, avec leur superbe policière, emportèrent comme séditieux des extraits et des citations des œuvres de Marx, Engels, Lénine.

Le lendemain, sans avoir même pris le temps d'analyser les résultats des perquisitions, on intima à six de nos camarades l'ordre d'être, dans 24 heures, prêts à un déplacement. A toutes les questions posées au responsable du G. P. Ou., *Chkilov*, sur les motifs d'un tel châtiment, ce dernier répondit : pour avoir utilisé le tribunal comme tribune d'agitation, ainsi que pour l'intervention de nos camarades parmi les ouvriers travaillant à la construction de l'élevateur.

On ne peut accéder au premier comme au second G. P. Ou. que par l'ordre policier : « traîne et n'invective pas! »

Comment les choses se sont-elles passées en réalité?

Tout d'abord c'est par la propre faute des dirigeants du C. E. Régional que le conflit du travail fut porté devant l'instance du tribunal de district. Le fond même du conflit consistait dans le fait que le C. E. R. refusa de payer à deux de nos camarades (*Dentov* et *Maïslin*) le prix de leur travail d'élaboration du plan quinquennal commercial régional. Ce salaire ne fut pas payé, ainsi que le démontra l'enquête judiciaire, non parce qu'il n'était pas dû, mais, parce que le président du C. E. R., *Gavrilov* s'était, illégalement, attribué ce travail, ainsi que le salaire se montant à 150 roubles. Les tentatives faites par nos camarades de liquider, avant le procès, l'escroquerie de *Gavrilov*, par les voies normales d'appel au C. C. R., à la section du travail et au R. C. I., et de toucher le montant de leur salaire n'aboutirent à rien. Tous ces organismes, y compris le bureau régional syndical, refusèrent même d'examiner cette affaire pour l'unique motif que les « plaignants appartiennent au groupe trotskyste » (telle fut la réponse de la commission ouvrière du C. C. R., en accord avec le président du bureau syndical). Le dirigeant du C. E. R. (*Zouev-Ratnikov*), sur la demande duquel les camarades *Maïslin* et *Dentov* travaillèrent au plan quinquennal, n'ignorait pas cette réponse cynique et effrontée.

Après s'être, partout, heurté au front unique bureaucratique et de moquerie, les camarades *Dentov* et *Maïslin* firent appel au tri-

bunal. A l'audience du procès, nos camarades, preuves en mains, à l'aide de documents irréfutables, dénoncèrent non seulement la chicane et la retenue illégale du C. E. R., mais aussi les agissements criminels des dirigeants du C. E. R. et du C. E. du rayon, qui veulent couvrir le vol et le plagiat commis par Gavrilov. C'est ce qu'on dit être l'utilisation du procès, comme tribune d'agitation.

Quant à l'intervention au chantier de construction de l'élevateur, elle consiste en ce qu'un de nos camarades déclara, en présence de quelques ouvriers, au chef d'équipe Fédossov, qui passe pour un oppositional (bien qu'il n'ait jamais appartenu à l'opposition), que l'Opposition rejetait toute responsabilité sur son intolérable grossièreté à l'égard des ouvriers.

Il est de toute évidence, que le premier comme le second « délit » n'est qu'un prétexte commode pour disperser une colonie insoumise et intransigeante, qui ne leur laissa pas de répit durant la dernière moitié de l'année.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner sur qui s'appuie, localement, et particulièrement dans le cas qui nous occupe, à Kamensk, la dictature stalinienne qui réprime par l'isolateur et la déportation l'Opposition bolchévique de gauche. L'organisation du parti à Kamensk, à l'exception d'une minime couche d'ouvriers (et encore non industriels) est de part en part envahie par des éléments petits-bourgeois. En outre, elle est, dans tous ses rouages, de haut en bas, peuplée d'une masse compacte de blancs et de kolchakistes.

En deux ans, depuis notre arrivée à Kamensk, rien que par une connaissance furtive de la composition du parti et de ses cadres, nous possédons suffisamment de faits, confirmant notre appréciation générale. Commençons par les hautes sphères.

Jusqu'à ces derniers temps, et durant l'espace de quelques années, le président du C. E. du district fut *Nassarkov*, officier de Kolchak, d'origine koulak, qui, après contrôle, fut non seulement maintenu dans le parti, mais, de plus, envoyé dans une autre région avec un poste responsable.

Rait, membre, jusqu'à ces derniers temps, du bureau du C. R. et rédacteur au journal régional, servit, en qualité d'aide-major, dans les bandes d'Annenkov, battit en retraite avec eux, jusqu'en Chine, ce qui explique pourquoi il ne fut membre du P. C. R. qu'en 1925; deux de ses frères sont des blancs émigrés, l'un à Berlin, l'autre en Chine. Malgré une si lourde biographie blanche il fut reconnu, par la commission de contrôle, pour un léniniste 100 % et fut envoyé dans une autre région pour y occuper un poste plus important.

La direction générale du C. R. appartient à *Evchevin-Migrophan*, ancien bourreau de Kolchak.

Particulièrement dense fut, jusqu'à ces derniers temps, le nombre de blancs occupant des postes au Tribunal Régional, sous la direction du président dégénéré *Glouchkov*.

Reitmanov, suppléant du président du tribunal de district, ancien commandant du conseil de guerre de Kolchak, héros d'un procès qui fit quelque bruit, au sujet de la persécution des paysans du rayon de Petropavlovsk, lors de la campagne du stockage de blé en

1929. A ce procès fut aussi inculpé un autre collaborateur responsable du C. E. R., exécutant du C. E. R. pour le stockage et qui s'y distingua particulièrement, c'est *Inozemtsev*, ancien bourreau de Koltchak dans le régiment du cornette *Besmertnov*.

De plus, enquêtant sur les « déviations » contre-révolutionnaires des responsables du pouvoir local, le tribunal passa sous un silence fort curieux leur passé de gardes-blancs. Sans doute, le tribunal garda-t-il ce silence afin de permettre à Raït de qualifier, par la presse et la parole, dans sa lutte contre l'opposition, ses « déviations » koltchakistes comme « gauches » et « trolskystes » ?

Un des membres du tribunal régional fut *Choukan*, partisan de Koltchak, koulak, exclu du parti en 1925, comme dégénéré, réintégré en 1929 puis de nouveau exclu, mais qui « reconquit » rapidement sa carte du parti. Un des non moindres rouages, le secrétariat régional, fut l'apanage de l'actif koltchakiste *Abramov*, qui exerce, actuellement, un travail responsable dans le syndicat régional. Le pesle de procureur manqua d'être, lui aussi, occupé par un blanc, *Glasacheva*, ancienne koltchakiste, qui fit exécuter de nombreux paysans. Pour l'avoir « sincèrement » reconnu, lors du contrôle, elle fut exclue du P. C. R. mais réintégrée à bref délai.

Les blancs furent particulièrement bien intentionnés envers la section régionale du G. P. Ou. Là, jusqu'à ces temps derniers, sous le commandement de *Istirov*, *Makarenko*, ancien scribe modeste de l'état-major de Koltchak, mis en avant, lui aussi, comme étant dans la ligne du G. P. Ou., fut institué commandant suppléant. Le commandant de la section secrète du G. P. Ou. et secrétaire de cellule est *Rouban*, officier de Koltchak, d'origine koulak, connu pour avoir fouetté les soldats, selon le témoignage des paysans du village de *Podopiukov*, qui furent dans sa compagnie. Ses frères, koulaks de *Prekiev*, qui s'étaient faufilets dans les kolkhoz, en furent expulsés pour leur inévitable activité de koulaks (voir la communication de ces faits dans le journal *Notre Village*). Peut-être, la fustigation des soldats n'est-elle pas un fait d'armes bien reluisant, car il tente de s'en disculper maintenant, par le témoignage suspect de gens du parti aussi louches que lui ?

Le secrétaire du G. P. Ou. fut, durant des années, et jusqu'à notre protestation de janvier dernier, le nommé *Lesglalov Nicolas*, koltchakiste, qui servit dans le régiment du commandant qui fustigeait les paysans et participa à la fusillade des bords de l'Obi, recula avec les blancs jusqu'à leur complète défaite, subit le contrôle, au sein de sa cellule, sans le moindre acroc ou éraflure et mis en avant, lui aussi, comme étant, semble-t-il, dans la ligne du G. P. Ou. Il se servit de sa fonction pour protéger son oncle, un blanc, lui aussi, et son beau-père, koulak-proprétaire, nommé *Klenov*.

L'exécutant des ordres du G. P. Ou. était l'ancien koltchakiste *Koulgourski*, déplacé à *Achivsk*, pour y exercer les mêmes fonctions. Il est le père d'une autre grande responsable, *Koulgourskina*, présidente de l'Union des kolkhoz, qui a caché, lors du contrôle, son origine koulak et la protection accordée par elle aux propriétés de son père. Parmi les membres du G. P. Ou. sont encore, *Birioukov*, fils

d'un koulak. Sa femme, ancien chauffeur du G. P. Ou., *Pertina*, est originaire d'une famille dont la maison fut le repaire des officiers gardes-blancs. A la tête de l'Union du Crédit, et, aujourd'hui, grand manitou de la coopération, était jusqu'à maintenant le sieur *Ivan Bogdanovitch*, ancien scribe de la couronne sous le tsarisme, à Stabouri, qui donna à la police un déporté bolchévik en fuite, P. O. Koslov (aujourd'hui membre de l'association des anciens forçats politiques). Sous Koltchak s'occupait d'opérations de représailles.

De 1924 à 1929, le président du C. C. du rayon fut *Lichnikov*, bourreau de Koltchak qui participa, à son service de représailles, à des perquisitions et exécutions sommaires, se transplanta, avant le contrôle, dans une autre région où il occupe une fonction responsable. L'actuel membre de la direction du C. C. R. et membre de la commission de contrôle du O. K. R. Z. O. est le grand corrompu *Demin*. La direction de l'Akortom est aux mains d'un ancien scribe de Koltchak et spéculateur avec les machines des sovkhoz : *Fedko*. Le secrétaire d'une aussi grande institution que l'O. K. R. Z. O. et de l'Union des coopératives des sovkhoz, est *Riankov Ivan Ivanovitch*, qui, sous Koltchak, fut collaborateur de la police, participa à des bastonnades des paysans qui pactisaient avec le pouvoir soviétique, ainsi que *Karchikov*, ancien partisan très actif de Koltchak.

Jusqu'à ces derniers temps, la meunerie « Partisan » était dirigée par un communiste responsable, « l'ouvrier » *André Martin*, du contre-espionnage de Koltchak. Arriva, en 1919, dans le gouvernement de Gourov, afin de confisquer tant à la laiterie que chez les paysans les vivres comme représailles. Fut exclu, lors du contrôle, mais bien vite réintégré grâce à quelques « services ». Il protégeait, à la meunerie, en qualité d'ouvrières, les bourreaux de Koltchak *Prokopieva* et *Belkina*. Le frère de Martin, un blanc, lui aussi, fut noyé par les partisans.

Les écoles soviétiques ne furent pas dispensées de la présence des blancs. En qualité d'inspecteur responsable de l'O. K. R. O. K. O. s'infiltra *Sidiakin*, d'origine koulak, dont le logement fut, en 1919, le « salon » de l'état-major de Koltchak. Aujourd'hui il empoisonne l'esprit des enfants des ouvriers partisans rouges et protège les instituteurs issus des koltchakistes actifs, comme *Choukevitch*, garde-blanc déporté, commandant des régiments des bourreaux polonais, les « Uhiens bleus », ainsi que *Rechetniak*.

On pourrait allonger cette liste compacte de gardes-blancs, qui, aujourd'hui, mènent une politique léniniste à 100 %, mais pour caractériser les cadres de l'organisation de Kamensk, cela suffit grandement. Que tous ces personnages ne sont pas exceptionnels, ni de rares « blancs benêts », le contrôle de 1929 le démontre suffisamment. Tous les blancs exclus furent rapidement réintégré, couverts par l'aide, et peut-être par une caution solidaire, car ceux qui reviennent sont aussi des koltchakistes. Ainsi, par exemple, fut nommé membre de la commission de contrôle du C. C. R. actuel, *Redko*, qui, dans une réunion, fut dénoncé par une paysanne, comme un bourreau de Koltchak du régiment du cornette *Besmetnov*, qui fusilla son mari et la fouetta. Et après cela, ce Redko, fut maintenu en qualité de membre de la commission de contrôle.

Dans une telle situation de l'organisation du parti, avec de tels cadres — et Kamensk n'est pas une exception — la répression stalinienne contre l'opposition bolchévique de gauche trouve un appui ferme et sincère car, *pour de tels cadres, la lutte contre l'opposition bolchévique est la lutte contre le bolchévisme et la dictature du prolétariat, pour une contre-révolution bourgeoise et koulak.*

Si la direction stalinienne a perdu toute capacité de le comprendre, c'est d'autant plus grave pour elle.

Nous déclarons que, contre le front unique de Staline avec les anciens bourreaux de Kollchak, nous, opposition bolchévique de gauche, continuerons la lutte pour l'authentique bolchévisme léniniste, contre tout stalinisme opportuniste régénéré.

Pour la dictature du prolétariat!

Contre la dictature de Staline.

*Balmachnov, Bachakov, Dentov, Koslova,
Maïslin, Starovoïtov, Stolovsky, Rapechko.*

Note de la Rédaction du BULLETIN DE L'OPPOSITION RUSSE.

Le résultat de l'attitude intransigeante des membres de la colonie fut que nos camarades furent, les uns enfermés dans des isolateurs, les autres dispersés dans les fin fonds de la Sibérie.

I

LETTRE A L. TROTSKY

2 Mai 1930.

Avec mes vœux de premier mai, cher ami,

J'ai reçu, hier, d'un de nos camarades, des extraits de votre lettre du 21 Mars 1930. Je considère comme complètement justes et acceptables vos considérations sur la situation. Néanmoins, il existe, pour ma part comme pour d'autres camarades, quelques malentendus au sujet du *rythme*. On peut interpréter certains passages de votre lettre, comme si vous étiez pour la diminution du rythme, *en général*. Il est de toute évidence, qu'il faut, en bon ordre, battre en retraite des positions aventurières pour se replier sur une position léniniste. Cela signifie-t-il la liquidation du rythme de l'industrialisation et de la collectivisation en général, — c'est-à-dire, reculer par rapport au rythme que l'Opposition proposait dans sa plate-forme? Par accentuation du rythme, je n'entends pas le rythme qui aboutit, momentanément, à des résultats, grâce à une politique aventurière et sectaire, *mais* le rythme conséquent, que nous proposons dans notre plate-forme et qui pouvait être logiquement développé à des mesures et des limites maximums. Car le

rythme indiqué dans notre plate-forme ne pouvait être considéré comme établi pour toujours. Dans des conditions favorables, ce rythme pouvait être développé, fortifié, élevé. Cela aurait été exécuté par une authentique dictature prolétarienne, sans aucune aventure, cela va de soi. Les rythmes proposés par nous avaient tendance à aller de l'avant. L'accélération du rythme par des bonds aventureux de mesures ultra-gauches, sectaires, et d'attaques subites n'est, au fond, nullement un accroissement du rythme, mais, bien au contraire, un abaissement sans espoir, pour ainsi dire, une politique droitière à l'envers. L'aventurisme aboutit, dans le meilleur des cas, à un abaissement, dans le pire des cas, à la faillite de tous les espoirs. Cela signifie, donc, que le rythme impulsé par la direction n'a aucune commune mesure avec le rythme véritable. C'est pourquoi, abandonner les positions de l'aventurisme ne signifie pas, comme vous l'écrivez dans votre lettre, « retenir la collectivisation ». Bien au contraire, l'abandon de l'aventurisme doit signifier, dans l'avenir, *la continuation de la collectivisation*, par une juste vue, et de bonnes méthodes. Cela doit signifier le retour à un véritable accroissement du rythme de la collectivisation, sans aucun aventurisme, mais par les voies normales. En d'autres termes, nous ne devons pas reculer sur les positions du rythme, qui eut cours jusqu'en 1928; le « rythme à pas de torture ». Nous devons conserver à l'accroissement du rythme, le moins d'aventurisme, et une plus juste ordonnance. La retraite de la direction a tendance de se fourvoyer dans une ordonnance droitière des choses. Si nous lançons le mot d'ordre de retenir la collectivisation, nous fortifions par là même ces tendances et hâterons la victoire des droites. Il est clair que la continuation, par la suite, de la collectivisation, par des méthodes marxistes, donnera en même temps lieu à une « sélection » des kolkhoz viables et « prometteurs » et, par ailleurs, à une liquidation des kolkhoz qui furent créés par le régime forcé administratif, et de tous les faux kolkhoz. Tout le problème réside dans le fait que la direction (au nom de son prestige) voulut dépasser l'accroissement du rythme indiqué par nous, et s'y brisa. Nous devons, actuellement, rejeter le super-rythme, mais continuer l'organisation des kolkhoz sur la base d'une adhésion véritable, et non administrative. (Il faut noter, que, dans un bref délai, nous serons, de nouveau, en présence de nouvelles « déformations » de la ligne du C. C., à propos du retour aux kolkhoz de ceux qui en sont sortis, car la bureaucratie du parti tentera, alors, de les pousser, par la force, à revenir, ou empêchera, de nouveau, administrativement, les départs).

L'on peut dire la même chose au sujet de la dékoulakisation. Vous parlez de l'arrêt de la dékoulakisation. L'ancêtrement du koulak, en tant que classe, par voie administrative, est, évidemment, absurde. Mais le problème de la dékoulakisation se présente, à nous, selon deux variantes.

1°) Lorsque les groupes de koulaks mènent ouvertement campagne contre la collectivisation et usent, de leur côté, de violences sous quelque forme que ce soit, en ce cas, notre pouvoir ne peut se contenter de demi-mesures. Il doit, en des circonstances parti-

culières, réaliser la dékoulakisation selon les règles de l'art révolutionnaire, c'est-à-dire, arrêter, déporter et infliger aux plus nuisibles des châtimens issus de la défense de classe.

2°) Dans les cas où le koulak n'intervient pas activement, mais, évidemment, ne nous « aime » pas, nous devons l'atteindre économiquement; ce qui dans l'un ou l'autre cas n'interrompt pas la dékoulakisation. Dans ces cas, la dékoulakisation s'exécutera par des mesures appropriées contre les koulaks : une vigoureuse contre-attaque, les priver des meilleures terres, d'une partie de leurs biens, de leurs bêtes de somme, soit la concurrence de la part des kolkhoz, etc... De cette façon est réalisé le nivellement économique du koulak, au niveau du paysan pauvre ou moyen. Une limitation aussi sévère du koulak signifie la dékoulakisation graduelle mais non son interruption. Interrompre totalement la dékoulakisation serait diminuer le rythme de la lutte contre le koulak, et lui donner la possibilité de déployer de nouveau ses ailes et avec une force nouvelle frapper la dictature prolétarienne. Vous écrivez que la panique jetée chez les koulaks, suffit pour deux ans. Cela n'est pas tout à fait exact. Son irritation est si forte, qu'il ne se rend pas si facilement à la panique qu'avant. Son courroux le rend hardi.

Enfin, parlant de la diminution des dépenses, vous proposez de ne pas s'arrêter même devant l'arrêt des entreprises déjà commencées, afin de sauver le tchervonetz. On ne peut proposer de telles mesures que dans une situation catastrophique des finances (je sais, il est vrai, que je ne puis me vanter de mon savoir ou, plutôt, de mes connaissances financières). On peut diminuer les dépenses dans d'autres branches. Nous avons, et aujourd'hui encore plus, toute une masse de dépenses improductives dont la diminution permettrait la continuation de la construction des entreprises commencées. L'arrêt de telles entreprises serait un recul non seulement par rapport aux « sauts de prix » dans l'industrie ou à l'aventurisme, mais aussi au rythme nécessaire de l'industrialisation.

Il se peut qu'en présence d'une direction prolétarienne marxiste véritable, les doutes issus des points précédemment développés, n'eussent pas vu le jour, mais j'ai en vue l'actuelle direction et son origine. Car si l'actuelle direction tente, et sans aucun doute elle le tentera, de SUGGESTIONNER la classe ouvrière et le parti en leur disant que l'opposition qui est, aujourd'hui, pour eux, l'unique ancre de salut de la dictature prolétarienne, est pour une diminution du rythme, alors, une telle situation facilitera, sans contredit le passage, sans correspondance, du centrisme à l'extrême droite (même plus à droite que Boukharine et Cie), ce qui, au fond, signifierait la liquidation totale du cours à gauche, et l'approche de thermidor.

Je déduis des précédentes considérations la nécessité qu'il y a, quant à moi, d'une explication plus détaillée des points concernant le rythme, ou, plus exactement, sa diminution.

Je vous serre chaleureusement la main et vous embrasse.

Votre K.

P. S. — Dans un article de Garine, dans la *Pravda* du 1^{er} mai, on peut lire entre les lignes, qu'il y a chez vous des points « sus-

pects » détaillés, dans le même esprit que celui développé dans ma lettre. Le *Bulletin* nous fait défaut. Nous n'avons que les extraits incomplets de votre lettre du 21 mars 1930.

II

RÉPONSE AU CAMARADE K.

Cher ami,

J'ai reçu votre lettre du 2 mai. Il n'existe, entre nous, aucune divergence. Dans le *Bulletin*, notamment le n° 11 (1), cela s'éclaircit avec, je l'espère, toute la netteté désirable. Il va de soi que, comme par le passé, nous sommes pour un rythme maximum de l'industrialisation et de la collectivisation. Mais la réalisation du plus haut rythme qui peut être atteint dans une situation de développement isolé suppose à chaque instant non pas un *maximum statistique* mais un *optimum économique*. C'est-à-dire une réalisation des plus judicieuses et des plus économiques qui est seule capable de préserver le rythme accentué du lendemain.

Non pas stratégiquement, c'est évident, mais tactiquement, cela signifie pour le moment actuel : « NE TE LANCE PAS EN AVANT, REVIENS EN ARRIÈRE! » — J'ai pensé qu'il était nécessairement de mon devoir de crier à pleine voix ces simples mots, bien que je ne doutais pas une minute que les bureaucrates avec leurs œillères — qui, demain, non seulement feront marche arrière, mais feront un bond insensé en arrière du bord du précipice, auquel ils se sont acculés — nous accuseront aujourd'hui de... déviations droitières. Ce n'est qu'une pauvre littérature! Mais le fait que l'opposition de gauche qui, durant des années, exigeait une accentuation de l'industrialisation et de la collectivisation, a su crier à temps, aux aventuristes, à la bureaucratie chancelante et fuyante : « Failes marche arrière! » — ce fait s'incrusterà dans les consciences.

Il va de soi que « retenir la collectivisation » signifie réfréner la collectivisation administrative, mais nullement diminuer la véritable construction des kolkhoz. Mais seulement, les rythmes doivent être établis sur une base économique. Le volontariat dans la collaboration n'exclut en aucune sorte les *PRESSIONS ÉCONOMIQUES*, qui se différencient des pressions administratives par le fait qu'elles donnent de réels avantages sans besoin des menaces de la milice. Dans une juste construction du système de la collectivisation des avantages particuliers se lient à la pression économique. Mais comme cette dernière opère avec des proportions réelles, elle doit être sévèrement calculée et conduite d'une façon telle qu'elle réalisera

(1) Le n° 11 du *Bulletin de l'Opposition russe* contient l'étude du camarade Trotsky : « Vers le socialisme ou vers le capitalisme, (voir les nos 21-22 et 23 de la *Lutte de Classes*) ainsi qu'une réponse aux élucubrations des bureaucrates, notamment Iaroslavsky : « Craquements dans l'appareil ». (N. D. L. R.).

une croissance systématique de la collectivisation avec une décroissance et non un accroissement du facteur administratif.

La nécessité où se trouve et se trouvera forcément le pouvoir prolétarien, de réprimer sévèrement les agissements des koulaks qui tendent au soulèvement, ne peut être mise en cause. Mais si on menace la koulakerie — à laquelle, hier encore, on passait la main dans les cheveux — d'une dékoulakisation, c'est-à-dire d'une complète expropriation dans l'espace de deux à trois ans, c'est la pousser, administrativement, à l'insurrection. Voilà pourquoi il était, de toute nécessité, urgent de mettre en garde contre cette dékoulakisation, en criant : « Faites marche arrière! ».

Quant aux diminutions des dépenses, notre plate-forme garde évidemment toute sa vigueur. Staline, Rykov et Kouybiçhev avaient, si vous vous en souvenez, promis, principalement, par le manifeste de 1927, de diminuer de 300 à 400 millions de roubles les dépenses bureaucratiques; en fait, ils n'ont rien diminué. On n'a vu, nulle part, que la bureaucratie se supprime elle-même.

Mais, les revendications générales de notre plate-forme n'excluent en rien la nécessité qu'il y a d'une complète révision de tous les plans industriels complémentaires des deux dernières années et demie. Car présentement on enfle les programmes selon les inspirations du secrétariat général ou de la commission d'organisation. Comment se réalisent-ils économiquement? Premièrement, par une diminution de la qualité de la production; deuxièmement par l'inflation. L'un et l'autre frappent l'ouvrier, le paysan pauvre et préparent une cruelle cassure de l'industrialisation. Voilà pourquoi il fallait encore à ce sujet crier : « Faites marche arrière! ».

Les médecins actuels du rythme maximum décriront des moulins au-dessus de nos têtes, lorsqu'il seront frappés plus vigoureusement au front par les forces économiques qui leur sont mystérieuses, afin de revenir sur l'ancienne voie oustrialoviste. A ce sujet il n'y a pas entre vous et moi la moindre divergence. Du reste, vous avez parfaitement vu notre solidarité, à travers les lignes d'un article d'un des jeunes professeurs rouges staliniens (on les nomme professeurs à cause de leur peu enviable professionnel professorat).

Avec mes vœux pour votre santé. Je vous embrasse.

Votre L. TROTSKY.

LA DÉCLARATION D'AVRIL ET SES ÉCHOS

(UNE VOIX DE LA PRISON)

Dans la déclaration d'avril adressée au Parti et au C. C. par les camarades Rakovsky, Mouralov, Kassior et Kasparova, il est dit : « Devant le parti se pose la question de fournir au pays un approvisionnement et des matières premières agricoles, par la voie du renforcement de la construction des sovkhozes, tout en maintenant le rythme du développement industriel ».

Tout le monde sait que, durant les mois de décembre-mars l'opposition russe, les camarades Trotsky et Rakovsky en tête, avait signalé les dangers redoutables provenant des excès de la politique aventureuse pratiquée par les dirigeants centristes, pendant l'hiver 1929-30. L'opposition mettait le parti en garde contre la crise politique et économique qui peut résulter de la super-industrialisation et de la super-collectivisation.

En comparant la citation qui précède, soulignée par nous, avec les articles et les lettres des camarades Trotsky et Rakovsky de décembre-mars, quelques camarades trouvent qu'il y a entre eux une contradiction, que ce passage de la déclaration n'est pas juste et qu'il faut le désapprouver.

La question me semble être de telle importance qu'elle mérite d'être soumise à tous les camarades pour un examen plus profond. Et je vais citer ci-dessous une lettre, adressée au camarade Rakovsky, et qui contient deux points de vue à cet égard, l'un désapprouvant la formule sur le maintien du rythme, l'autre la soutenant intégralement.

« S..., le 2 juin 1930.

Cher Christian Guéorguévitch,

Nous vous avons télégraphié le 18/5, 1) que nous approuvons le contenu de votre déclaration d'avril, 2) que nous approuvons l'initiative d'inaugurer la discussion d'avant le 16^e congrès par un document traitant les questions urgentes du jour, 3) que nous croyons nécessaire l'approfondissement de la discussion par un document à caractère de plate-forme, qui unifierait la critique de la « troisième période » des erreurs du parti russe et de l'I. C. avec la critique de celles des périodes précédentes, afin que, de cette façon, nous présentions un tableau homogène de l'opportunisme centriste avec ses courts zig-zags de gauche.

Après avoir étudié plus profondément la déclaration « des quatre » nous avons constaté que dans la question du maintien du rythme industriel il y a quelques doutes chez certains de nos camarades, tandis que d'autres l'estiment tout à fait juste.

Le premier groupe argumente de la façon suivante :

En ce qui concerne la première partie de votre thèse que l'approvisionnement du pays en produits agricoles et en matières premières agricoles, nous n'avons rien à objecter. C'est la seconde partie de la thèse, celle du maintien du rythme de l'industrialisation qui nous paraît douteuse.

Certainement, il s'agit du maintien du rythme industriel des centristes, du « plan quinquennal en quatre ans », qui a été cruellement condamné par l'opposition dans une série de documents de Trotsky et de Rakovsky.

« Au lieu de voir diriger l'économie et la manœuvrer, nous assistons à des bonds de l'industrialisation », écrivait le camarade Trotsky dans un de ses documents.

« Nous avons toujours eu en vue une industrialisation réalisable, mais non pas la super-industrialisation bureaucratique qui ne compte pas avec les possibilités réelles et qui conduit le pays vers une crise formidable ».

Nous estimons que les avertissements de Trotsky et de toute l'opposition n'ont pas perdu de leur importance encore maintenant. Justement, à présent, quand la presse parle de la nécessité d'accroître encore le plan des années qui suivent, et de corriger ainsi les défauts de l'année courante, ce qui signifie une triple pression sur les muscles des ouvriers, par comparaison avec l'heure actuelle, il est de notre devoir de soumettre à une critique des plus sévères les rythmes bureaucratiques, et non pas de les soutenir. La période aventuriste d'extrême gauche dans la politique d'industrialisation n'a pas encore pris fin. Pas un des documents officiels ou semi-officiels, ne témoigne que les centristes repoussent les rythmes prévus. Au contraire, toutes les informations de la presse nous convainquent que la bureaucratie se met en quatre pour atteindre des buts irréalisables.

S'en tenir au maintien du rythme, comme le fait la déclaration « des quatre », n'est rien d'autre que contribuer à l'approfondissement de la crise. Cela ne s'harmonise pas du tout avec l'exigence que formule cette même déclaration d'élever le niveau de vie de la classe ouvrière, car la bureaucratie emploiera la seule possibilité qui existe de conserver le rythme, c'est-à-dire les muscles des ouvriers.

Nous sommes contre les rythmes des bonds dans l'industrialisation. Nous sommes contre les rythmes qui contribuent à approfondir la crise économique et à anéantir physiquement la classe ouvrière.

Nous sommes pour « l'industrialisation réalisable ».

Le groupe estime

Que la thèse citée de la déclaration n'a nullement besoin d'être corrigée et qu'elle ne contredit nullement les articles et les lettres de Trotsky et de Rakovsky.

Les camarades oublient que la période des articles et des lettres de Trotsky et Rakovsky est séparée de la période de la déclaration « des quatre » par la retraite catastrophique qui est le résultat des soubresauts aventureux précédents du centrisme; que cette retraite signifie non seulement l'effondrement de la collectivisation « intégrale » et de la tentative super-industrialiste de réaliser le plan quinquennal en quatre ans; qu'à l'heure actuelle, après la faillite de la collectivisation intégrale, *la collectivisation toute simple*, compromise par les centristes aux yeux des larges masses paysannes, se trouve sous la pire menace; que non seulement le plan quinquennal en quatre ans est menacé, *mais tout simplement la réalisation du plan quinquennal*; que dans une telle situation de désarroi du centrisme, il serait *profondément erroné* de la part de l'opposition de mettre en avant le *mot d'ordre de réduction des rythmes*, qui sans cela se trouvent sous les coups les plus formidables, que la tâche de l'opposition est de *sauvegarder la politique même de l'industrialisation et de la collectivisation*, tout en déchirant la voile de la façade illusoire de la collectivisation « intégrale », tout en démontrant le vide des bulles de savon du plan en quatre ans.

Nous croyons qu'il est tout à fait juste qu'après l'effondrement de la théorie et de la pratique du socialisme isolé, nous lancions le

mot d'ordre de maintenir les rythmes qui peuvent être réalisés, au cas où les bases politiques, dont la déclaration des « quatre » s'occupe par excellence, seraient données. Dans la période où Trotsky et Rakovsky mettaient en garde contre la folie de la collectivisation « intégrale », la situation était telle que le centrisme montait à toute bride avec un fardeau trop lourd. C'était à nous de le prévenir de la catastrophe imminente. Nous disions : le fardeau est au-dessus de vos forces, débarrassez-vous de l'excès du fardeau, autrement c'est la chute et vous vous romprez le cou. Maintenant, que le cocher, qui ne faisait pas attention à nos conseils, se précipite en arrière, en perdant tout ses bagages, il serait imprudent de renouveler le conseil de se débarrasser d'une partie du fardeau. La tâche urgente est d'arrêter la course catastrophique du chariot qui se précipite sans dessus dessous, et de sauvegarder du fardeau ce qui est possible.

Pour cela nous appelons les ouvriers et les paysans laborieux à soutenir de leurs épaules le fardier que la bureaucratie a failli faire tomber et sauvegarder ainsi le fardeau socialiste. Ce n'est pas du tout en contradiction avec nos documents. Ce n'est qu'un changement de deux périodes : la période du vol aventureux du centrisme et la période du châtement inévitable pour cette aventure.

E. R.

DÉCLARATION AU C. C. DU P. C. R. (BOLCHÉVIK)

Nous avons été arrêtés et enfermés à la prison des détenus de Roubzovsk. Aucune explication sur les causes de notre arrestation ne nous a été donnée par la direction régionale du G. P. Ou. de Roubzovsk. Durant plus de cinq jours pleins nous ne subîmes aucun interrogatoire, et à nos incessants rappels aucun membre de la direction régionale ne s'est présenté. C'est pourquoi nous avons été contraints de recourir à la grève de la faim (1).

Notre arrestation se doubla d'une perquisition, mais l'arrestation était décidée d'avance car les ordres étaient donnés pour une « perquisition et arrestation ».

À cette perquisition on nous enleva notre correspondance privée et politique, depuis le début de 1928. La correspondance s'effectuant par la poste, était par là-même accessible depuis 1928 aux examens du G. P. Ou.

Nous ne pouvons considérer le nouvel acte de répression contre nous que comme une préparation pour le moins singulière du 16^e congrès du parti qui se réunit dans des conditions qui ont, à première vue, naissance dans la ligne politique inconséquente et banqueroutière de l'actuelle direction du C. C.

Toute cette dernière période fut la période de la chaîne des

(1) La grève fut déclarée le 4 juin, puis, après la venue d'un responsable et les explications données, elle fut terminée le jour même.

erreurs gigantesques et d'abandon des positions du léninisme : la défaite des Révolutions allemande et chinoise, et de la grève générale anglaise, conséquences de la politique droitière de l'I. C., de la nouvelle croissance du koulak, et du piétinement sur place des problèmes de l'industrialisation. Dans la politique intérieure, lâchant les brides à la poussée assez importante des classes ennemies et fortifiant l'aile droite du parti, sous l'influence de l'accroissement de la crise économique du pays et l'amoindrissement des positions internationales, la direction du parti cherchant une issue, sans un examen critique de la politique passée, à travers une série de tergiversations et de tournants, aboutit d'une façon toute irraisonnée et en dépit du parti, à une politique ultra-gauche, dont la faillite fortifie encore plus le danger de droite et rend plus difficile le maintien sur une position léniniste. Plus cela va, plus la direction tente, sans le parti, en dehors du parti, de chercher une sortie quelconque de l'impasse; elle est au pied du mur, et plus se développe le processus d'affaiblissement et de décomposition du parti, plus devient menaçant le danger de droite tant en U.R.S.S. que dans l'I. C.

Au lieu de nos propositions — dans notre déclaration du 12 Avril — pour une véritable préparation du Congrès sur la base d'un large examen des résultats de la politique de la direction, durant cette dernière période, c'est-à-dire la seule issue à la crise économique et politique du pays, le parti et l'I. C., l'actuel groupe dirigeant du C. C. mettant ses intérêts propres de prestige au-dessus des intérêts de tout le parti et de la classe ouvrière, prépare le Congrès par une pression accrue contre le parti et en renforçant la répression contre les bolcheviks-léninistes.

Les phrases hypocrites sur le danger de droite, considéré comme le danger principal, se doublent d'une politique de répression intensive contre l'aile léniniste du parti, contre les bolcheviks-léninistes. L'emploi de l'article 58 (§ 10) devient insuffisant, il faut recourir à des méthodes plus rigoureuses encore de répression.

On arrête de nouveau les oppositionnels déportés pour trois ans afin d'effrayer le parti, afin d'augmenter leur isolement de la lutte politique du prolétariat.

Toutes ces manigances nous sont claires, de même que nous est claire leur faillite dans l'avenir prochain, car pour le noyau ouvrier du parti la politique périlleuse des faillites de la direction actuelle devient de plus en plus évidente...

Nous restons sur nos positions de la déclaration du 12 Avril, signée par nous et considérons que c'est seulement par les voies que nous y avons indiquées que l'on peut trouver une issue à la crise politique du parti.

La répression n'atténuera en rien notre lutte pour une réforme dans le parti, car le mal qu'elle y fait n'empêchera pas le retour du parti à des positions léninistes.

*A la maison des détenus de Roubzovsk, Sibérie. Le 4 juin 1930.
La colonie des bolcheviks-léninistes déportés*

ABRAMSKY, ANTOKOLSKY, VOSKRENSKY, F. DINGELSTEDT.

Notes et comptes rendus

Les sources de Manouïlsky et Co

Manouïlsky s'est mis à divaguer sur les tendances « bonapartistes » de Trotsky. La camelote bohème des « Masses nouvelles » et autres éditions de même acabit se sont emparé de ce thème usé. Pour ces gens, le bonapartisme est un trait individuel de caractère, mais nullement un régime découlant des rapports de classe et des louvoiements politiques entre les classes. Où faut-il donc avoir les yeux placés pour découvrir, actuellement, du bonapartisme dans l'opposition, alors que toute la préparation du XVI^e Congrès n'est qu'une répétition générale du bonapartisme sur la scène du Parti?

Nous ne voulons pas soulever ici le problème général, mais donner uniquement une courte information historique sur les sources de l'information morale de Manouïlsky et de ses élèves américains ou autres.

En 1923 fut publié, en Allemagne, un petit livre d'Oscar Blum, sur les caractéristiques personnelles des chefs de la Révolution. Ce livre découvrait, en premier lieu, chez Trotsky, des symptômes d'un « corsaire nouveau ». Mais avant de donner une analyse du livre, il est nécessaire de dire quelques mots de son auteur.

Oscar Blum était, pendant la première période de la Révolution russe, considéré comme un social-démocrate et marxiste, partisan de Plékhanov. Il fut soupçonné, durant les années de réaction, d'avoir des attaches avec la police. Venant de Riga il débarqua à Vienne et s'adressa à Trotsky pour le prier de démontrer sa propreté révolutionnaire. Sur la base même de ses récits, Trotsky conclut que Blum ne pouvait être toléré dans les milieux révolutionnaires. Après la révolution de 1917, l'on mit au jour des documents démontrant irréfutablement que Blum était à la solde de la direction policière de Riga. Blum fut arrêté, puis, quelque peu étourdiement, remis en liberté. Il s'enfuit alors à l'étranger où il publia son livre sur les chefs de la révolution. Le caractère général du livre se définit suffisamment par la physionomie de son auteur! un ignoble et boueux pamphlet.

La critique du livre de Blum parut dans l'organe de l'Institut historique du Parti, *la Révolution Proletarienne*, en novembre 1923, lorsque la campagne des épigones contre Trotsky eut pris un large essor. Néanmoins à cette époque, les cerveaux du Parti et de l'I.C.

n'étaient pas encore envahis par ces tonnes de fourberies, de calomnies et autres ordures; d'autre part, les éditions officielles n'avaient pas eu le temps d'abandonner le langage que l'on employait sous Lénine. L'auteur de l'article de la *Révolution Proletarienne* ignorant les motifs personnels suffisants d'animosité de Blum contre Trotsky nota avec étonnement la haine particulière de Blum à l'égard de Trotsky.

« Quant à Trotsky — dit la critique — il donne son plein. Ici, l'auteur donne libre cours à tout son stock invraisemblable de MENSONGES, DE CALOMNIES ET DE CHARLATANISME. Dans le visage, la barbe, les lèvres, en tout, il cherche fiévreusement la confirmation de ses propos répugnants. Avant tout le pouvoir. « Il (Trotsky) désirait la révolution — y est-il écrit — parce que dévoré, pour lui-même, d'orgueilleux désirs ». — « D'autres parlaient de la prise du pouvoir, parce qu'ils considéraient que c'était le moment historique de la transmission du pouvoir à la dernière classe qui en était dépossédée; lui, au contraire, parlait de la prise du pouvoir parce qu'il se considérait personnellement prêt à assumer le pouvoir (page 83). Dans le bâtiment du « Ministère Trotsky » règne un ordre et une propreté impeccables — ah! ah! — là est l'énigme du pouvoir de Trotsky. Dans les ordres militaires de Trotsky, il y a un style militaire, — ah! ah! — voilà où sont les indices d'un « corsaire nouveau ». La garde officielle et la garde du corps, il est vrai, ne sont pas vêtues de livrées dorées, mais en « costumes d'apparat des gardes rouges »... ...Le pamphlet se termine par une exclamation risible : « Le pouvoir matériel est en ses mains. Qu'advient-il par la suite? » (*La Révolution Proletarienne*, N° 23 XI/1929 — pages 247-248).

Prenez maintenant l'article de Manouïlsky sur l'*Autobiographie* de Trotsky. Prenez les critiques du journal *Les Masses Nouvelles* et autres éditions du même type rampant. Se différencient-ils en quoi que ce soit du livre d'Oscar Blum? Aucunement. Qu'ajoutent-ils à ses découvertes? Rien. Leurs écrits ne sont que des plagiats directs de ceux du stipendié de la direction policière de Riga. Ne serait-ce pas parce que ces gens ont une psychologie de stipendiés qui est incompatible avec une psychologie révolutionnaire?

Quoi qu'il en soit, les sources d'information de Manouïlsky sont nettement mises au jour. Ce n'est pas là un cas fortuit. Il y en a de plus importants que, d'ailleurs, l'opposition a déjà cités. Nous en dirons de nouveau un mot, parce que très convaincant. Il est de notoriété publique, que toute la campagne contre le trotskysme débuta par la question paysanne. En contradiction avec Lénine, Trotsky sousestimait la paysannerie en général, le paysan en particulier. Les épigones ont oublié les sources de cette légende. Légende qui prit racine dans l'agitation même par les gardes blancs, au sein de la paysannerie, lors de la guerre civile. Lénine utilisa, en son temps, la première occasion venue pour faire justice de cette légende. Voici ses propres paroles :

« Les *Izvestia* du C.C.E. du 2 février ont publié une lettre du paysan Goubov qui pose la question de l'attitude de notre gouvernement ouvrier et paysan vis-à-vis des paysans moyens, et se fait l'écho de bruits qui courent sur la discorde qui régnerait entre Lénine et Trotsky et sur leurs sérieux désaccords particulièrement au sujet du paysan moyen. Le camarade Trotsky a déjà donné sa réponse dans la « Lettre aux paysans moyens » des *Izvestia* du C.C.E. du 7 février. Le camarade Trotsky déclare, dans cette lettre, que les bruits qui courent sur les désaccords entre lui et moi sont un MENSONGE DES PLUS MONSTRUEUX ET DES PLUS IMPUDENTS RÉPANDU PAR LES GRANDS PROPRIÉTAIRES ET LES CAPITALISTES OU LEURS AUXILIAIRES BÉNÉVOLES OU INCONSCIENTS. De mon côté, je confirme entièrement la déclaration du camarade Trotsky. Il n'y a, entre lui et moi, aucun désaccord. Quant aux paysans moyens, nous n'avons pas de désaccord non seulement avec Trotsky, mais en général il n'en existe pas dans le Parti communiste dont tous deux nous sommes membres. Le camarade Trotsky a clairement et en détail expliqué dans sa lettre, pourquoi le Parti communiste et le gouvernement ouvrier et paysan, actuel, élu par les Soviets, ne considèrent pas les paysans moyens comme leurs ennemis. JE SIGNE DES DEUX MAINS CE QU'A DIT LE CAMARADE TROTSKY (Lénine, *Œuvres complètes*, t. XVI, p. 28-29, et *Pravda* du 15 février 1919).

Ainsi, les épigones et leurs bureaucrates doublés des étatiques « Amis de l'U.R.S.S. » répètent, durant des années, ce que Lénine, dès 1919, définissait comme un « mensonge répandu par les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ou leurs auxiliaires bénévoles ou inconscients ».

Telle est la triste situation. Ce n'est pas là le fait du hasard. Alliant son néant idéologique à une mémoire fort courte, le centrisme n'invente rien. Lorsque cette tendance provisoire, chancelante, sans principes, mène la lutte contre l'aile révolutionnaire, elle doit irrémédiablement chercher ses déductions chez la droite : elle n'a pas les siennes propres, et par sa nature même, ne peut en avoir. Mais comme la logique de la lutte du centrisme le contraint d'approfondir ses accusations contre le « trotskysme » il en est d'autant plus obligé de chercher des sources de plus en plus louches d'informations ; sur cette voie, on en est déjà aux plagats par Manouïlsky et Cie des écrits de l'agent de l'Okhrana, Oscar Blum.

Qu'advient-il par la suite ?

D.

La délimitation idéologique de l'Opposition de Gauche

Le camarade Sneevliet nous avait adressé, il y a déjà quelque temps, un article sur la situation en Indonésie. Nous comptions pouvoir publier cet article et l'avions fait figurer dans le sommaire d'un numéro à paraître : tout ce qui se rapporte aux colonies, notamment celles d'Extrême-Orient, est en ce moment d'un intérêt immédiat et nous savions que le camarade Sneevliet est parfaitement familiarisé avec le mouvement en Indonésie qu'il a toujours suivi de très près. Cependant, une lecture attentive de son article nous a montré qu'il n'était pas possible de le publier dans la *Lutte de Classes* pour deux raisons également importantes. D'abord les idées générales exposées sont en opposition directe avec les nôtres. En outre, Sneevliet collabore, en Hollande, à la direction d'une revue d'un caractère tout à fait éclectique, ce qui nous a amené à écrire que nous ne pouvions publier son article parce qu'il appartenait à l'Internationale deux et demie. Là-dessus Sneevliet nous a écrit pour protester vivement contre cette classification et nous rappeler quelle a été son action dans le passé et sa position actuelle. Nous enregistrons bien volontiers sa protestation; notre appréciation, telle que nous l'avions formulée, était en effet trop sommaire. En fait, il n'y a plus maintenant d'Internationale deux et demie, et ce que signifiait notre note, c'est que la position de Sneevliet se trouve entre la Troisième Internationale et la Deuxième. Sneevliet le confirme dans sa lettre; il précise même les points de divergence existant entre lui et nous sur plusieurs questions essentielles, et il justifie, pour la Hollande, le caractère très éclectique de la revue *Neue Weg*. Nous sommes là-dessus, en complet désaccord avec lui. Nous croyons que, dans la période présente, tout ce qui peut ajouter à la confusion, est néfaste; la position de chacun et de chaque groupement qui se réclame du communisme doit être tout à fait claire. Nous sommes absolument contre l'éclectisme. La *Lutte de Classes* est et veut rester un organe théorique de l'Opposition communiste de gauche.

LES LIVRES

GRINKO. — *Le plan quinquennal.* (Bureau d'éditions). 15 frs.

Le plan quinquennal est devenu un des mots-massue avec lesquels les staliniens s'imaginent écraser les oppositionnels. « Vous niez la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays? Et le plan quinquennal, qu'en faites-vous? » La plupart de ceux qui parlent ainsi ignorent d'ailleurs le premier mot de la question. Le livre de Grinko, œuvre de l'un des techniciens qui ont participé à l'élaboration du plan, est un livre de propagande qui n'a d'autre but que de fournir des armes aux staliniens. Mais cet ouvrage, absolument insuffisant, où les questions économiques sont abordées à un point de vue abstrait de technicien pur, et les questions sociales et politiques dans un esprit de conformisme bureaucratique absolu, n'est pas de ceux qui feront désarmer la critique oppositionnelle.

Grinko commence par passer entièrement sous silence la question essentielle des luttes menées par l'opposition de gauche autour de l'élaboration du plan quinquennal. Les communistes d'occident doivent savoir qu'il n'y a pas eu un seul plan quinquennal, mais deux. Un premier plan quinquennal fut élaboré en 1927 pour l'exercice d'octobre 1926 à septembre 1927, pendant la période du bloc centre-droit et du feu à gauche. Ce plan fut soumis à une critique impitoyable de la part de l'opposition qui s'attacha particulièrement à dénoncer l'insuffisance des crédits prévus pour l'industrialisation. L'opposition réclamait alors des crédits budgétaires devant atteindre, en cinq ans, 500 millions à un milliard de roubles par an; un emprunt forcé de 150 millions de pouds de blé sur le koulak; un impôt de 150 à 200 millions de roubles sur les profits du capital privé; une diminution des dépenses improductives, particulièrement de la bureaucratie; la suppression rapide de la vodka d'Etat, qui, en sapant l'organisme ouvrier, sape les bases mêmes de la production socialiste; la baisse des prix de gros et de détail en vue de réduire l'écart des ciseaux entre les prix des produits industriels et les prix des produits agricoles, de consolider ainsi l'alliance entre la ville et la campagne et d'améliorer le niveau de vie de la classe ouvrière. L'opposition ne présentait pas ces critiques et ces exigences dans un esprit de surenchère démagogique, encore moins d'utopisme anti-marxiste, dans l'espoir de donner les bases du « socialisme dans un seul pays » mais dans un véritable esprit de classe, inspiré par l'unique souci de consolider les bases de la dictature du prolétariat.

On n'en saurait dire autant du second plan quinquennal éla-

boré par le centrisme pendant la période du zig-zag de gauche qui vient aujourd'hui de prendre fin. Au « socialisme à pas de tortue », formule du bloc centre-droit et de l'opportunisme, succédait le « socialisme à toute vapeur », quitte à faire éclater les chaudières, formule du bloc centre-gauche et de l'aventurisme qui vient de se briser dans les folies des rythmes décuplés d'industrialisation et de la collectivisation à outrance. Le second plan quinquennal pour 1928-33 fut adopté en avril 1929 à la 16^e conférence du parti.

La pression des critiques justes de l'opposition, vaincue administrativement mais non idéologiquement, conjuguée à celle des difficultés économiques (offensive des koulaks pendant l'hiver 28) lui imprimait une orientation tout à fait différente de celle du plan précédent. Les crédits d'industrialisation étaient considérablement relevés, même bien au delà des exigences de l'opposition (de un milliard à 16 milliards). Grisée par la vodka du nouveau plan, la bureaucratie, dont le palais s'était accoutumé à la liqueur douceâtre de 1927, devait bientôt se lancer dans les folies du plan quinquennal réalisé en 4 ans, 3 ans, 2 ans. Témoignage certain qu'elle avait perdu tout contrôle sur elle-même et sur la réalité. La presse de l'Internationale bureaucratique se mit à publier des « communiqués économiques » ayant à peu près la même valeur objective que les communiqués militaires du temps de guerre, faisant saillir des succès isolés et partiels, laissant dans l'ombre le problème de l'allure générale du plan, de l'équilibre de ses différentes branches, du retard d'une branche capitale de la production comme l'industrie métallurgique (avoué, incidemment, par Grinko p. 43). On chargea des romanciers populaires déguisés en économistes, comme Sabsovitch, d'écrire des élucubrations sur ce qui se passerait « *Dans dix ans* », en oubliant ainsi les cruelles railleries de Marx contre les faiseurs d'utopies.

La presse bourgeoise et certaine presse qui végète en marge du communisme, laissent entendre que Staline, avec le nouveau plan quinquennal, aurait battu l'opposition de gauche sur son propre terrain de l'industrialisation (cf. *Bulletin Communiste* de Février 1930, sous la signature de Léonide : « l'industrialisation est le monstre qui dévore tout. Les trotskystes peuvent être contents »). En réalité il y a là un sophisme des plus grossiers. On commence par attribuer à l'opposition de gauche la caricature défigurante que firent Staline et consorts de son propre point de vue en 1927 (retour au communisme de guerre, rupture de l'alliance entre la ville et la campagne, perspectives démagogiques de super-industrialisation en dehors de toute indication concrète sur les possibilités du financement, on retrouve toutes ces calomnies chez Grinko), caricature que Staline et ses amis semblent s'être donnés à cœur de faire passer dans la pratique avec toutes ses conséquences désastreuses en 1929-30 et l'on conclut triomphalement : Staline applique la politique du « trotskysme ». (Il est d'ailleurs à noter, qu'avec le nouveau cours, ce point de vue de la presse bourgeoise et pseudo-communiste devient officiel dans l'Internationale. Thorez, dans les

Cahiers du Bolchévisme, attribuée aux survivances du « trotskysme » les erreurs de la collectivisation).

Staline aurait battu l'opposition de gauche sur son propre terrain s'il ne s'agissait que d'un record de colonnes statistiques où le passé, le présent et le futur se mêlent inextricablement. En fait, il s'agit de toute autre chose. La politique économique de Staline pendant la période du bloc centre-gauche continuait à être axée sur l'utopie de la réalisation du socialisme dans un seul pays. Le nouveau plan quinquennal dans l'esprit de Staline n'avait d'autre but. Là se trouve le moteur idéologique de la surenchère sur l'industrialisation et la collectivisation. La ligne de l'opposition de gauche continue à être fondamentalement opposée à cette position. Lorsque l'opposition de gauche lutte contre la surenchère stalinienne, il ne s'agit pas d'une question de maximum ou de minimum mais de deux lignes politiques fondamentalement opposées. L'une, pour qui l'industrialisation a pour objet de consolider les bases de la dictature du prolétariat et de son hégémonie sur les milieux petits-bourgeois de la campagne, l'autre, qui s'engage dans la voie du national-socialisme pour qui l'industrialisation n'a d'autre objet que de construire le socialisme (sous forme de capitalisme d'Etat) dans un seul pays, de permettre à la Russie, fût-ce au prix d'un abaissement du niveau de vie de la classe ouvrière et d'un avilissement de ses conquêtes politiques, de constituer une unité économique indépendante du reste du monde.

La teneur de l'ouvrage de Grinko illustre abondamment cette divergence de principe entre l'opposition de gauche et les staliniens.

L'objectif du plan quinquennal pour les staliniens c'est de « rattraper et de dépasser les pays capitalistes les plus avancés ». Les staliniens sont persuadés que l'Union Soviétique doit battre le capitalisme sur son propre terrain, que le socialisme s'implantera dans l'univers lorsqu'un des deux systèmes, soviétique ou américain, par leur coexistence pacifique, aura prouvé sa supériorité économique sur l'autre comme s'il ne s'agissait pas de deux systèmes qualitativement distincts. A cette formule équivoque de nationalisme économique, l'opposition de gauche oppose une formule précise : « réduire l'écartement des ciseaux entre les prix intérieurs de la Russie Soviétique et les prix mondiaux » (cf. Trotsky. — *Staline comme théoricien*). A supériorité sociale sur le système capitaliste puisqu'il est l'expression de la dictature du prolétariat, le système soviétique doit prouver son égale capacité économique. Il ne s'agit pas d'un match entre l'économie soviétique et l'économie américaine pour le volume quantitatif de la production, mais d'une lutte entre la bourgeoisie mondiale et le prolétariat dont l'U.R.S.S. est le bastion avancé. Comme une politique économique socialiste se définit par son objectif qui est non pas le profit, mais la consommation des masses, la question de la baisse des prix est celle qui doit être mise en avant.

A la question des ciseaux entre les prix intérieurs et extérieurs à la Russie Soviétique est intimement liée celle des ciseaux intérieurs entre les prix des produits industriels et les prix des produits

VICTOR SERGE. — *L'An I de la Révolution russe. (Librairie du Travail)*. Un vol. de 471 p., 25 frs.

L'An I de la Révolution russe, œuvre d'un témoin et d'un historien marxiste évite à la fois l'écueil du reportage impressionniste et celui du schématisme dogmatique. C'est un travail magistral qui joint à la qualité du vécu la rigueur scientifique, une des premières pierres apportées au monument que l'histoire marxiste devra dresser à la première révolution prolétarienne triomphante. L'heure a sonné où la Révolution russe, les enseignements qu'en peut tirer le prolétariat révolutionnaire, les problèmes qu'elle pose pour lui, réclament autre chose que de pieux panégyriques.

V. Serge situe l'An I entre le 7 Novembre 1917, date de l'insurrection triomphante et le 7 Novembre 1918, où éclate la Révolution allemande. Cette phase est celle de la *conquête prolétarienne*, prise du pouvoir, luttes pour le conserver, établissement de la dictature. Après elle s'ouvre la phase de la *lutte internationale*. V. Serge replace la révolution dans son ensemble historique et international; l'introduction nous fait remonter jusqu'en 1861, date de l'émancipation des serfs et du premier essor du capitalisme russe et nous fait suivre la formation d'un impérialisme franco-russe où le capital financier de la France joue le rôle de banquier de l'industrie russe déjà extrêmement dense. « *La révolution russe est née de la guerre et la guerre n'est pas russe* ». Parallèlement nous assistons à la genèse et au développement des partis qui se trouveront en présence au moment de la révolution : le parti du prolétariat, c'est-à-dire la social-démocratie marxiste, d'où sortira la phalange bolcheviste et le parti socialiste révolutionnaire, parti de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Lénine avait enseigné que la révolution est le moment où la spontanéité des masses fusionne avec la conscience du parti. V. Serge met admirablement en lumière cet aspect du problème en comparant les deux insurrections de Moscou et de Pétrograd l'une où la spontanéité des masses l'emporte sur l'organisation, l'autre où elles vont de pair. Avec raison il voit dans le second type d'insurrection où la part « de l'imprévu est réduite au minimum » la caractéristique des révolutions modernes. « L'insurrection est un art », disait Marx.

La révolution d'octobre vérifie les enseignements de la révolution permanente de Marx et d'Engels. En tant qu'épisode décisif de la stratégie de classe d'un grand parti, Victor Serge la caractérise justement par le fait que la bourgeoisie et la petite bourgeoisie se trouvent battues séparément. La bourgeoisie périt, pour n'avoir pas, par crainte du prolétariat, su achever par elle-même sa révolution (en sacrifiant la féodalité des propriétaires fonciers). L'appui des classes moyennes lui fait défaut au dernier moment. A partir de ce moment la petite bourgeoisie et ses partis se trouvent coincés par l'histoire entre la bourgeoisie morte et le prolétariat triomphant. La petite-bourgeoisie des villes qui rêve d'une révolution démocratique est par la force des choses entraînée dans le sillage de la contre-révolution blanche. Mais par là-même elle s'isole de

la petite-bourgeoisie des campagnes à laquelle le prolétariat donne la terre et la paix. Le parti S. R. de gauche, parti des paysans moyens, d'abord intégré au bloc soviétique avec les communistes, se suicide lui-même en tentant de provoquer la reprise de la guerre car il cesse dès lors de répondre aux aspirations de la classe qu'il représentait. Ainsi non seulement la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie sont vaincues séparément mais la petite-bourgeoisie elle-même est battue par fraction. La tactique révolutionnaire réussit à scinder la petite bourgeoisie des campagnes de la petite bourgeoisie des villes, à couper les partis de la petite bourgeoisie de leur propre base de classe. Il n'y a pas seulement une stratégie insurrectionnelle mais une stratégie sociale de la révolution prolétarienne.

Jusqu'au soulèvement et à l'écrasement des S. R. de gauche, la dictature du prolétariat ne s'exprime pas par la dictature exclusive du parti communiste mais par le bloc soviétique avec l'hégémonie du parti communiste. Pour Victor Serge la base du bloc soviétique et l'alliance du prolétariat des villes avec la petite bourgeoisie des campagnes contre le bloc de la féodalité terrienne et militaire, de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie « démocratique » des villes. La fin du bloc soviétique marque une cassure entre le prolétariat des villes et la petite bourgeoisie des campagnes qui a désormais atteint ses propres objectifs qui sont ceux de la révolution bourgeoise. La dialectique de la révolution permanente suit son cours. Sur la question du ravitaillement des villes dont toute l'activité productrice est absorbée par la guerre civile, du commerce des villes rapproche les intérêts du paysan moyen de ceux des koulaks.

A partir de ce moment la base même de la constitution des Soviets, la démocratie soviétique, tombe, par la nécessité des choses, pour faire place à la dictature du parti bolchevik. *« L'intervention des alliés, concordant avec les soulèvements des koulaks et la fin du bloc soviétique, suspend sur la république une menace de mort très précise. La dictature du prolétariat doit promptement dépouiller ses apparences démocratiques... Remarquons que jusqu'à ce moment personne n'a formulé la théorie qui prendra force de loi par la suite selon laquelle la dictature du prolétariat est naturellement exercée par le parti communiste. Cette théorie, la vie l'imposera ».*

A la dictature du parti bolchevik dans l'ordre politique répond dans l'ordre économique ce qu'on appelle « Le communisme de guerre ». Ici encore Victor Serge rectifie l'inexactitude des idées courantes sur le communisme de guerre qu'on assimile trop vite à une série d'expédients dictés par les circonstances. *« A la vérité, ce fut aussi une tentative grandiose d'organiser la production socialiste, et les communistes russes, si clairvoyants pourtant, si habiles à la manœuvre politique, ne pensèrent jamais user d'expédients nécessités par la guerre et valables pour le seul cas de la guerre; ils pensaient bâtir pour l'avenir, aborder en grand le problème de l'édification socialiste... Ce régime naissait de la guerre mais de la guerre des classes, et prouve que la révolution prolétarienne doit se réaliser pour vaincre ».*

Au front intérieur de la guerre des classes correspond le front extérieur de la lutte contre les impérialismes. Sur ce point encore

V. Serge apporte des données et une interprétation d'un intérêt capital. Il pose avec une netteté admirable le problème. « Pour les alliés tenir jusqu'à ce que la puissance américaine soit prête... pour les empires centraux — imposer la paix à la France et à l'Angleterre avant que la puissance américaine ne soit entrée en lice... pour la révolution russe — ne faire le jeu ni de l'un ni de l'autre des impérialismes mais tenir jusqu'à la crise révolutionnaire de l'Europe ». Sur cette base se développent les trois tendances dans le parti bolchevik : la guerre révolutionnaire (Boukharine, Radek); ni paix ni guerre (Trotsky); la paix (Lénine). Victor Serge définit ainsi l'attitude de Trotsky : « épuiser les possibilités révolutionnaires et convaincre les prolétariats d'occident de l'intransigeance des bolcheviks à l'égard de l'impérialisme allemand ».

Terminons ce compte-rendu qui ne donne qu'une idée forcément incomplète et imprécise de la richesse du livre de V. Serge sur ce tableau de l'état moral du parti à la fin de l'An I : « La santé morale du parti s'atteste par une honnêteté absolue. Il ignore le mensonge conventionnel, les équivoques, le vieux jeu de dupes des deux idéologies, l'une pour l'élite, l'autre pour la masse. Les différences entre la pensée et la parole, la parole et l'action... car le mensonge social provient du désir de satisfaire ou de paraître satisfait des intérêts incompatibles en réalité ».

A. A.

LISTE DES LIBRAIRIES DANS LESQUELLES LA LUTTE DE CLASSES EST EN VENTE, EN PLUS DES PRINCIPAUX KIOSQUES DE PARIS.

PARIS :

La Vérité, 45, Boulevard de la Villette, 10^e.
 Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, 10^e.
 Librairie Picart, 59, Boulevard St-Michel, 5^e.
 La Lumière, 69, Boulevard St-Germain, 5^e.
 Au Commerce des Idées, 26, Boulevard St-Michel, 5^e.
 Librairie Matérialiste, 47, rue Monsieur-le-Prince, 5^e.

LYON :

Kiosque journaux pl. du Pont, Cours de la Liberté, quartier 87.

BELGIQUE :

L'Eglantine, 20, rue de Lenglentier, Bruxelles.
 Cosmopolis, 72, rue de la Montagne, Bruxelles.
 Henriquez, 41, rue de Loxum, Bruxelles.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imprim. de la Soc. Nouv. d'Éditions Franco-Slaves
 32, rue de Ménilmontant, 32. Paris (20)



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE & MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494. B. Chèque Postal N° 43.08. Paris.

Vient de paraître :

VICTOR-SERGE

L'an I
de la
Révolution
Russe

Un volume in-16 jésus (14 × 19) de 448 pages.

Prix 20 fr.

Nous mettons en vente
un certain nombre de
collections des deux
premières années de

La Lutte
de Classes

16 numéros parus
394 pages sur 2 colonnes
au prix de 45 fr.

*Lisez tous les **Vendredis***

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

**45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.**

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

Vient de paraître N° 12-13

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.